La Vie Intellectuelle

T. XVIII — N° 3 25 Décembre 1932

QUESTIONS RELIGIEUSES

HRISTIANUS. *Liquidation du nationalisme.*

... pour faire place au vrai patriotisme.

..-J. Festugière. *Remarques sur les dieux grecs.*

Aux sources de la religion grecque.
Méthodes.
Dieux thériomorphes.
Le divin.
Religion primitive.
Dieux à forme humaine et dieux d'Homère.
Naissance de l'anthropomorphisme.

R. G. *Un philosophe catholique.*

Victor Delbos.

.-Bern. Allo. *La pensée de l'Inde.*

Vers le Christ par le Vedânta.
Le livre de R. Grousset sur les philosophies indiennes.

DOCUMENTS

La tyrannie mexicaine.

Circulaire officielle sur l'enseignement anti-religieux à développer dans les écoles.

Le concordat badois.

A travers les revues.

Liquidation du nationalisme

C'est bien d'une liquidation qu'il s'agit.

Le nationalisme « intégral » a été franchement rejeté par l'Église. Il reste à faire place nette de ses succédanés, plus ou moins virulents, qui, par la faute d'une presse de droite catholique seulement de clientèle, intoxiquent encore un grand nombre de fidèles.

L'opération du reste se poursuit. Car, — pourquoi ne pas l'avouer tout crûment? — tel nous paraît être le sens véritable d'une controverse qui a tout récemment agité l'opinion catholique.

Peu importe, au fond, l'occasion qui la suscita. Ce fut, on le sait, un article des Annales de la Jeunesse catholique *: il pouvait bien être assez emporté de ton, imprudent dans l'utilisation des sources, téméraire dans quelques-unes de ses affirmations de faits : ce sont défauts ordinaires chez les jeunes, et nous ne prétendons pas couvrir leurs erreurs. Mais le vrai débat n'est point là : une simple rectification eût suffi à le clore. Or on fait à l'A.C.J.F. un procès d'attitude et de tendance. Au vrai, ce n'est pas sur le terrain des faits que se situe le conflit, c'est sur le terrain des principes.*

Une certaine façon d'aimer la paix (les lecteurs de cette revue n'ont pas oublié qu'il y en a deux) est présentée comme inconciliable avec l'amour vrai de la patrie. Nous dirons, nous, que c'est la charité chrétienne qui décidément ne peut faire bon ménage avec le nationalisme.

Par nationalisme, est-il besoin de le préciser, nous entendons un abus *et un* excès *: l'abus du légitime attachement à la patrie, et l'excès du sentiment de juste piété envers la nation (Pie XI, Encyclique* Caritate Christi compulsi). *L'usage chrétien tend de plus en plus à res-*

treindre ainsi le sens de ce terme, et c'est normal, puisque pour désigner la vertu correspondante (sans abus ni excès) nous avons le beau mot de patriotisme.

L'existence, en France, d'un patriotisme « exagéré », ou d'un nationalisme, est si évidente, son emprise sur les milieux « bien-pensants » si attestée par l'expérience quotidienne, qu'il apparaît à tout homme de bon sens douéril de les nier. C'est pourtant dans cette négation que se réfugient couramment ceux qui se sentent gênés par les condamnations très claires des Souverains Pontifes. Toujours la vieille distinction du fait et du droit, familière à l'esprit gallican. Sans doute! nous dit-on, le Saint-Père a bien raison de s'élever contre l'impérialisme belliqueux, mais c'est à nos voisins que ses objurgations s'adressent. Qu'on aille prêcher la paix sur le Tibre ou sur la Sprée. Nous autres nous sommes irréprochables. O pharisaïsme qui s'ignore! Les prédicateurs la connaissent bien, cette instinctive réaction de l'égoïsme complaisant : lorsqu'ils veulent « flageller le vice », c'est toujours sur le dos du prochain que chacun prend la discipline.

Certes nous ne fermons pas les yeux aux violences nationalistes d'outre-Rhin ou d'outre-Monts. Nous entendons bien les cris de haine. Mais nous entendons aussi les voix pacificatrices : en Allemagne elles sont plus nombreuses que chez nous, et parlent plus fort; les catholiques notamment osent dire et écrire publiquement ce qu'à peine, de ce côté-ci, on risque en conversation privée. En Italie, beaucoup de bouches sont bâillonnées. Mais de Rome du moins s'élève une grande voix que rien ne fera taire : tous les chrétiens devraient l'entendre avec un profond tressaillement de joie et de fierté (car c'est notre gloire à nous chrétiens de répandre l'amour qui fait tomber les barrières); tous devraient lui faire écho et la traduire en œuvres avec un filial empressement.

D'où vient donc l'obstination, chez beaucoup de catholiques français, à faire la sourde oreille? Par quelle

aberration en viennent-ils à croire que leur *tâche dans l'État consiste à entretenir le foyer du nationalisme pour faire pendant aux nationalismes païens d'en face? Cette mauvaise volonté et cette déviation du sens chrétien, l'une soutenant l'autre, s'appuient toutes deux à un préjugé qui serait scrupule honorable, s'il n'était injurieux pour la charité chrétienne, par méconnaissance de son véritable rôle. Ce préjugé, c'est qu'on ne saurait préconiser la paix entre les nations, l'amour fraternel entre tous les hommes, sans énerver du même coup la vertu de patriotisme; c'est qu'il y a conflit entre le grand commandement de l'amour, qui ne connaît pas de frontières, et le devoir de prédilection envers le pays où l'on est né; c'est qu'on est un mauvais patriote si l'on veut suivre jusqu'au bout les exigences du christianisme (qui n'est pas national, mais* catholique).

Il ne faut pas se lasser de protester contre cette conception fausse. Ceux qu'on flétrit du nom de « pacifistes bêlants » prétendent aimer leur patrie au moins autant, — et certainement mieux, — que ceux qui veulent la hérisser de baïonnettes. Faut-il haïr pour mieux aimer? On a mis une opposition entre les divers objets de l'amour chrétien faute de savoir mettre entre eux une hiérarchie. Or c'est l'élan vers la fin supérieure qui toujours assure la rectitude du mouvement vers une fin intermédiaire. Aussi, bien que ces divers amours ne s'échelonnent pas strictement suivant une ligne continue, on peut dire : celui-là aime mal *sa famille qui n'aime pas sa patrie; celui-là aime* mal *sa patrie qui n'aime pas l'humanité; celui-là enfin aime* mal *l'humanité qui n'aime pas Dieu. Un amour qui borne volontairement sa course, qui se replie sur soi-même, qui se referme avant d'avoir embrassé le bien total et le bien suprême, cet amour-là est un égoïsme, quoi qu'il semble de son désintéressement et de son ampleur.*

Pour nous en tenir au sujet qui nous intéresse : la véritable éducation du patriotisme ne saurait se faire que

ans la perspective d'un amour supra-national qui le ré-hauffe en l'enveloppant. On doit vouloir que sa patrie oit grande, non pour qu'elle se borne à jouir de son atrimoine, à vouloir « uniquement et exclusivement *arder les biens qui lui appartiennent légitimement* », *ais pour qu'elle serve mieux, en accord avec les autres atries, le bien commun de l'humanité. Et ce n'est pas ne médiocre ambition ; et ce n'est pas une mince exi-ence; et ce n'est pas un faible stimulant de l'amour.*

Mais on a fait de la patrie un absolu, on a haussé l'a-mour de la patrie au plan de l'amour divin : « *amour acré* », « *foi patriotique* » (*et même, pour que ce soit omplet,* « *culte nouveau* » *!). Hélas ! c'est une usurpa-ion, et l'amour de la patrie n'a pas en soi, comme l'a-mour divin, de quoi susciter, enrichir et surélever tous es autres amours. Alors il est inévitable, s'il ne se tient son rang, qu'il ne supporte aucun partage, aucun voi-inage, aucune règle. Il sera exclusif, agressif... et déré-glé. Il ne se sera pas juste, il ne sera pas vrai, il ne sera as fécond.*

Si nous luttons contre le nationalisme, c'est donc pour e patriotisme, le vrai. Ne laissons pas se créer l'équivo-que. Ne perdons pas une occasion de dissocier le patrio-isme et le nationalisme, et de rejeter ce dernier. L'inci-dent auquel nous faisons allusion plus haut est une de es occasions.

La crise qu'il manifeste est grave, on ne saurait le nier. Raison de plus pour s'efforcer (à temps, à contre-emps) de faire la lumière, en toute sérénité. On peut déplorer, dans le cas présent, que la discussion se soit faite si orageuse. Réjouissons-nous cependant, si l'orage dissipe enfin la pesanteur de l'atmosphère, et nous rend un ciel clair : je veux dire si les catholiques de France, sous la conduite de leurs vrais pasteurs, et d'eux seuls, ont enfin le droit, sans être soupçonnés de trahir la pa-trie, d'être pacifiques avec le Christ.

CHRISTIANUS.

Remarques sur les dieux grecs

L'on propose ici quelques réflexions suggérées par le dernier livre de Wilamowitz, *La croyance des Grecs*. L'auteur est illustre : un maître. Nul n'embrassa comme lui, durant le dernier demi-siècle, l'ensemble des choses grecques. Textes et pierres, poètes et philosophes, mythographes et scholiastes, monuments épigraphiques et figurés, il connaissait tout. Une aussi longue habitude devait aboutir à cette science intuitive, au coup d'œil, au flair, au réflexe, qui décèlent, immédiatement, le témoin sûr. Il réagissait en Hellène. Certaines pages de son *Platon*, sur la formation d'un Athénien bien né au temps de Charmide ou du petit Lysis, certaines analyses (*théos, daimôn, aidôs*) dans le présent ouvrage sonnent trop juste pour périr.

Ces notes ne sont pas un compte rendu : l'on ne s'arrête qu'à quelques points. Simples gloses, comme se plaisaient à en encadrer le texte les Byzantins, elles ne prétendent à rien de plus.

*
* *

Méthodes

La religion grecque ne débute pas avec Homère. Cette vérité paraît aujourd'hui un truisme. Mais le moyen d'apercevoir les croyances pré-homériques?

Il semblerait naturel de commencer par la Crète. La vilisation nous en fut découverte. Maints auteurs en crivent la religion. Mais est-on bien sûr que les Crétois ous soient le guide souhaité?

Wilamowitz avance à ce sujet quelques propos perti-nts. Si riches qu'elles se soient montrées, les fouilles de ète attendent leur Champollion. Nul ne déchiffre encore criture des Crétois. Nous ignorons donc ce que ce peu-e a mis sous les images divines ou les symboles que son t nous offre. En outre, les Grecs des temps historiques ont plus souvenir d'avoir jamais dépendu, pour leur reli-on, de l'île. Certes, l'art mycénien en a subi l'influence, même il n'est dû souvent à des ouvriers crétois. Mais ce ansfert d'artisans ne signifie point l'apport des cultes. ns doute encore, des sanctuaires tels qu'Eleusis ou Del-es remontent à la période mycénienne. Est-ce à dire e l'origine en soit crétoise? C'est un point fort contro-rsé. Pour Eleusis, les rapprochements (disposition du *Telestérion,* forme des vases d'offrandes) n'ont rien de con-uincant. A Delphes, toute preuve manque. Ajoutons que, el qu'ait été le rayonnement de la civilisation mycé-enne, elle a péri de fond en comble à la suite des inva-ons. Enfin les dieux qui sûrement ont passé de Crète en rèce sont en très petit nombre : Athéna, la déesse au ouclier, quelques divinités secondaires, et oubliées. ncore est-il qu'Athéna s'est fondue probablement avec e déesse analogue du continent.

Qu'on me permette une observation d'un autre ordre i vise le fond du problème. La religion grecque n'est s l'œuvre d'un instaurateur religieux tel que Zoroastre le Bouddha. Elle n'est pas une révélation apportée un ur, constituée dès l'origine en système, fixée à son aurore our ne plus changer. Elle est née de l'âme des Grecs, des esoins religieux de cette âme. Elle a évolué, progressé,

en même temps qu'évoluait, que progressait cette âme. C'est ce qui en compose l'intérêt unique. L'histoire de la religion grecque, de ses progrès, c'est vraiment l'histoire des progrès de la pensée religieuse *humaine*. Le fait n'est pas douteux. On l'entend sans trop de peine. Dès lors, il faut bien comprendre que si une divinité crétoise a pu se maintenir en Grèce, c'est qu'elle répondait aux besoins qu'on vient de dire. Un dieu n'est assimilé que s'il est, d'une certaine manière, attendu. Qu'on accepte donc une Athéna crétoise, l'important est qu'elle soit devenue grecque, et pourquoi elle l'est devenue. En sorte que le vrai problème est de discerner les besoins qui ont donné naissance aux plus vieilles divinités de la Grèce. Car elles n'ont représenté le divin pour les Grecs que parce qu'elles satisfaisaient à ces besoins. Elles ne sont grecques qu'à ce prix.

N'oublie-t-on pas, quelquefois, ces données, lorsqu'on traite des origines? On cherche à l'étranger, ici ou là. Les hellénistes d'aujourd'hui se défient, à bon droit, des méthodes de la religion comparée. Ils se défient des *mythes* : mythe solaire, mythe de la religion indo-germanique, mythe d'un apport des croyances d'Égypte ou de Phénicie. Les cultes arcadiens sont nés en Arcadie. Mélicerte n'est plus Melkart, ni Déméter Isis. Ne forgeons pas un mythe crétois.

Qu'un exemple, au surplus, illustre la fragilité de mainte hypothèse. On voit, sur certaines fresques de la Crète, des papillons. Et ce sont apparemment de vrais papillons, car il s'en trouve en Crète, que je sache, et doit-on s'étonner qu'un peuple si amoureux de la nature, et qui la sut traduire avec une liberté si rare, ait peint cet insecte joli? Mais l'âme aussi est ailée. Après la mort, « l'âme vole comme un songe, vers l'Hadès ». L'image remonte à Homère (*Odyssée*, XI, 222), Sappho la reprend, elle est

ourante. Or, chez les zoologistes, depuis Aristote, le papillon s'appelle *psyché*. Et la Psyché d'Apulée a des iles de papillon. Ne voit-on pas le lien? Nos papillons rétois sont déjà des âmes. Et les âmes-papillons de l'époque hellénistique expriment ainsi une croyance vieille de eux mille ans. Par malheur, les vases les plus anciens, dès e VIe siècle, figurent l'âme du mort par un petit bonomme. Il a des ailes, mais qui ne sont pas d'un papillon, ar il n'est point un papillon. Et si le papillon a été énommé *psyché*, c'est qu'il est ailé de même que ces petits onshommes. Et si enfin le papillon-*psyché* a donné ses iles à Psyché, c'est à cause de ce nom qui leur est commun. Il a fallu tout ce détour : l'âme petit bonhomme ilé ; le papillon, ailé aussi, dénommé *psyché* ; Psyché l'âme ecevant les ailes de *psyché* papillon ou devenant papillon. Rien n'est donc moins primitif que ce symbolisme. Rien e plus « alexandrin ». Ne sent-on pas d'ailleurs combien image, mignarde, raffinée, est plus conforme au temps de Callimaque qu'à ce que nous pouvons augurer de l'époque ré-homérique?

La question se pose à nouveau : comment prendre consience de l'origine des dieux grecs? Disons-le sans fard. Cela n'est point facile. On n'y peut aboutir que par induction.

Les poèmes homériques représentent le terme d'une ongue évolution. Mais les parties les plus anciennes de *Iliade* ne laissent-elles pas voir quelque trace de la foi rimitive? Le cercle, au vrai, est vicieux. Car ces parties es plus anciennes sont elles-mêmes discernées par le crière d'une notion préconçue de ce qui doit être « le plus ncien », dans les mœurs, les croyances, les sentiments. On etrouve ensuite aisément ce qu'on a mis d'abord. Méthode leine d'incertitude!

Guide Joanne de la Grèce au IIe siècle de notre ère,

Pausanias le périégète, utilisant lui-même un livre analogue plus ancien, décrit une foule de sanctuaires qu'il a visités en personne, les fêtes auxquelles il a pris part, les légendes qui s'attachent à ces fêtes ou à ces sanctuaires. Or quelques-uns des cultes ainsi dépeints offrent un caractère de simplicité paysanne, de naturalisme ingénu qui se réfère, sans aucun doute, aux mœurs des premiers habitants. Cela est surtout sensible dans des contrées retirées telles que l'Arcadie, haut plateau du Péloponèse, où la façon de vivre a peu changé. En généralisant ces traits, on peut concevoir quelque idée des croyances primitives.

Apollodore, en sa *Bibliothèque,* narre les mythes de la religion grecque depuis l'origine des dieux jusqu'à son temps, vers 150 ans avant J.-C. Ce sont, à coup sûr, des mythes, dus à la fantaisie des poètes ou à l'imagination féconde des exégètes locaux. Mais diverses méthodes nous permettent d'en retrouver le sens : cultes fondus l'un dans l'autre, explication par une légende d'un rite qu'on ne comprenait plus. Dès lors, quand nous découvrons ce rite évidemment ancien puisqu'il est devenu inintelligible, l'analogie avec d'autres rites mieux connus, dont, par exemple, les scholiastes d'Homère, de Pindare, des tragiques ou d'Aristophane nous ont gardé l'intention première, autorise à en déduire le caractère de la divinité que ces pratiques visaient.

J'ai nommé les scholiastes des poètes. Ils sont d'un grand secours. Car les poètes, par les épithètes qu'ils accolent au nom des dieux, par les allusions qu'ils font, Aristophane surtout, à telle pratique cultuelle, intriguaient déjà les érudits d'Alexandrie. Ceux-ci avaient à leur usage mille ressources qui nous manquent. Leur exégèse est dès lors précieuse. Plus tardivement, les lexicographes byzantins rendent le même office.

Les monuments archéologiques unis à tous ces docu-

nents littéraires, éclairés par eux, les éclairant à leur tour et les confirmant, sont pour l'historien la base essentielle. La forme ronde des *tholoi*, des prytanées, foyer de la cité, rappelle le culte du foyer au centre de la hutte primitive : on atteint ici le tuf. Les *bothroï* ou *mégara*, fentes dans le sol par où l'on sacrifiait aux dieux hypochthoniens et qu'on retrouve encore parmi les fondations du temple de Delphes, du Kabirion de Thèbes, conduisent à l'intelligence des divinités souterraines et font comprendre, par exemple, comment, à Delphes, un très antique oracle de la Terre a cédé le champ à la divination apollinienne.

Enfin l'étymologie, quand il est possible de la saisir, projette quelque lumière. Poséidon, Hèra, en sont des cas remarquables. Poséidon, c'est l'époux de Dâ, Gâ (cf. Dâmâtèr), la Terre, et sa nature de dieu qui tient fermement la terre, et parfois l'ébranle, de dieu père des races, *génésios*, *généthlios*, est ainsi bien établie. Hèra se rattache à *hèrôs*, le noble. Elle est la déesse des nobles, en particulier de ces nobles d'Argos dont la civilisation brillante nous est connue. Plus précisément, elle est, pour ces nobles, la déesse des épousailles légitimes par opposition au concubinage. Elle est la femme de Zeus, seigneur des premiers seigneurs de la Grèce. Ici encore, bien des traits de l'Hèra homérique trouvent leur exégèse dans ces rapprochements.

*
* *

Dieux thériomorphes

Plutarque cite l'hymne que les femmes d'Élée chantaient jadis à la louange de Dionysos. Elles l'invoquent sous le nom de *Taureau*. Certains prêtres de Poséidon, qu'Hésiode nomme *Tauréos*, sont dits *taureaux*. De même, certaines prêtresses d'Hèra ont dû s'appeler les *vaches*.

Les jeunes filles chargées du culte d'Artémis, dans le dème attique de Braurôn, étaient les *ourses*. Les Dioscures, *Dios Kouroi*, fils de Zeus, sont désignés par Euripide comme « les deux blancs poulains ». Le même poète fait monter sur la scène une déesse *Hippô* qu'honoraient les femmes de Béotie. Rien de plus connu que l'épithète *Hippios* pour qualifier Poséidon. Et Pausanias nous fait, au cours de ses pèlerinages arcadiens, des récits bien curieux. Derrière la ville de Thelpousa, il a vu un temple de Déméter Erinys dont voici la légende (VIII, 25). Sous la forme d'une jument, couverte par l'étalon Poséidon, elle a enfanté le poulain Erion et une fille humaine dont le nom n'est transmis qu'aux initiés : lui-même suppose Thémis, sans fondement. Plus au sud, à trente stades de Phigalie, dans la montagne, il grimpe jusqu'à la grotte de Déméter, lui fait les offrandes prescrites (VIII, 42). D'après son bouquin il devait trouver dans cette caverne une statue de bronze d'Onatas. Elle n'y est plus. Personne à Phigalie ne l'a connue. Cet Onatas s'était d'ailleurs borné à reproduire en bronze une très antique statue de bois, un *xoanon*, de la déesse. On voyait une femme assise, à tête de cheval. Sur cette tête, des serpents et d'autres animaux. D'une main, elle tenait un dauphin, sur l'autre était posée une colombe.

Que déduire de ces indications? A-t-il vraiment existé, en Arcadie et ailleurs, un culte des animaux comme tels, un culte du taureau, de la vache, de l'ours, du cheval, du dauphin, de la colombe, à quoi d'autres témoignages permettent d'ajouter le loup, le bouc, le bélier, d'autres, plus nombreux encore, le serpent? Parlera-t-on de *totem*? D'aucuns l'ont osé, naguères, avec une légèreté dont, à cette heure, l'on se moque. Mais le *totem* mis dehors, est-ce bien l'animal qui est honoré ici, ou bien une divinité sous la forme d'un animal? La différence est grande du

point de vue psychologique. La percevoir mène au cœur du problème des origines. Il faut donc y insister.

Du *totem*, c'est dire de quelque animal protecteur, symbole, d'un clan parce que ce clan en est issu, nulle trace en Grèce, à aucun moment. Le culte des animaux, tel qu'ils le voyaient en Égypte, a toujours paru aux Grecs, depuis Hérodote, une monstruosité absurde. Quelle que fût leur admiration pour les Égyptiens, le plus vieux peuple, ils n'ont pu admettre cela. Philostrate, dans sa biographie d'Apollonius de Tyane, témoigne encore de ce dégoût. Si donc nous ne pouvons connaître la religion pré-homérique que par induction, en nous aidant, d'une part, des faits considérés plus haut, d'autre part de la psychologie religieuse que décèlent les textes les plus anciens, aulle voie n'est ouverte qui mène à supposer qu'on ait adoré en Grèce, un temps, les animaux. Ajoutons quelques remarques.

Le nom d'une même bête s'applique à maints dieux différents. Poséidon n'est pas seul *hippios*; il partage avec Dionysos (d'importation plus tardive, il est vrai) le symbolisme du taureau. Comment alors un animal unique a-t-il pu donner naissance à des *theoi* si divers?

Sans doute l'homme primitif vit-il très près des bêtes. Mais alors, pourquoi le chien, ce bon serviteur de l'homme, n'engendre-t-il aucun dieu, l'épithète de chien passe-t-elle, dès Homère, pour une injure? Dira-t-on qu'on n'adorait que les animaux sauvages? Pourquoi, dans ce cas, un culte du bélier, du bouc, du taureau, du cheval? Et pourquoi pas un culte du chien, lequel fut sauvage aussi? Les chiens des pâtres de Macédoine, aujourd'hui même, ne sont rien moins que familiers.

Les partisans de l'influence crétoise devraient se montrer ici plus prudents que tous autres. Les fouilles de Crète n'ont laissé voir aucun vestige de zoolâtrie.

Notons enfin que, chez Homère, quand quelque dieu prend la figure d'un animal : Apollon et Athéna vautours (*Iliade*, VII, 59) ; Athéna hirondelle (*Odyssée*, XXII, 239 dans une addition tardive) ; Leukothéa, la blanche déesse, mouette (*Od.*, V, 337), on sait toujours que c'est le dieu qui apparaît ; il a choisi, dans l'occurrence, une forme animale comme il emprunte, ailleurs, les traits d'un être humain ou ne trahit sa présence que par le sentiment qu'on a d'une force supérieure : sous l'injure d'Agamemnon, Achille a tiré son épée ; mais il la remet au fourreau ; un *Kreitton* l'y contraint ; c'est une puissance divine, il la reconnaît, elle l'a saisi aux cheveux : Athéna !

Ce beau passage conduit à se demander ce que représente le *divin*. Le nœud de la question est là. De l'analyse des mots *theos* — *theion*, *daimôn* — *daimonion* dépend l'intelligence des dieux thériomorphes.

*
* *

Le divin

Achille a senti une force qui l'arrête : c'était un dieu. Ayant dit le pouvoir de la *Renommée*, Hésiode conclut (*Travaux*, 764) : « elle aussi elle est un dieu ». Des lois non écrites Sophocle prononce (*Œdipe-Roi*, 872) : « en elles réside un grand dieu ». Quand la corde de son arc se rompt, Teucros clame (*Iliade*, XV, 468) : un *daimôn* brise ma force ! « *Daimonié*, ô divin », fait Socrate lorsque l'interlocuteur vient d'exprimer une pensée qu'il n'a pu trouver de lui-même, qu'un dieu donc lui a soufflée. Partout la même idée : quelque chose de supérieur à l'homme, de surhumain, de surnaturel a jailli. Un *numen* était là. On a éprouvé sa présence : voilà le divin. Ménan-

dre l'exprime à merveille : « tout ce qui l'emporte sur nous, et nous surpasse, est regardé comme *théos* ».

Essayons, maintenant, de feindre les dispositions de ces peuplades farouches qui, des Balkans, descendirent en Grèce au second millénaire avant le Christ. Elles traversent une nature vierge dont telle montagne de Macédoine, comme le Pangée, offre l'image encore. Des arbres géants l'habillent. Des fougères deux fois plus hautes que l'homme font un taillis épais. Les sources chantent partout, une mousse humide couvre le sol. Le silence n'est rompu que par le froissement des feuilles qu'une biche, ou quelque animal plus sauvage, foule en passant. L'ours, le loup, le sanglier, ne sont point rares en ce temps. Que l'homme est petit sous cette voûte ! Il se trace un sentier, il monte. Par delà les châtaigniers, les grands pins, c'est l'herbe rase. Puis le sommet, neigeux presque toute l'année, d'où l'on découvre d'autres monts, les plaines, et cette plaine qu'est la mer, et les îles qui la parsèment, comme des fleurs. Il s'établit au pied de la montagne, dans un vallon ; un ruisseau coule, le lieu est propice à la chasse. Voici des prés : les chevaux amenés du Nord, jadis libres, maintenant domestiques, signe d'ailleurs de richesse, y pourront paître. Quelques huttes font un petit village. On s'installe. Que sentent ces hommes ?

On ne peut visiter ces très vieux lieux de culte que sont Delphes, Olympie, Délos, le temple d'Égine, sans être pris par la beauté du paysage. Croira-t-on que les anciens n'y aient pas été sensibles, que le seul hasard a fixé leur choix ? Mais le hasard n'a point décidé les Chartreux à poser leur demeure ici plutôt que là. Le hasard n'a point conduit les Muses sur l'Hélicon ni inspiré à Socrate la prière qui clôt le *Phèdre*. Mais, au bord de l'Ilissus, sous un platane fleuri qui embaume l'atmosphère, au chant de l'onde et des cigales, son âme s'enthousiasme. Aussi bien

c'est un lieu sacré, voué aux Nymphes et à Achéloos : voyez ces poupées menues, humble offrande du paysan. « O Pan ami, et vous toutes, divinités qui habitez ici... » Sénèque dit bien finement : « Si tu rencontres une forêt profonde où de vieux arbres, plus hauts qu'on n'en voit ailleurs, cachant le ciel, composent une voûte d'ombre, alors la noblesse du lieu, son secret, ce demi-jour épandu sur un si vaste espace te donnent le sentiment qu'une puissance divine est là. » Et Plutarque a déjà noté que « les sanctuaires des dieux, ceux-là précisément qu'on regarde comme les plus antiques, étaient fondés en des lieux solitaires et qui remplissaient l'âme du don des Muses ». Les sanctuaires les plus antiques! De fait, on trouve à Delphes, à Olympie, des traces du second millénaire. Les hommes qui prièrent là d'abord avaient le sens du divin.

Petit pâtre avec ses troupeaux, il sentait la présence d'un être mystérieux. Être innommé, à peine conçu, n'importe : ce vague était plus religieux que l'image diminuée des dieux d'Homère. Qu'un bel arbre l'arrêtât dans sa route, il y percevait du divin. Il déposait au pied, ou suspendait aux branches un rien, quelque petite chose qui lui avait appartenu, des fleurs qu'il avait cueillies, ou bien versait un peu d'eau, un peu de lait. Qu'un animal, soudain, surgît de la forêt, cette vision inattendue, rapide, cristallisait l'émotion : il y avait là du divin. Le soir venu, l'homme rentrait. Dans la hutte enfumée où l'on vivait ensemble, bêtes et gens, il trouvait, au centre, le foyer. Le foyer chaud, le foyer lumineux ; l'abri ; la nourriture et le dormir ; et la sécurité contre l'ombre mauvaise, contre tout ce qui rôde dans la nuit ; contre le silence trop pesant ; contre l'immense inconnu. Comment n'eût-il pas éprouvé, là encore, l'effet d'un plus puissant? A l'aube il fallait sortir, s'enfoncer à nouveau, pour la chasse, dans le

aillis. Qui lui montrerait le bon chemin, serait là pour 'accompagner, le défendre, lui porter chance? Ah! qu'un ›lus fort l'aidât! Comme il sent sa faiblesse, qu'il a besoin ›'un protecteur! Le foyer, l'utile foyer symbolisait la ›uissance qui le protégeait dans sa hutte. Une grosse ›ierre, ou un tas de pierres, près du seuil, plus tard au ortir de la cour, symbolise la puissance qui le protégera 'ehors. Quels seront donc les symboles des puissances de a forêt? On l'a vu, c'est cet arbre, ou cette source fraîche, ›u, mieux encore, ces animaux qui vous surprennent tout coup, et passent comme l'éclair ou s'arrêtent, vous regar- ent, puis bondissent pour disparaître.

*
* *

Religion primitive

Tels ont dû être les premiers éléments de la religion recque. Sans doute ne les tenons-nous que par induction. Mais nos conjectures s'appuient à des faits. C'est un fait ue maints sanctuaires ont été fondés en des lieux où la ature, farouche ou douce, incline à songer au divin. 'âme s'y sent enveloppée par ce *numinosum et fascino- um* qui, aux yeux de R. Otto, en constitue l'essence. C'est n fait que, durant tout le cours de la pensée grecque, le ıot *théos* connote l'idée d'une puissance surhumaine. 'est un fait enfin, et de grande portée, que cette même ensée n'a jamais distingué entre *théos* et *théoi*, entre *dieu* t *les dieux*. Les dialogues de Platon laissent voir encore ambiguité. Moins apparente chez Aristote, elle reparaît, plein, dans le stoïcisme. Panthéisme? Non pas absolu- ıent. Tout n'est pas dieu. Et la notion du Tout-dieu est ncore bien éloignée des représentations primitives. Mais

le *divin, to theion*, se manifeste sous des formes diverses selon la diversité même des besoins dont chacune d'elles est la projection. Au centre de ces notions, les soutenant toutes, le sentiment d'une force supérieure à la nôtre, du *Kreitton*; à la périphérie, l'application au cas particulier de cette force diffuse. Elle protège, elle effraie. Tantôt la majesté l'emporte, et tantôt la bienveillance.

Ces grandes divisions se subdivisent à leur tour. Tels dieux protègent les riches, possesseurs de chevaux, cavaliers, chevaliers (1); à la guerre, ces dieux des nobles favorisent leurs dévots; Athéna, déesse du bouclier, Hèra, la souveraine des *hèrôes*, assistent les Achéens d'Homère. Tels autres veillent sur le travail des artisans, et chaque groupe aura le sien. Le rhapsode, lui aussi, invoque, déesses propices, les Muses de la *Théogonie*.

Divinités du foyer, de la route, de la forêt; dieux des classes et des métiers : ce n'est pas tout. A côté, peut-être avant, voici la Terre, qui nous porte, de qui tout bien nous vient. La Terre, mère vraiment. Théophraste, dans un écrit *Sur la Piété*, exprime de la façon la plus touchante le sentiment des anciens : « Elle est le foyer commun et des dieux et des hommes; elle est notre nourrice et notre mère; reposant sur son sein, il nous faut, tous, la chanter et l'aimer tendrement comme celle qui nous enfanta. » Et voici l'époux de la Terre, qui la tient solide ou la secoue et qui fait jaillir les eaux. Enfin, là-haut, terrible, n'oublions pas le dieu de la montagne, qui gronde, lance le tonnerre se cache dans la nuée.

Ainsi se multiplient les modalités du divin. Nulle d'entre elles n'exclut les autres. L'idée d'une telle exclusion

(1) Ils deviendront les nobles, le resteront; un *bien né*, à Athènes après les deux années de l'éphébie, fait son service militaire dans la cavalerie; il a fourni lui-même l'animal et l'armure : voyez les cavaliers jolis du Parthénon.

: vient pas même à l'esprit. Car aucune ne concentre en i le divin tout entier. Au dedans, au dessus d'elles utes, la notion commune de *numen* fait l'unité relieuse.

Les noms de ces représentations premières furent tout fait simples. Dâ, Gâ, Mâ, *la mère* ; Pâ, Pâpas, *le père*, qui t peut-être à l'origine du dieu de la forêt sauvage, Pan : s mots du tout petit enfant traduisent l'appel spontané : notre éternelle enfance. Poséidaôn, Poseidân, *l'époux* · *Dâ*. Ou bien, la puissance qui réside dans le foyer *estia*), dans la borne au sortir de la hutte, dans les monaux de pierres qui, çà et là, guident notre chemin *erma*), dans l'enclos où le troupeau, la nuit, s'assemble *bella*). Ou même, plus simplement encore, *le dieu, la 'esse*. Parmi les divinités éleusiniennes, on rencontre ce uple anonyme. De bons juges, Usener, Foucart, y voient s premières divinités locales. Hérodote ne dit-il pas (II,), d'après les prêtres de Dodone, que « les Pélasges ièrent longtemps les dieux sans leur donner de nom » ? étaient le dieu, la déesse du lieu, de telle forêt, de telle ontagne, de la rivière au bord de laquelle on vivait ; les ıissances de cet endroit-là ; du sol même qu'on avait ıoisi. Elles ne furent d'abord que *le* dieu, *la* déesse, un ›solu pour ceux qui les priaient. Plus tard, les relations ·ec le voisinage, avec le dieu, la déesse, des hameaux ılentour, induisent à les distinguer. On y pourvut par ıelque épithète qui rappelait le nom du pays habité. ɜs désignations suffisaient. Plus tard encore, on s'aper- t que toutes ces représentations divines se ressemaient. Fruit de sentiments identiques, elles avaient tout ›ur se fondre. La fusion s'imposait quand plusieurs vilges se liaient pour constituer un groupe mieux résisnt.

Rien de plus ingénu aussi que le symbolisme religieux

des tribus primitives. Hestia est le foyer lui-mêm comme Apollon l'enclos (*apella*). Hermès (l'*herma*) est peine un travail de l'homme. Cependant l'usage du *xoa non*, du tronc ébranché, décortiqué, grossièrement racl remonte probablement à l'antiquité la plus haute.

Toutes rustiques enfin les premières offrandes. La tra dition est unanime sur ce point. Les sacrifices sanglant ces fumées lourdes de graisse rôtie qui font la joie de guerriers homériques, et de leurs dieux, ne sont pas l pratique originelle. Au *Kreittôn* l'homme offrit d'abord c qui dut être l'élément immédiat de sa nourriture : l'eau le lait ; le miel, puisé au creux des chênes, ne vint qu'a près ; en dernier lieu, l'huile et le vin. Joignez-y quelqu portion de grains bouillis, quelque petit gâteau. Ces hum bles présents firent toujours partie du culte. Ils devan çaient l'égorgement de la victime. C'étaient les dons de ancêtres. Théophraste ne craint pas de dire que les dieu les préféraient.

* * *

Dieux à forme humaine et dieux d'Homère

Nous sommes loin encore des dieux d'Homère. Jus qu'ici notre objet fut de la religion proprement dite Nulle trace de légende. Quand donc la mythologie a-t-ell surgi? Elle n'a pu naître que du jour où le *theïon* a pri figure humaine, où les forces supérieures à l'homme s sont humanisées. Cette aventure du divin est l'événemen le plus considérable de la religion grecque. Elle en es aussi le problème le moins aisé.

On voit bien les suites de l'anthropomorphisme, e comment le mythe en jaillit. Dès lors que les dieux on forme d'hommes, les symboles primitifs et, par exemple le symbolisme animal, devront se traduire en *métamor*

ses. De là mille histoires. Zeus devient taureau ou gne pour s'unir à une mortelle. Poséidon se change en eval, couvre, ainsi fait, une Déméter jument laquelle fante un fils poulain et une fille humaine. Mythes étran-s, qui ne se peuvent entendre que par le désir d'accorder ntique tradition d'un *divin* thériomorphe au sort nou-au des dieux. Mais voici plus important. Si la divinité a tre visage, elle a aussi nos passions. Elle aime et hait, rite et trompe, se brouille et se raccommode. Il y a s guerres sur l'Olympe, des crimes divins. Le malheur que ces contes, qui ne sont, au vrai, que contes, trou-nt, pour les narrer, des poètes de génie. On aboutit rs aux dieux d'Homère, terme d'une longue déca-nce. Le mot étonne peut-être. Il veut être justifié.

On parle de la « religion » d'Homère, et pose ainsi une nivoque qui devrait bien cesser. Tout au plus peut-il e question de théologie homérique. Car il n'y a de reli-n que s'il existe un sentiment religieux. Et ce senti-nt n'apparaît que là où l'homme se connaît dépendant divin, le prie pour l'honorer, accepte son domaine, lui nande secours, place en lui sa confiance. Allons plus au nd. L'homme ne sent *religieusement* que s'il renonce à ntonomie, s'il consent à n'être pas maître absolu de ses es, s'il se met en état de référence, par là même de éférence à l'égard de cette puissance diffuse que connote ée de *theion*. C'est cela, au vrai, qui compte. Or rien ne ouve que les premiers Grecs n'aient pas eu un tel sen-ment. On n'en jugerait de la sorte qu'à se fonder sur mère. Mais Homère précisément est le point en litige. ut, au contraire, et l'emplacement des lieux de culte, et radition commune sur la piété des ancêtres, et l'état me que semble requérir la manière de vivre des peu-des primitives, tout induit à penser que les Pélopes aient ainsi. Lisons maintenant l'*Iliade*. Nous y voyons

un idéal de liberté. L'homme agit par lui seul, pour
seul. Son but est d'être un héros. L'idéal de la gloire
l'honneur, dont on peut dire qu'il est le tuf de l'âme g
que, est déjà tout dans Homère. Certaines choses n
font pas : elles sont un *aiskron*, c'est laid. On en rou
Hector n'ignore point qu'il va mourir, s'il attend Ach
Il l'attend. Il a honte de fuir aux yeux des Troyens. I
sera pas un *kakos*. Un présage peut bien l'avertir :
seul présage qui vaille, c'est de combattre pour la patr
Mot étonnant et vraiment sublime, mais de quel jo
éclaire le peu que pèsent les dieux sur la décision du hé
Ce qui le fait héros, ce qui compose sa noblesse, non
lement n'a point rapport à la divinité, mais semble m
constitué par l'opposition au divin. Les *Kreittones*
libres de le maltraiter : il se tient plus haut. L'hor
d'Homère a l'âme plus grande que ses dieux. Ceu
d'ailleurs font mauvaise figure auprès des guerrier
l'*Iliade*. Hector et Andromaque touchent, Zeus et I
n'excitent que moquerie. Hector, Achille, atteignen
sublime parce qu'ils combattent avec la certitude d
mort. Cependant, quittant la vie, ils perdent tout. I
l'honneur vaut mieux que tout. Que les dieux guerro
s'il leur plaît. Ils ne risquent rien. N'ont-ils pas l'im
talité, leur unique privilège, le seul qui les élève au-
sus des humains? Pour le reste, pour toutes les qua
morales, l'homme les dépasse sans mesure. Point de ho
nulle fidélité chez les dieux. Comment ne méprisera
ces égoïstes? La seule religion du héros est la religio
l'honneur.

Qu'une telle imagerie divine coexiste avec un idé
l'homme déjà si beau, c'est un problème curieux
demande explication. C'en est un autre de savoir si
s'est imposée, et dans quelle mesure. Commençons p
dernier.

On lisait Homère à l'école, cela n'est pas douteux. Le grammatiste est précisément l'homme qui enseigne à moduler les vers des poèmes homériques, à les écrire, à les entendre. C'est un exégète. Les scholiastes d'Alexandrie ou de Byzance prolongent une tradition séculaire. Mais affirmons sans crainte que le succès de ces poèmes n'est pas venu de leur théologie. Le charme des vers a tout fait, et la grandeur des sentiments humains. Les dieux ont passé avec, comme un surplus. On sait de reste qu'ils scandalisaient. Le veto de Platon est célèbre. Bien avant les *Dialogues*, Xénophane, Héraclite n'étaient pas moins sévères. Montons plus haut. Hésiode, si vraiment religieux, dans les *Travaux* surtout, est contemporain du rédacteur de l'*Odyssée*. Or, entre la religion d'Hésiode et ce qu'on nomme la religion d'Homère, l'abîme bée. Ce sont deux mondes divers. Le Zeus des *Travaux* est désormais la Souveraine Cause que la Justice accompagne, le dieu protecteur du juste, le dieu qui punit les crimes ; et parce que le divin a ici retrouvé la forme qui lui est due, spontanément Hésiode s'y réfère : cette référence est sa règle de vie. Ou plutôt sied-il peut-être d'intervertir les deux propositions. Un élan religieux profond incline notre paysan à méditer sur le *theïon* ; et le fruit de cet effort est une idée de Dieu plus pure, en contraste achevé avec les dieux d'Homère, mais dans la suite attendue des concepts antérieurs. En d'autres termes, il y a progrès normal, évolution continue, des origines à Hésiode. Nul besoin de montrer, d'ailleurs, que c'est le Dieu d'Hésiode qui a vaincu. Après lui, le couple Zeus-Dikè n'est plus brisé. Le Dieu suprême de Pindare, des lyriques, des gnomiques, des poètes de la scène est le *Kreittôn* dont les lois s'imposent en vérité. Les épithètes qu'il reçoit expriment cet aspect. Car Zeus n'est pas seulement le gardien de la cour de ferme ou du lopin de terre qu'on détient, ni le garant

des liens de la phratrie ou de la race, il est le protecteur de l'étranger, du suppliant, de la foi jurée. Athéna lui est associée avec le même caractère. Apollon n'a pas d'autres traits. Aussi le développement naturel de l'idée de *theïon* chez les Grecs prouve-t-il contre Homère. On ne regarde plus les dieux à la manière de l'aède. Ce fait a plus de poids encore que les critiques des philosophes. Il témoigne de la réaction populaire. Car les lyriques, les tragiques, s'adressaient au peuple.

La « religion » homérique paraît donc une aberration. Comment l'expliquer ?

Notons d'abord que les rhapsodes ioniens ne composent pas leurs poèmes en vue de fêtes religieuses comme feront, plus tard, ceux qui chantent des odes à Delphes ou à Olympie ou bien écrivent leurs ouvrages pour les Dionysies d'Athènes. Ils visent à divertir. Ils sont, déjà, des hommes de lettres. Ce n'est pas, dès lors, une émotion religieuse qui est au principe de leur inspiration. Rien de pareil, non plus, n'en constitue le terme. Aussi l'aède se donne-t-il le droit de prendre plus de libertés à l'endroit du *theïon*. Les dieux n'interviennent dans les légendes de guerre ou de voyages que par manière de jeu. Le mythe divin est une belle histoire qui amusera l'auditeur. Il n'est aucunement objet de foi. Le poète ne croit pas à ces contes : ne les a-t-il point forgés? Et celui qui l'écoute n'y croit pas davantage : il sait bien que ce qu'il entend est né de la fantaisie, qu'il n'y a rien de sérieux là dedans.

Mais, dira-t-on, comment peut-il supporter qu'on joue ainsi des dieux? N'est-ce pas le propre signe qu'il n'a guère de religion? Distinguons. Si quelque prêtre, si Chrysès, prêtre d'Apollon, lui parlait de la sorte, comme pour proposer, en sa qualité de prêtre, des vérités, il s'indignerait peut-être. Mais n'est-il pas admis que l'on s'amuse? Sont-ce là autre chose que contes? Le genre ne

es veut-il pas? Conventions de poètes! Poésie, c'est dire rtifice, un ouvrage que l'on fabrique. De là à l'idée de nensonge, d'une illusion qui ne trompe personne, dont un et l'autre sourient, il n'y a loin. Cette facilité même tteste néanmoins une carence de l'instinct religieux. On ıe sourit pas des dieux aussi longtemps que le *numinosum* ièse lourd dans le cœur humain. Il faut prendre garde ici u caractère singulier du public que le rhapsode flattait.

C'est une société de nobles, en Ionie. La vie est douce.)n est riche et puissant. En louant les aïeux, leurs xploits, l'aède est sûr de plaire. Or il est constant qu'une xistence trop aisée atténue la vivacité du sentiment relieux. On n'a pas besoin des dieux.

C'est une société de cour. C'est à la cour du « roi » des 'héaciens que Démodocus chante. Combien raffiné ce ıblic, l'état de la langue, de la prosodie, l'attestent. Combien éloigné de la nature, où le sens du *numen*, de sa résence, jaillit spontanément de l'âme, les idylles de l'*O-'yssée* en font la preuve. Même, tels détails rustiques, les eunes filles allant au puits, Ulysse chez le porcher, porent la marque de l'artifice. On a là ce faux goût chamıètre qui n'est propre qu'aux citadins. C'est, déjà, de l'aexandrinisme. Dirai-je un paradoxe en alléguant que 'héocrite offre le meilleur pendant aux tableautins du ıoème d'Ulysse?

Surtout, cette société est faite de déracinés. Wilamowitz bien noté le trait. Ce qui distingue les dieux d'Homère n vient. Le *divin* des peuples primitifs est essentiellement ocalisé. Dans le village qu'il habite, le Grec d'antan ıonore les puissances qui gardent sa montagne, sa forêt, a hutte, son troupeau. Or, les héros d'Homère ont dû quitter tout cela. L'invasion dorienne les a forcés d'abandonner a Grèce pour les rives d'Asie Mineure. Envahis, ils envahisent. Le conte de l'*Iliade* n'est que la légende embellie

d'une des mille expéditions que tentèrent les Achéens. Ceux-ci emportaient leurs dieux, mais ces dieux, en voyageant, perdaient leur nature originelle. Ils n'étaient plus les protecteurs d'un lieu. Ils n'étaient que des compagnons plus forts, qui d'ailleurs n'avaient pu défendre leurs fidèles : on avait moins confiance qu'auparavant. Les envahisseurs de l'Asie n'eurent à compter que sur leurs bras. Ils ne durent de triompher qu'à la vaillance. Dès lors, ce qu'on ôtait aux dieux passait à l'homme. Le culte du héros (non pas, il est vrai, dans le sens précis qu'il aura par la suite) tendit à remplacer l'adoration des *Kreittones*. Ceux-là seuls furent les guides de cette classe de nobles qui lui offraient un beau modèle. Aux dieux, on donnait leur dû, rien de plus. L'admiration, l'hommage du cœur, allaient à d'autres. De là à s'en amuser, le pas fut vite franchi. Une fois établis, on festoya. On se donnait de bons repas. Quelque rhapsode mercenaire en charmait la longueur ; plus tard, les *bien nés* d'Athènes inviteront de même des ballerines, des jongleurs. L'aède rusé connaissait l'état d'âme des hobereaux : il vantait les ancêtres magnifiques ; sachant bien que cela plairait aussi, il moquait doucement les dieux.

Toutes ces conditions, d'autres encore, sans doute, doivent revenir en mémoire si l'on veut prendre intelligence de la « religion » homérique. Elles sont particulières à une caste, à un pays — qui n'est pas la Grèce propre —, à un temps. On se tromperait fort à en tirer lumière sur les sentiments religieux des Grecs d'Europe. Pour ces derniers, Homère n'est pas le bon témoin. Il faut partir des *Travaux*. Le contraste, d'ailleurs, se prolonge. La suite d'Hésiode, c'est Pindare, Eschyle, Sophocle, si pénétrés du sens de la divinité. C'est, au terme, Platon, l'instaurateur de la mystique grecque. La suite des rhapsodes ioniens, ce sont les philosophes de Milet ou d'Ephèse dont

la réflexion critique, chassant les dieux, découvre à l'ensemble des êtres un principe matériel.

*
* *

Naissance de l'anthropomorphisme

Il reste à éclairer le plus obscur. Si les Grecs qui envahirent l'Asie Mineure y purent transporter leurs dieux, c'est qu'ils s'entendaient déjà sur un petit nombre de divinités transportables. Si les aèdes eurent liberté d'enjoliver l'histoire des dieux, de les mettre en système, de constituer une famille d'immortels, on doit croire que, depuis longtemps, ceux-ci avaient forme humaine, menant, dans leur pays, une vie semblable à celle des hommes. Comment donc la notion primitive du *numen*, et le symbolisme encore très simple et souple des origines, se sont-ils resserrés, précisés, jusqu'à ne faire qu'une collection assez restreinte de dieux humains qui sont les mêmes partout ? L'évolution a dû comporter deux étapes. D'abord, les dieux se sont *humanisés* : le *numen* devient anthropomorphe. Ensuite, ces dieux humanisés qui représentaient, pour chaque village, les puissances diverses de ce village, se sont fondues avec les puissances analogues d'autres villages : de groupe en groupe, on en est venu à s'accorder sur quelques types généraux auxquels toutes les divinités particulières ont cédé le champ, le dieu type assumant les traits du dieu local supplanté et prenant pour épithète son nom propre. Cette seconde étape ne fait point difficulté. Elle aboutit aux grands dieux qui, à partir d'Homère, composeront la famille des douze seigneurs de l'Olympe.

Mais la première étape? Le passage à l'anthropomor-

phisme? Nous sommes réduits aux conjectures. On ne peut qu'imaginer.

Rappelons d'abord le beau texte où Sénèque essaie d'interpréter les manifestations originelles du sentiment religieux :

Si tu rencontres une forêt profonde, où de vieux arbres plus hauts qu'on n'en voit ailleurs, cachant le ciel, composent une voûte d'ombre, alors la noblesse du lieu, son secret, le demi-jour épandu sur un si vaste espace te donnent le sentiment qu'un *numen* est là. Si, au sommet d'une montagne, quelque caverne s'enfonce dans le rocher, œuvre de la nature et non de l'homme, saisi, ton esprit commence à percevoir quelque idée de la religion. Nous vénérons la source des grands fleuves. Quand une rivière jaillit soudain, déjà puissante, des entrailles du sol, nous plaçons là un autel. Les fontaines brûlantes deviennent lieux de culte. L'opacité, l'immense profondeur de certains lacs les rendent sacrés.

On ne saurait mieux dire. Au contact de cette nature solitaire où il paissait ses troupeaux, l'homme éprouvait une sorte d'effroi. Sentiment d'une puissance mystérieuse. Présence d'une majesté. Spontanément on l'adorait. Ce n'est pas de la peur : le *primus in orbe deos fecit timor* est un sot blasphème. Ni le désir de se concilier un être méchant : qu'on cesse de confondre magie et religion! C'est cette perception, que connaissent bien les mystiques, de la souveraineté du divin. Pour mieux dire, de son *altérité*, ce qui mène à l'*aséité*. Quelqu'un d'autre est là, on le sent. On ne le voit pas, on ne songe pas même à le représenter : on l'éprouve. Voilà, au propre, dans son essence même, le sentiment religieux.

Donner au *numen* une forme, qui plus est, une forme humaine, c'est dégrader ce sentiment. Quelles raisons y ont conduit? La principale, semble-t-il, n'en doit être nulle autre que notre faiblesse. Le *divin*, comme tel, paraît trop éloigné, trop distant de nous, trop impénétra-

ble. Nul moyen de s'adresser à cette force obscure, d'obtenir qu'elle écoute. De quel nom même l'invoquer? « Divinités qui habitez ce lieu », dit Socrate au bord de l'Ilissus, dans un sentiment de religion vraie. Mais l'homme aura toujours besoin de se représenter ses dieux. Et comment les faire plus proches qu'en les feignant pareils à nous? Un homme, on sait ce que c'est. Il est aisé de lui parler. Sa colère même n'effraie point. Elle passera, on l'apaisera. Mieux vaut l'inimitié d'un dieu connu que le poids inexprimable de l'inconnu. Ainsi, peu à peu, le *theïon* se désagrège. Il donne naissance aux *théoi*. Les forces de la montagne, de la forêt, deviennent Zeus, Artémis. On s'accoutume à ces images. Bientôt elles ont leur histoire. Le mythe est né. D'abord, c'est une floraison de contes, sans lien entre eux. Chaque dieu local a sa légende. Arrachées, par l'invasion, au sol, dispersées en Asie, les tribus emportent, avec leurs dieux, les légendes qui les concernent. A la longue ce matériel, grâce aux aèdes, se simplifie, fait un système. L'*Iliade* et l'*Odyssée* témoignent de l'ordre final. Progrès, sans doute, pour la mythologie : non pas pour la religion elle-même si l'on nous a suivis.

L'évolution postérieure de la religion grecque décèle un mouvement en sens contraire. La chute du *theïon* aux *théoi* aboutissait aux dieux d'Homère. A partir d'Hésiode, on tend à remonter des *théoi* au *theïon*. Cette nouvelle démarche a pour trait dominant la suprématie de Zeus. Et Zeus, nom propre, bientôt est confondu avec *Théos*, Dieu, la Divinité. Le mot désigne maintenant la Cause souveraine de qui dépendent et les phénomènes de la nature et les événements de notre vie. Le progrès s'accentue chez Pindare et les tragiques. Il paraît achevé au temps de Platon. Non du tout qu'on en vienne à un monothéisme strict. Nul ne s'arrête à l'idée d'un seul

dieu qui exclut tous les autres. On revient plutôt à la notion confuse du *divin* symbolisée, au sommet, en une personnalité suprême, irradiée, au dessous, en maintes formes dont chacune traduit quelque manifestation particulière de la puissance divine. Tel est donc le vrai sens du polythéisme grec : non plusieurs dieux juxtaposés, mais le divin (1) prenant plusieurs visages, parmi lesquels celui de Zeus, ou de *Théos*, l'emporte.

A.-J. Festugière, O. P.

(1) Avec tout ce que nous savons qui s'y trouve : force mystérieuse et supérieure à l'homme, ensemble *numen* et *kreitton*.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Un philosophe catholique

M. l'abbé Wehrlé, dans une brochure attrayante, tout clairée de la fine lumière d'une amitié discrète, nous invite reconnaître ce titre de philosophe catholique à Victor Delos (1).

Catholique, Delbos le fut toujours ouvertement, et simplement. Baptisé le lendemain de sa naissance, cet enfant du Quercy, de race vigoureuse, resta fidèle, sans crise intérieure emble-t-il, à la foi de ses pères, au lycée aussi bien qu'à Ecole Normale, et tout au long de sa rude vie de professeur. « L'ascendant qu'il exerçait sur nous tous (M. Wehrlé ut, à l'École, le camarade et l'ami de Delbos) était d'autant plus remarquable qu'il ne cachait rien de ses sentiments eligieux et qu'il faisait profession de catholicisme au su t au vu de tout le monde » (p. 25).

Philosophe, cet historien de la pensée l'était assez profonlément pour suivre, avec une exactitude et une délicatesse e compréhension étonnantes, les détours d'esprits aussi dificiles (et aussi différents les uns des autres), qu'un Spinoza, n Malebranche, un Kant, un Maine de Biran, et bien d'aures encore.

Catholique philosophe, incontestablement Delbos le fut.

Cependant, M. Wehrlé croirait manquer à la mémoire de on illustre ami, s'il paraissait accepter la nuance restrictive

(1) *Victor Delbos, membre de l'Institut, professeur de philosophie à a Sorbonne*, par Joannès Wehrlé, du Clergé de Paris. Bloud et Gay *Les maîtres d'une génération*); in-12, 160 pp.

suggérée par l'ordre de ces deux mots. Catholique philosophe, oui; mais Delbos était aussi un philosophe catholique. Et, en le soulignant, M. Wehrlé se réfère aux discussions récentes soulevées par M. Bréhier et M. Gilson autour de l'expression : philosophie chrétienne. Avec opportunité d'ailleurs, ce cas Delbos pouvant aider à voir clair dans un débat assez complexe.

Mais, sans ce témoignage d'un ami sûr, auquel Delbos, si secret, laissait entrevoir sa vie d'âme la plus profonde, saurions-nous discerner dans les études sur Spinoza, ou dans l'admirable thèse sur la philosophie pratique de Kant, l'influence du catholique sur le philosophe? Ou bien, réussirions-nous à découvrir, en d'autres travaux, la conception que Delbos se fit des rapports entre la foi et la raison? Ne serions-nous pas tentés d'attribuer seulement au christianisme le meilleur de l'ascèse intellectuelle, du renoncement, du religieux respect de la pensée d'autrui, qui soutenaient l'historien dans son effort constant de pénétration sympathique et d'exacte fidélité?

Voici donc un esprit profondément croyant et imbu de l'idéal d'une philosophie strictement rationnelle : il se laisse attirer vers Spinoza, puis vers Kant, parce que, nous dit-on, ces philosophes ne séparent pas leur rationalisme d'une sincère aspiration religieuse ou morale. Si asservi cependant qu'il se sente parfois à ces puissants génies, il les juge (très discrètement, à son habitude) en chrétien et en critique, il se dégage de leur influence. Puis, le développement de sa réflexion et les événements (la guerre) le ramènent vers une forme de pensée plus concrète, et française; Delbos étudie Maine de Biran; il apprécie avec moins de réserve que jadis la philosophie de l'action de son ami Maurice Blondel. Et, un jour, il confie à M. Wehrlé que la solution au problème des rapports entre la philosophie et la foi a été trouvée par Blondel.

A aucun de ces moments d'ailleurs, Delbos ne donne son adhésion définitive à un système de philosophie, quel qu'il soit. L'ère des grands systèmes est close, à ses yeux, depuis Hegel; et il lui est clair que, désormais, les problèmes posés

ar la raison, s'ils peuvent se préciser et surtout se transfor-
ıer, ne recevront jamais de réponse certaine. Les certitudes
e la sagesse sont d'un autre ordre. Et quel serait l'avantage
e leur vouloir unir tant bien que mal une philosophie, qui
ur demeurerait toujours comme juxtaposée de l'extérieur?

Delbos, philosophe catholique? D'un type très spécial, on
voit. Et qui concilie, de manière inattendue, les opinions
e Bréhier, Gilson, Brunschvicg et Blondel sur la philoso-
hie chrétienne : Bréhier, pour lequel Delbos ne doit pas
tre, sans doute, un philosophe; Gilson, puisque la réflexion
hilosophique de Delbos a subi l'influence du christianisme;
runschvicg, si Delbos voyait dans le dogme la seule réponse
ertaine aux questions du philosophe; Blondel enfin, auquel
elbos finit par se rallier.

L'on ne veut pas insinuer par là, tant s'en faut, que ce
ype de philosophie chrétienne, réalisé ou esquissé par Del-
os, soit le meilleur. C'en est un, simplement, à côté peut-
tre de beaucoup d'autres.

R. G.

La pensée de l'Inde

Vers le Christ par le Vedânta (1)

Le P. Johanns, qui est le principal collaborateur du P. Dandoy à la revue si savante et si utile *The Light of the East*, veut montrer en cet ouvrage les espérances qu'on peut fonder sur le Vedânta pour la conversion de l'Inde. Il prend les deux philosophes les plus représentatifs parmi les chefs d'école védantistes, Çankara et Râmânuja, et, en analysant leurs doctrines, si violemment opposées qu'elles soient, il établit qu'on pourrait cependant les compléter et les corriger l'une par l'autre, pour en faire une synthèse qui se rapprocherait du thomisme. Çankara, en effet, malgré sa négation de la réalité du monde, a posé d'une manière très sûre le principe de l'aséité et du caractère absolu de Dieu, contre les formes dominantes du panthéisme hindou; Râmânuja, de l'autre, malgré son ignorance de la création *ex nihilo*, et son erreur de faire des âmes à la fois des substances individuelles et éternelles, et des « modes » de l'Être divin, dont elles constitueraient le « corps » avec le monde extérieur, a sauvegardé autant qu'il a pu la personnalité de Dieu, son amour pour le monde, et le retour des âmes à Lui par l'amour (*bhakti*), et l'obéissance à la loi divine. Johanns les critique tous les deux, mais admire ce qu'ils ont de juste; nous trouvons seulement qu'il aurait pu critiquer plus à fond l'acosmisme de Çankara, et en mieux dénoncer (comme Râmânuja l'a fait) l'incompatibilité avec toute religion qui soit vraiment une religion. La seconde partie du livre montre comment on pourrait faire la conciliation, en introduisant entre eux

(1) Pierre Johanns, S. J., professeur au Collège universitaire Saint-François-Xavier, Calcutta, *Vers le Christ par le Vedânta*, I, *Çankara et Râmânuja*, XII-252 pp., in-8°. Louvain, Museum Lessianum, 1932.

.dée de « création *ex nihilo* », et que cette synthèse appel-
rait le couronnement de la révélation chrétienne. Nous ne
ouvons résumer ici les analyses et les argumentations pro-
ondes de l'auteur. Le Vedânta synthétique qu'il décrit
'existe pas encore, il est vrai ; mais, s'il existait — s'il arrive
n jour à exister chez beaucoup de penseurs hindous, —
Inde pourra faire de rapides progrès vers le christianisme ;
ndis que ces progrès seront toujours très lents si l'on n'ar-
ve pas à rapprocher les idées des pandits de la philosophie
nrétienne. Puisse ce beau livre contribuer à hâter cette mar-
he de l'Orient à la Lumière !

Un livre sur les philosophies indiennes (1)

Après son excellent ouvrage de vulgarisation sur l'*Histoire
e la philosophie orientale*, R. Grousset nous a donné deux
olumes d'études approfondies sur les philosophies propres
e l'Inde, depuis les Upanishads jusqu'aux grands systèmes
nédiévaux du Védânta. C'est un précieux livre ; si la lecture
n est parfois ardue, à cause des détours si compliqués de la
ensée indienne, où l'auteur n'élude pas le devoir d'entrer,
n peine en sera richement payée.

M. Grousset présente avec beaucoup d'ordre les systèmes
apitaux, et analyse les principaux ouvrages des penseurs,
vec des extraits caractéristiques. Le seul reproche que je lui
rais, c'est de n'avoir pas ajouté d'index. Ses jugements sont
ujours fondés et impartiaux, et de temps en temps une
ote incisive, d'un humour discret, ou au contraire celle
'une admiration méritée, vient réveiller l'attention du lec-
eur.

(1) René Grousset, *Les Philosophies indiennes, les systèmes*, avant-
ropos d'Olivier Lacombe. 2 vol. in-12 de xviii-344 et 416 pp. Paris,
esclée, de Brouwer, 1931.

L'historien procède suivant l'ordre des temps : Upanishads, — bouddhisme ancien, — jaïnisme, — Vaiçeshika et Nyâya, — Sâmkhya, — Yoga, — Hînayâna bouddhique, — Madhyamika et Yogaerra, — enfin un très long et important chapitre sur les deux grandes formes du Védânta, celle de Çankara et celle de Râmânuja.

Les discussions de chronologie et d'attribution ne manquent pas. M. Grousset, avec Sylvain Lévi, abaisse la date des Upanishads anciennes jusqu'aux débuts du bouddhisme, et, en général, il choisit, pour l'origine des systèmes constitués, l'époque souvent tardive où une œuvre bien systématique et bien datée révèle leur existence. Voici quelques appréciations qui ressortent : la confusion des Upanishads, où les systèmes les plus hétérogènes peuvent trouver leur origine; le substantialisme et le réalisme vigoureux du Nyâya-Vaiçeshika, dont il faut apprécier le mérite pour être juste envers l'esprit de l'Inde; le théisme incomplet et incohérent de cette école, et du Yoga, etc. Mais ce qui sans doute excitera le plus l'intérêt, c'est le traitement du bouddhisme et du Védânta.

Nous assistons aux luttes entre écoles bouddhiques, et pouvons suivre d'un œil presque amusé les joutes dialectiques impitoyables où les Madhyamika « nihilistes » démontrèrent à leurs devanciers du Hînayâna que, s'il n'y a pas de substance, il n'y a pas d'accidents; et, sans sujet, pas de phénomènes. D'où leur théorie du « Vide », où M. Grousset cherche d'ailleurs à établir qu'il faudrait voir seulement la relativité universelle, et pas du tout le néant. Il met bien en lumière la tactique à la fois simple et ingénieuse de ces « nihilistes », qui se servent avec indifférence d'une thèse A pour réfuter une thèse B, et, aussitôt après, de B pour anéantir A, donnant souvent ainsi l'impression qu'ils ne font que des jeux d'esprit pour réduire tous les autres théoriciens à quia.

L'auteur montre bien aussi comment le bouddhisme, d'une part, a dû retourner sans l'avouer à l'absolu de l'hindouisme, et comment, d'une autre, le bouddhisme idéaliste

ıincu a passé subrepticement dans l'esprit de Çankara le ıinqueur. Très piquante est la manière dont M. Grousset se rt pour illustrer les deux Védântas antagonistes de Çankara de Râmânuja, par une mise en parallèle constante de leur égèse sur les mêmes textes. Malgré toute l'impartialité du lèle rapporteur, et l'estime que l'on doit avoir pour la puisnce d'esprit de Çankara, on applaudira sans doute aux dignations du bon sens et de l'esprit religieux de Râmânuja ıalgré les inconséquences que le respect de la tradition lui imposées à lui-même) contre le terrible paradoxe acosmıe et la « Mâyâ » de son devancier. Et puis, on y saisira sur vif cette fameuse « unité de la pensée indienne » dont ırlent les panégyristes.

Enfin l'ouvrage de M. Grousset, quand même certaines ıes pourraient en être contestées, est la meilleure initiation ıi soit pour ceux qui ne veulent pas être déroutés, et cherıent à se faire un jugement propre, en abordant les textes : ces penseurs subtils.

Fribourg.

E.-Bern. Allo, O. P.

DOCUMENTS

La tyrannie mexicaine

Au lendemain de l'encyclique *Acerba Animi* sur la persécution anticatholique au Mexique, les journaux italiens reçurent une lettre du Ministre du Mexique à Rome, certifiant que « les lois mexicaines ne gênaient en aucune façon les convictions religieuses et personnelles », tandis que le clergé catholique « réfractaire à l'évolution qui s'est produite ces temps derniers au Mexique, tant dans l'ordre social que dans l'ordre politique, prétendait, une fois de plus, entraver le puissant développement de cette transformation ».

Un hebdomadaire de Florence, organe des protestants d'Italie, reprenant à son compte l'affirmation du diplomate, affirmait peu après, dans un article, que la lutte religieuse dans la République mexicaine se réduisait, en somme, à un conflit politique dont le but était la suprématie de l'État sur l'Église. « Le conflit ainsi transposé sur le plan politique, l'agresseur devenait l'Église catholique, tandis que l'autorité civile ne faisait que se défendre... La liberté de conscience ainsi que le respect de la foi étaient donc hors de cause. » A ces assertions trompeuses, l'*Osservatore Romano* a répondu, en publiant des documents bien probants. L'un des plus curieux et navrants en même temps lui a été envoyé de Mexico. C'est une circulaire qui porte le n° 24, adressée par la Direction Générale des écoles de l'État de Vera-Cruz le 31 mars 1932, au Directeur des écoles élémentaires, et dans laquelle il est donné des « directives sur l'action antireligieuse à développer dans les classes ».

La circulaire commence par ce préambule :

« A la date du 27 juin de l'année dernière, suivant la i n° 197 promulguée par la législation actuelle, la Direc- on a donné des instructions au sujet de l'œuvre de défa- atisation qui devait être développée aussi bien à l'école u'au dehors dans les instituts d'éducation de notre État. ous nous croyons maintenant en devoir d'insister sur obligation pour chaque instituteur de continuer ce tra- ail, avec opiniâtreté et enthousiasme, étant donnée sa aute portée sociale.

« Nous recommandons que l'action extra-scolaire soit oursuivie au moyen de discours et de conférences faites ux adultes, et par la formation de comités antireligieux, ont le but sera de pénétrer la conscience du peuple de la écessité d'éliminer les croyances catholiques, obstacle rincipal du véritable progrès social.

« En ce qui concerne l'action dans les écoles, le but ant de former des élèves qui aient une conception maté- aliste de l'univers et de déraciner leur foi et leurs pré- ugés religieux, nous croyons utile de donner les instruc- ons suivantes, afin que cette tâche soit développée gra- uellement. »

Pour la première année de cours, le programme sti- ule « qu'il faudra combattre les superstitions familiales nsi que les dogmes religieux qu'on apprend aux enfants n bas âge ». En passant en revue les édifices du pays, ttirer l'attention des enfants sur les églises en les compa- ant aux grands centres du travail. En parlant de l'homme rimitif, expliquer qu'au commencement le travail fut le ot de tous les hommes, et qu'au fur et mesure que la ociété s'organisait, il se forma des classes sociales qui écurent du travail des autres : les prêtres appartenaient ces classes exploiteuses.

Pour la deuxième année, il est recommandé de « faire emarquer le côté antihygiénique de certaines pratiques eligieuses » comme « l'emploi de l'eau bénite, les baisers ux images, aux médailles, aux reliques, à la main des

prêtres »; d' « expliquer comment les pratiques religieuses n'ont aucune influence sur les phénomènes météorologiques, tandis que les mêmes pratiques font perdre à l'homme un temps qu'il doit consacrer au travail, de conclure que ces pratiques sont inutiles et nuisibles »; de « faire comprendre aux élèves qu'ils ne doivent pas dépenser de l'argent en cires destinées aux saints, en aumônes pour les messes, etc., car de cet argent ne profitent que les prêtres ».

Dans la troisième année le programme prescrit de « faire ressortir que les religions forment des hommes sans initiative, qui attendent tout de la divinité, et qu'au contraire, les personnes sans préjugés religieux sont actives, énergiques, capables de surmonter les difficultés sans être aidées ». Dans les leçons d'histoire, on doit parler « de la néfaste influence des classes sacerdotales aux temps qui précédèrent la conquête des Cortes » et démontrer « que le fanatisme des religions primitives a été remplacé par le fanatisme catholique ». L'on doit commenter « le ridicule mensonge de l'existence du paradis, de l'enfer, du purgatoire, des saints, du diable, etc. ». Il faut enfin « observer les groupes sociaux en les décomposant en travailleurs et capitalistes, exploités et exploiteurs, en faisant bien ressortir que les prêtres appartiennent à ce dernier groupement, car, avec leurs sermons, ils favorisent l'existence des exploiteurs et que c'est pour cette raison qu'ils doivent être éliminés de la société ». C'est dans la troisième classe élémentaire parmi des enfants de 8 ou 9 ans que doit être constitué et que doit commencer à fonctionner un comité anticlérical!

Le paragraphe consacré à la quatrième année développe tous ces points et recommande « de faire ressortir la fausseté des dogmes relatifs » à l'occasion de l'étude de la forme et des mouvements de la terre, et « de faire comprendre aux élèves que, pour mener une vie normale, aucune religion n'est nécessaire, et qu'au contraire les religions y constituent un obstacle, car elles se fondent sur le

ensonge et l'hypocrisie. Commenter l'immoralité des ›nfessions religieuses. Démontrer la nécessité de détruire s croyances religieuses et de supprimer les classes sacer-›tales, afin que les classes prolétariennes de l'Amérique ›issent revendiquer leurs droits et réussissent à établir n régime social où règne enfin la justice prolétarienne.

faut faire des « comparaisons entre l'œuvre des grands ienfaiteurs de l'Amérique (ceux qui contribuèrent au rogrès des pays américains, au développement des arts ; des sciences, et à l'amélioration des classes prolétarien-es) et l'œuvre d'obscurantisme poursuivie par les prê-es ». Il faut aussi penser à « la formation et au fonction-ement d'un comité anticlérical ».

Dans la cinquième année on trouve encore bien d'autres ouveautés. Par exemple : « Dans l'étude de l'histoire, ›ettre en relief combien les classes sacerdotales ont nui u progrès de tous les peuples de l'Amérique. »

En sixième année, couronnement de cette œuvre de émolition ! La circulaire dit : « A l'occasion des leçons ur les lois générales qui régissent la nature et de l'étude u système planétaire, de la formation de la terre (théo-ie de Laplace) et de l'apparition de l'homme (théorie de)arwin) il faut inculquer aux élèves la conception maté-ialiste du monde. » Par conséquent, il faut expliquer de a même façon l'origine de l'évolution des religions, « en nontrant qu'elles se sont établies sur l'inconnu et qu'elles ›nt disparu au fur et mesure des progrès de la science ». Et, bien entendu, il faut « commenter largement la révo-ution russe, en expliquant que dans le régime soviétique es dogmes religieux ont été détruits et que l'on a supprimé a classe sacerdotale pour arriver à l'établissement d'un régime où règne la justice prolétarienne. Il faut « persua-der les élèves de la nécessité de tirer profit des églises ›our y installer des écoles, des bibliothèques, des centres ›uvriers, etc., et de faire les démarches nécessaires pour réaliser tout cela ». Et après avoir encore une fois recom-mandé la « formation et le fonctionnement d'un comité

antireligieux », le document conclut : « Inutile de dire qu'à cette activité, que nous pouvons appeler antireligieuse, doivent coopérer toutes les matières du programme scolaire : la langue nationale, par des lectures et des travaux de composition; le dessin par des concours d'illustration, et des travaux représentatifs renforçant l'idée antireligieuse; l'éducation sociale, enfin, par la création des comités anticléricaux et antireligieux dont on a déjà fait mention. »

Et, comme si ce n'était pas assez clair, voici encore un dernier mot : « Nous rappelons la nécessité de créer dans chaque centre d'éducation une ligue antireligieuse, formée par les élèves des différents cours, qui aura pour but de coordonner et de régler les fonctionnements des comités anticléricaux et antireligieux appartenant aux différents groupements. »

Ce document porte deux signatures : Jalapa Enriquez, et « *le directeur général de l'éducation, prof.* Gabriel Lucio ».

Le Concordat badois

On sait qu'il n'existe pas de concordat entre le gouvernement du Reich et le Saint-Siège : chaque pays a la charge de négocier avec le Vatican, en pleine souveraineté. La Prusse, la Bavière, l'ont déjà fait. L'état de Bade vient de signer à son tour, après d'assez longues tractations, un concordat. L'échange des signatures a été fait le 12 octobre dernier, à Hegne près de Constance. Les questions les plus discutées ont été : la nomination de l'archevêque catholique, l'éducation du clergé, l'enseignement religieux.

Nous rappelons que l'état de Bade, grand-duché avant la guerre, est un des plus importants pays d'Allemagne : il compte environ 2.200.000 habitants, dont les trois cinquièmes sont catholiques.

Les documents que nous publions sont pris dans divers

journaux allemands : en particulier, nous nous servons d'un article du Dr Föhr, député, paru dans la Germania.

Le concordat ne change rien à l'organisation du diocèse de Freiburg. Comme l'avait déjà décidé le concordat avec la Prusse, les deux diocèses de Fulda et de Limbourg ne sont plus ses suffragants : il ne conserve que Mayence et Rottenburg. Comme précédemment, le chapitre de la cathédrale comprend sept membres, mais la charge de prévôt est créée et ne se confond plus avec celle de doyen : il y aura, de plus, quatre chanoines honoraires.

Élection de l'archevêque. — Tous les ans, l'archevêque résidentiel fournira au Saint-Siège une liste de candidats, jugés par lui capables de lui succéder. Le nombre n'en est pas fixé. A la vacation du siège, une liste sera également dressée par le chapitre (membres titulaires et membres d'honneur). Sans être tenu à autre chose qu'à prendre ces listes en considération, le Saint-Siège établit, à son tour, une liste de trois noms, dont l'un au moins doit être celui d'un membre du clergé de Bade ou originaire de ce pays. Le chapitre canonial (chanoines d'honneur compris) élit comme archevêque, au vote secret, l'un de ces trois candidats. En possession des résultats de cette élection, le Saint-Siège communique le nom de l'élu au gouvernement badois, et lui demande s'il n'a pas d'objections à faire à la nomination. Ces objections ne pourront être présentées qu'au point de vue politique générale, sans tenir aucun compte de considération de partis. Si le gouvernement ne fait pas d'objections, le candidat est nommé. En cas contraire, « tous les efforts seront faits de part et d'autre pour aboutir à un accord. Si celui-ci ne peut s'établir, le Saint-Siège reprend sa liberté de nommer à l'archevêché l'un des candidats ».

La formation du clergé. — La formation du clergé est réglée de la même façon que par les autres concordats. Pour appartenir au clergé du diocèse, il faut être Allemand, posséder le baccalauréat qui donne accès aux Facultés, avoir étudié pendant trois ans la philosophie et trois ans la théologie. L'organisation des études de la Faculté de théologie catholique de Freiburg demeure indépendante de celle des séminaires et convicts épiscopaux. Cependant le programme des études est organisé d'accord avec l'archevêque : il doit

être conforme aux règles ecclésiastiques et répondre aux nécessités de l'apostolat catholique.

Toute nomination d'un professeur à la faculté est soumise à l'approbation de l'archevêque.

A Freiburg existent, depuis trente ans, deux chaires, l'une d'histoire et l'autre de philosophie : elles devront toujours être confiées à une personnalité capable d'assurer aux futurs étudiants de théologie une formation irréprochable.

L'enseignement religieux. — L'enseignement de la religion catholique demeure, conformément à l'article 149 de la Constitution du Reich, un enseignement régulier dans les écoles de Bade. Il sera donné conformément aux principes de l'Église catholique. L'État de Bade garantit, en application des constitutions du Reich et de Bade, la conservation des droits acquis et actuellement en vigueur, concernant l'enseignement religieux dans les écoles de Bade. Les règlements à venir doivent garantir pleinement les prescriptions actuellement en vigueur dans l'enseignement de la religion.

Dans d'autres articles, est réglée la position juridique et politique de l'Église catholique en Bade : l'archevêque est libre de nommer, transférer, investir les fonctionnaires ecclésiastiques. L'Église a le droit de percevoir les impôts en se basant sur les listes établies pour les impôts d'État. La propriété de l'Église est garantie. Les congrégations peuvent être librement fondées : elles jouissent des droits des associations publiques et possèdent la personnalité juridique.

Mais ce concordat n'est pas encore ratifié par le parlement badois. Il doit venir en discussion en même temps qu'un traité du même ordre entre l'état de Bade et les églises protestantes. Il semble qu'une certaine opposition se dessine contre l'un et l'autre arrangements. Jusqu'à présent, le gouvernement badois était un gouvernement parlementaire, s'appuyant sur l'union du Centre et du parti social-démocrate. Sera-t-il encore aux affaires quand viendra la discussion du concordat ? Il ne faut pas trop l'espérer. Cependant, il est probable que le parlement donnera, en définitive, son approbation à un traité qui règle de la meilleure façon qui soit les rapports de l'État et de l'Église.

A TRAVERS LES REVUES

Fructidor, annales officielles de la fédération des jeu-esses laïques et républicaines de France. Compte-rendu du ongrès tenu en septembre. Sur *L'anticléricalisme et la ïcité*, l'ordre du jour constatant « que la morale laïque est ne morale... fondée sur la raison dégagée de tout esprit ogmatique; que toutes les religions s'opposent à la libéra-on des esprits; que l'Église a toujours été au service d'une ertaine classe dirigeante...; qu'elle cherche à s'inféoder la unesse par la création de cercles, de patronages..., invite le ouvernement à une application stricte des lois laïques..., vite tous les groupements de gauche à faire une ardente ropagande en faveur de la morale laïque, seule capable de onner à l'humanité la liberté morale, la paix et la justice ociale ».

Politique de novembre. — *Jeune Amérique 1932*, par IERRE DE LANUX. La jeunesse trouve table rase. « Tout s'é-roule aujourd'hui pour ne laisser debout que des êtres umains, mais des êtres neufs et capables de tout. Jeunesse méricaine, bien plus intéressante pour nous que la jeunesse oviétique, par exemple. Car celle-ci croit avoir trouvé, et l'au-re sait qu'elle n'a pas trouvé. Son âme est disponible. » Elle aura sacrifier l'ambition d'acquérir au souci de vivre. Déjà our elle « ces principes : interdépendance politique des euples, nécessité d'organiser la paix, danger de l'isolement conomique, sont des truismes ». Avec elle on pourra tra-ailler à la reconstruction du monde.

Revue apologétique de novembre. — Réflexion de IGR TIHAMER THOT, professeur à l'Université de Budapest, ur *La Prédication nouvelle*. La prédication a perdu beaucoup

de son attrait. Cette aversion pour le sermon tient à la « méthode vieillotte et surannée » qui reste en usage. Depuis dix ans toutes les œuvres d'apostolat et d'éducation se sont renouvelées, « seule l'homélie reste figée dans ses vieux clichés ». Aujourd'hui saint Bernard, « loin d'enrôler pour la Croisade les foules enthousiastes, parviendrait à peine à grouper une douzaine d'auditeurs ». A vrai dire, il parlerait de tout autre manière.

Ce qu'il faut, c'est : 1° prêcher un Christianisme pur de tout alliage, 2° retenir l'attention de ses auditeurs, 3° abandonner résolument les sermons trop recherchés ou trop abstraits.

Revue d'Allemagne du 15 novembre 1932. Une étude d'Otto Voelker sur *Un grand éducateur, F. Froebel*, qui, en 1840, publia le « projet d'un plan de création et de réalisation d'un jardin d'enfants ». Son but? — « Élever l'être à la hauteur de la nature humaine et l'amener ainsi à la vraie harmonie avec Dieu, à l'harmonie dans tous les domaines, par l'attention portée à la vie et à l'activité enfantines, c'est-à-dire en les développant et en les aidant à prendre corps et en laissant la vraie nature de l'enfant se former et vivre. » Son idée suscita l'enthousiasme des uns, les sarcasmes des autres. Et la reine de Prusse s'écriait : « Il ne manquait plus que cela, que la populace soit instruite : on pourrait encore moins la gouverner! » Froebel, à la fin de sa vie, était passé de l'idée d'harmonie cosmique à l'idée d'harmonie avec soi-même et il insistait de plus en plus sur le lien religieux qui rapproche les êtres. Sa pédagogie, qui remonte aux sources mêmes de la pensée mystique, n'a pas cessé d'exercer son influence en Allemagne.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Dettes.*

Le monde se réveille pauvre.

M. JÉGOULINE. *L'économie soviétique.*

Une étude approfondie du plan quinquennal.

. LAPIERRE. *Chronique politique et sociale.*

Le pacte franco-soviétique de non-agression.

OLONEL X. *Précisions et controverses à propos du plan constructif.*

DOCUMENTS

ICTOR DILLARD. *On chôme en Allemagne.*

Le financement du chômage.

A. VIATTE. *La campagne électorale américaine.*

Les démocrates. — Les progressistes. — Les républicains. — Les socialistes.

A travers les revues.

Billet de Civis

DETTES

Les discussions d'argent ne sont jamais belles, ni entre les hommes, ni entre les peuples. La justice clairement définie y mettrait fin, mais, sur le plan international, chacun pense l'avoir pour soi. Nous le voyons aujourd'hui, nous le verrons plus encore demain, tant la maladresse des hommes a empoisonné cette question des dettes et des réparations.

Le plan Dawes d'une part, les accords passés entre les États-Unis, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique, d'autre part, comportaient le versement d'annuités astronomiques jusqu'en 1988. Pour ce qui nous concerne, nous devions recevoir de 4 à 7 milliards de francs, et payer à nos créanciers américains et anglais de 3 à 5 milliards. A la charge de l'Allemagne, le plan Young, second du genre, mettait un total de versements atteignant 359 milliards, de 1930 à 1988, à destination de la France seule, qui recevait un peu plus de la moitié des versements allemands. Dans le même temps, la France était engagée à payer 267 milliards à Londres et à Washington. Même jeu, aux chiffres près, pour l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et quelques autres. D'aucuns ont dit alors que le problème des réparations et des dettes était résolu. C'était en 1926 et 1927, aux beaux jours de la « prospérité » illimitée. La folie des grandeurs avait grisé les peuples et les gouvernements. Le plus beau est que

:ette machine à écraser les finances du monde a été mise
n marche et qu'elle a pu fonctionner plusieurs années.

Pour le comprendre, il faut se rappeler que le méca-
ıisme était doublé par un autre, capitaliste, celui-là. En
ros, voici comment les choses se passaient : l'Allema-
me payait tout. La France, la Belgique, l'Angleterre,
'Italie, quelques autres, recevaient, conservaient une
aible part des sommes reçues et transféraient tout le
'este à Washington. Il y avait bien un détour par Lon-
tres, créancier au second rang, mais ce n'était qu'un dé-
ail, Londres ne conservant rien. Au demeurant, les
ransferts n'étaient réels, le plus souvent, que sur les
ivres comptables : en fait, les milliards ne sortaient
uère d'Europe. Car les banques américaines en prê-
aient la contre-partie à l'Allemagne, et c'est ce qui lui
ıermettait de continuer ses paiements. Généreusement
même, les banques américaines y ajoutaient encore pour
lonner au Reich le moyen de se relever. Neuf d'entre
lles, neuf seulement, ont ainsi engagé 26 milliards de
rancs chez nos voisins en quelques années. Le taux d'in-
érêt variait de 13 à 18 %. Leur exemple entraînait même
es financiers anglais à suivre.

Bref, les milliards sortaient de Berlin, passaient à Pa-
is, Londres, Bruxelles et Rome, d'où ils convergeaient
héoriquement aux États-Unis, d'où ils revenaient effec-
ivement à Berlin. Sur ce mouvement circulaire, le sys-
ème capitaliste prélevait son tribut, astronomique
omme les capitaux circulants. Les États-Unis avaient
ne hypothèque sur l'Europe : le capitalisme américain
n tirait profit habilement. Et il ne pouvait en être autre-
ıent, nulle puissance au monde n'étant capable de tirer
'es nations appauvries ce que les auteurs de « plans »
oulaient en extraire.

On saisira pourquoi les plans de réparations Dawes,
'oung, nous venaient d'Amérique; pourquoi le fléchis-
ement de l'Allemagne, écrasée par ce déluge rythmi-
ue, annonçant qu'elle n'en pouvait plus, suscita le

moratoire Hoover, qui ne tendait pas seulement à soulager les États européens, mais aussi les banques américaines trop engagées. Mais la crise universelle mettait alors fin à la ronde milliardaire, dont elle rend impossible aujourd'hui le retour. Nous sommes revenus devant les réalités. Et ceci explique sans doute l'intransigeance nouvelle du gouvernement des États-Unis, sévèrement éprouvés, intransigeance qui ne résout rien.

Il faut rendre au gouvernement anglais cette justice qu'il avait vu, seul, et dit, avant même les premières négociations, l'impossibilité à laquelle on allait se heurter. Cette fermeté de vues n'aura pas été le partage des gouvernements français successifs, toujours hésitants, en particulier de celui qui, acceptant le moratoire Hoover, n'a pas même su marquer ses conséquences inéluctables, quand il en était temps.

Incompréhensions des uns, hésitations et faiblesses des autres, ont conduit à une impasse, sans faciliter la solution. Le monde, du moins, se retrouve un peu plus devant ce qui seul peut le sauver : sa pauvreté enfin connue, sinon comprise. Car ce qui pourrait lui advenir de pire actuellement serait le retour aux illusions de fausse prospérité qui laisseraient intactes les causes du désordre, le dérèglement économique actuel, la croyance que le crédit engendre des richesses, compense les dettes et annule les destructions de la guerre. Tandis que la pauvreté contraindra à voir la seule issue possible : le travail ordonné.

CIVIS.

L'économie soviétique

Les questions économiques se trouvent au premier lan en Russie soviétique, car les communistes, étant s disciples de Marx, y attachent une importance partiulière. La vie soviétique dans tous ses domaines est rientée vers le domaine économique, y compris les sciences, les lettres et les arts.

Pour bien comprendre ce qui se passe en Russie soviéque il est donc indispensable d'avoir une notion exacte e la politique économique du pouvoir soviétique.

***

L'histoire économique de l'U.R.S.S. ne suit pas une gne droite. Elle a toujours présenté et présente encore es à-coups et des tournants brusques. Le pouvoir soviéque est obligé d'adapter continuellement sa politique conomique aux changements qui se produisent.

On distingue trois périodes économiques en U.R.S.S. : période du socialisme intégral, qu'on appelle à tort communisme de guerre », 1917-1921 ; la période de N.E.P., 1921-1928 ; et la période du plan quinquennal, 928-1932. A ces trois périodes on peut en ajouter une

quatrième qui a commencé dès la fin de l'année dernière mais dont les formes ne sont pas encore suffisamment nettes.

L'époque du socialisme intégral était, selon l'expression favorite des historiens bolchéviques, une époque héroïque et idéaliste.

Son héroïsme consistait dans le fait que les bolchéviques, cherchant à réaliser dans la vie l'idéal du régime socialiste, ne s'arrêtaient devant rien et employaient toutes les mesures, parfois les plus brutales, pour atteindre le but marqué.

L'« idéalisme » y trouvait toute son expression dans la foi naïve des bolchéviks qui croyaient que, dès que le régime économique socialiste serait instauré au moyen de la contrainte, ses avantages et son attrait seraient tels que tout retour à une économie individuelle serait désormais impossible.

C'est pour cela qu'en arrivant au pouvoir les bolchéviks ont nationalisé la terre et l'ont donnée aux paysans qui en avaient l'usufruit provisoire, tant qu'ils la travaillaient ; ils ont nationalisé aussi toutes les entreprises industrielles, tous les biens, toutes les maisons dans les villes et les ont remis à l'État. La production agricole devait être réglée par les plans spéciaux et réalisée par la population paysanne contrainte à une « redevance de travail ». L'industrie était dirigée par un centre unique — le Conseil Suprême de l'Économie Nationale. Tout commerce était interdit. Tous les produits agricoles et industriels étaient remis *gratuitement* aux organes de ravitaillement. La population paysanne était ravitaillée en objets manufacturés gratuitement, tenant compte du principe des classes (en premier lieu les paysans pauvres, ensuite les paysans moyens et, en dernier lieu, à titre exceptionnel, les koulaks ou les paysans aisés). La popu-

tion urbaine a été divisée en trois catégories, toujours ıivant le principe des classes : 1° les Ouvriers, 2° les mployés, et 3° tous les autres salariés. Ces trois catégo- es recevaient gratuitement une ration alimentaire dans :s proportions suivantes : la 1re catégorie : 4 unités ; la ' : 3, et la 3e : 1. Les personnes d'origine bourgeoise nsi que les commerçants et le clergé étaient privés de ›ute ration alimentaire. Les logements dans les maisons :baines étaient répartis également d'après des normes ›écialement élaborées à ce sujet. Vers la fin de l'époque u socialisme intégral, la ration alimentaire, le logement, éclairage, le combustible, les postes et le télégraphe et s transports ferroviaires étaient gratuits. Mais la popu- tion ne pouvait en jouir qu'en vertu de permis spéciaux élivrés par les organes du gouvernement. En revanche, ıaque citoyen de l'état soviétique était attaché au lieu e son domicile, au lieu de son travail, à la région, au oint de ravitaillement, etc. Il ne pouvait ni changer le enre de son occupation, ni son lieu de domicile sans une utorisation spéciale. Tout ce système économique parais- ınt très harmonieux sur papier n'était autre chose qu'une entative de réaliser l'idéal socialiste dans la vie ; cet idéal ›cialiste, le programme bolchévique le prévoyait encore vant la révolution. En étudiant la littérature économi- ue soviétique de cette époque, on ne trouve aucune trace 'une mesure économique quelconque qui serait la con- équence de la guerre civile ou de la guerre contre la 'ologne. Les mesures les plus radicales — telles la for- ıation des armées de travail, la gratuité de la ration ali- ıentaire et des services de l'État, l'ingérence brutale du ouvernement dans la production agricole — ont été pri- es après les guerres civiles.

Mais la réalisation du programme socialiste, la confis- ation des produits chez les paysans, la substitution aux

salaires des travailleurs d'une ration alimentaire de famine, ont abouti à un arrêt presque complet de la vie économique de l'Union soviétique ; le pays était dans un état inouï de délabrement, qui se transforma en véritable catastrophe lors de la terrible famine de 1921.

A ce moment les bolchéviks avaient encore Lénine, dont l'autorité était si grande qu'il pouvait contraindre le parti communiste à changer brusquement sa politique économique. Dans son célèbre discours qui a été le commencement de la Nouvelle Politique Économique, ou la N.E.P., il a reconnu que « le passage immédiat aux formes et à la répartition socialistes dépasse nos forces actuelles, et si nous ne sommes pas capables de réaliser un recul en nous bornant à poursuivre des tâches moins importantes, nous serons menacés de périr » (Rapport de Lénine au IVe congrès du Komintern en 1921).

Le terme « communisme de guerre » ne fut inventé par les bolchéviks qu'au temps de la N.E.P., alors que la population se rappelait les sombres années du socialisme intégral, et ils attribuèrent tous les insuccès de leur première expérience d'économie socialisée aux conséquences de la guerre civile et de la guerre contre la Pologne — ce qui est faux. En instituant en 1921 la Nouvelle Politique Économique (N.E.P.), les bolchéviks renoncèrent à continuer leur programme économique socialiste. Le gouvernement ne garda entre ses mains que la direction de l'industrie, des transports ferroviaires et fluviaux et du système bancaire qui avait été rétabli. La nationalisation des logements dans les villes n'affectait que les grands immeubles et les locaux commerciaux. Les côtés négatifs de la nationalisation de la terre ont été quelque peu atténués par un nouveau code agraire qui octroyait au paysan le libre choix des formes de l'usufruit de la terre. La liberté du commerce privé, l'abolition des rations ali-

ıentaires et de toutes sortes de réquisitions, la renais-ınce de l'artisanat et des professions libres et la non-ıgérence absolue du pouvoir dans l'économie paysanne ıdividuelle ont déterminé la réapparition du marché bre. La réforme monétaire de 1924, malgré ses dé-ıuts (1), a créé des conditions favorables pour le déve-ɔppement du commerce. La réapparition du système l'impôts, de l'économie budgétaire, l'organisation de 'industrie de l'État en trusts et en syndicats commer-ciaux, ont déterminé la création d'une économie d'État ıormal. Cette économie pesait lourdement sur l'activité économique des citoyens soviétiques ; cependant elle leur

(1) La réforme monétaire de 1924 en U.R.S.S. a cette particularité qu'elle a conservé deux sources d'émission : 1° la Banque d'État, avec les billets de banque qu'elle met en circulation, et 2° le Commissariat de Finances, qui lui aussi émet ses billets de trésor, analogues aux *tresory nots* militaires en Angleterre.

En réalité ce ne sont que les billets de trésor de l'État qui servent de moyens légaux de payement, tandis que les billets de banque ne possèdent que le pouvoir d'achat commercial sans aucune obligation juridique. L'émission des billets de banque est conditionnée par une couverture d'or, fixée par la loi. Pour l'émission des billets de trésor les limites de cette proportion sont fixées par un simple arrêté du Sovnarkom.

Aujourd'hui l'émission des billets de trésor est admise dans la même quantité que celle des billets de banque mis en circulation par la banque d'État.

Cette organisation du système monétaire ouvre le chemin à l'inflation. C'est ce que nous voyons en U.R.S.S.

	Circulation monétaire en millions de roubles	Augmentation par an en millions de roubles
1-1-1929	2.027,8	745,2
1-1-1930	2.773,0	1.529,0
1-1-1931	4.302,0	1.371,2
1-1-1932	5.673,2	

Ce total de 5.673,2 se compose de :

2.784,4 millions de roubles en billets de banque ;
2.577,4 — — — en bons de trésor ;
311,4 — — — en monnaies divisionnaires.

laissait quand même une sphère d'activité limitée où chacun pouvait faire valoir son initiative.

Il faut souligner qu'à la base même du système économique soviétique du temps de la N.E.P. se trouvait le principe du marché libre dont tenaient compte dans leur activité non seulement les personnes privées mais aussi les entreprises de l'État. La conséquence naturelle de cet état de choses fut la possibilité de l'accumulation des capitaux dans l'économie privée, quoique dans des proportions assez limitées, et un investissement libre du capital, quoique aussi dans des domaines économiques strictement limités.

On peut résumer ainsi la Nouvelle Politique Économique : *elle représentait un alliage entre la grande économie capitaliste de l'État et les petites entreprises individuelles ; le marché était libre et ses prix intervenaient de façon décisive pour l'orientation de toute l'activité économique du pays.*

Le renouveau de l'activité économique des personnes privées et les formes spéciales prises par l'économie étatisée ont créé un régime économique plus ou moins équilibré et qui rappelait celui des pays capitalistes.

Par comparaison avec l'Europe, le taux des impôts était, il est vrai, très élevé à cette époque. Grâce au monopole de l'État qui permettait au Gouvernement soviétique de vendre tous les produits manufacturés à un prix très élevé, ce dernier pouvait tirer des ressources importantes. Le pouvoir soviétique cherchait par tous moyens à concentrer entre ses mains l'accumulation de capitaux pour investir ensuite ces capitaux dans l'économie étatisée. Mais cet équilibre du système économique de la N.E.P. ne fut que de courte durée. On vit bientôt la vie économique du pays s'orienter vers le rétablissement des formes économiques d'avant la Révolution. Des capitaux assez importants s'accumulaient entre les mains

:s personnes privées. L'économie paysanne se rétablis-
it rapidement et retournait à ses formes habituelles.
e fermage de la terre et l'embauchage des ouvriers agri-
les avaient fait leur réapparition. Cela intervertissait
mplètement le principe de l'usufruit de la terre tel qu'il
ait été décrété par les bolchéviks. Enfin clandestine-
ent, et en dépit de la loi sur la dénationalisation, on
mmença à vendre et acheter la terre. D'autre part, en
ême temps que se développait la prospérité économi-
ie, la population manifesta le désir de recevoir quelques
oits politiques, fussent-ils des plus modestes. La formule
ivante, déterminant la situation politique d'alors, a fait
n apparition dans les milieux communistes : « Les
ilieux économiques privés commencent à nous submer-
er et menacent non seulement notre régime économi-
ie mais aussi notre existence politique. »

C'est à partir de ce moment, c'est-à-dire depuis 1927,
ue l'on peut constater un nouveau tournant de la poli-
que soviétique qui a ouvert l'époque que l'on pourrait
ommer la « période du plan quinquennal ». Le « Plan
uinquennal de l'édification socialiste de l'économie
ationale en l'U.R.S.S. » adopté le 28 mai 1929 pour la
ériode du 1er octobre 1928-1er octobre 1933, n'a pas
é élaboré d'un seul coup. Il a été précédé de deux pro-
ts qui, après avoir été remaniés, ont été baptisés « Plan
uinquennal ». Depuis le commencement de l'élabora-
on de ces projets, la politique économique des Soviets
subi un changement brusque, et entra dans une période
ouvelle. En étudiant le plan quinquennal nous serons à
ême de comprendre les particularités de cette nouvelle
ériode.

L'économie dirigée est en général opposée à l'écono-
ie capitaliste. En employant une terminologie non-
arxiste on peut l'exprimer ainsi : l'économie dirigée est

le contraire de l'économie du marché libre basée sur l'initiative privée et sur le droit de la propriété.

Dans les conditions d'une véritable liberté de l'activité économique, chaque individu peut lui-même diriger son activité dans n'importe quelle branche économique et investir son capital là où bon lui semble en se laissant guider par son opinion personnelle et par sa connaissance du marché. Au contraire, dans les conditions d'une économie dirigée, toute l'organisation doit être faite de façon que l'ensemble de la gestion économique du pays soit concentrée en un seul organe qui indique la direction à prendre pour chaque branche économique, son rapport aux autres branches, le volume de la production, sa répartition dans les différentes parties du pays à un moment donné, et le volume de la consommation.

Le plan quinquennal soviétique représente un travail immense contenu dans cinq gros volumes. C'est le caractère grandiose des projets qui frappe le lecteur avant tout : les auteurs du plan quinquennal prévoient pour la durée de cinq années la production dans toutes les branches de l'industrie et dans l'agriculture d'un pays occupant 1/6e des continents avec 165 millions d'habitants ; cette production est répartie judicieusement suivant les régions et les entreprises, et son montant est défini exactement. Le plan prévoit ensuite le transport et la répartition de tous les produits agricoles, des matières premières, des produits semi-ouvrés et des produits terminés dans l'ensemble du pays. Le travail des transports ferroviaires et fluviaux est nettement défini, ainsi que celui des organes de distribution et, enfin, il réglemente en détails la consommation de l'énorme population. Tous les prix sont fixés cinq années d'avance ; c'est à ces prix que l'État réquisitionnera aux paysans les produits du sol et les revendra ensuite aux habitants. On a dressé des tableaux

compliqués des revenus des diverses classes de la population, de l'augmentation progressive de la population, de son déplacement des campagnes dans les villes, etc. Les chiffres d'affaires du commerce sont fixés pour chaque année. Le fonctionnement des établissements de crédit et le système monétaire sont adaptés à ces chiffres. On a dressé également des tableaux de l'accumulation de capitaux entre les mains de l'État et entre celles des différentes classes de la population ; on a établi des plans très compliqués de la nouvelle application de ces capitaux dans l'industrie et l'agriculture. Enfin on a élaboré des projets pour la création de nouvelles régions industrielles et d'usines immenses, et le plan tient déjà compte des résultats de leur activité.

Des tableaux immenses et détaillés contenant des chiffres précis déterminent pour cinq ans à l'avance la production de minérai, la récolte des céréales et des autres matières premières, ainsi que les produits de l'élevage.

Rien que cette énumération montre le caractère grandiose de la tâche d'ailleurs très difficile à exécuter, car toutes les branches économiques sont interdépendantes et ne peuvent se développer harmonieusement que si les prévisions du plan quinquennal étaient basées sur des conditions économiques qui répondent à la réalité.

Somme toute, quels sont les buts et la substance du plan quinquennal?

Le plan lui-même nous fournit cette réponse : il stipule que le plan quinquennal est élaboré dans le but d'une nouvelle répartition des forces productrices de la société de façon à développer au plus vite l'industrie et l'agriculture, et ceci pour mieux satisfaire les besoins de la population et pour pouvoir reconstruire au plus vite la société selon les principes du socialisme et du communisme.

En Russie Soviétique on résume les buts du plan quin-

quennal généralement comme suit : 1° industrialiser l'Union soviétique de façon à dépasser les pays capitalistes les plus avancés, et 2° liquider rapidement la pénurie en vivres et en marchandises qui s'est fait sentir en Russie soviétique au moment de l'élaboration du plan quinquennal et fut le résultat de la lutte contre l'économie privée.

Pour pouvoir élaborer un plan économique aussi grandiose qui englobe toutes les branches de la vie économique de l'U. R. S. S., un travail préparatoire immense serait nécessaire et, avant tout, une étude statistique détaillée de chaque branche de l'économie soviétique.

Or avant la guerre la statistique économique était relativement peu développée en Russie ; d'ailleurs c'était le cas pour la plupart des États européens. Malgré l'abondance des données statistiques recueillies, il n'est pas aisé d'organiser la statistique en Russie soviétique, étant donné les dimensions du pays auxquelles ne correspond pas le nombre des statisticiens expérimentés. Lorsque, à l'époque de la N. E. P. on tolérait une certaine liberté pour exprimer son opinion sur la situation économique de l'U.R.S.S., la presse soviétique se plaignait continuellement de l'insuffisance et de l'inexactitude des statistiques soviétiques. En voici un exemple caractéristique : le premier projet du plan quinquennal comportait l'erreur suivante : dans certaines régions la surface des emblavures d'été dépassait considérablement le total de la surface cultivable de ces régions, quoique toutes les données eussent été fournies par les statistiques élaborées sur le lieu même qu'elles concernaient.

Chaque économiste connaît fort bien la relativité de certaines documentations statistiques (comme par exemple la statistique des récoltes, celle de l'accumulation de capitaux, celle des prix, etc.). Pour que le plan quinquen-

nal puisse représenter vraiment un projet économique mûrement réfléchi et justifié, son élaboration aurait nécessité un temps infiniment plus long et, surtout, des études préliminaires beaucoup plus minutieuses et détaillées. Or, en réalité, les bolchéviks ont simplifié les choses. On s'en rend compte en lisant les commentaires de Stroumiline, un des principaux rédacteurs du plan quinquennal, sur un des premiers projets de ce plan. Voici ce qu'il dit :

Tous nos plans ont pour objet la réalisation successive de l'économie socialiste et l'implantation du communisme dans la vie. En même temps les plans visent un développement extrêmement rapide de l'économie nationale. Le rythme de ce développement devra dépasser celui du développement des pays capitalistes, car, si nous ne faisions pas ressortir les avantages de l'économie collectivisée sur l'économie capitaliste, nous n'aurions aucune chance de faire triompher la révolution sociale sur une échelle mondiale.

On voit donc qu'au fond, le plan quinquennal n'est que le programme économique du parti communiste établi pour une période de cinq ans. C'est précisément parce que c'est un programme du parti politique qui gouverne dictatorialement le pays que toute critique technique du plan quinquennal est considérée en U. R. S. S. comme un acte contre-révolutionnaire et anti-gouvernemental.

Les paroles suivantes de Stroumiline nous le prouvent :

L'élaboration d'un plan économique ne serait possible qu'après avoir établi toute une série de prémisses et des idées régulatrices présentant dans leur ensemble un système complet de la politique économique. Le travail de « Gosplan (1) » est considérablement facilité par ce fait qu'un système nettement défini et complet de la politique économique nous est déjà fourni par les décrets des organes dirigeants du pays; il ne nous reste qu'à le développer et à le concrétiser.

(1) « Gosplan », c'est-à-dire Commission d'État pour l'Économie dirigée.

Stroumiline indique ensuite d'une façon assez naïve comment fut élaboré le plan quinquennal originaire. C'est l'industrie qui a été prise comme point de départ, car le parti communiste visait en général l'industrialisation du pays. Le rythme du développement industriel a été établi tout à fait arbitrairement. En effet au temps de la N. E. P. les bolchéviks ont remis en marche un grand nombre d'entreprises qui avaient été arrêtées au moment de la révolution. Cela a donné l'impression que le nombre d'entreprises en action augmentait sans cesse et que la production industrielle se développait rapidement. C'est ce rythme de développement industriel tout à fait fortuit qui a été conservé par le plan quinquennal, quoique au moment de son élaboration la plupart des anciennes entreprises aient été utilisées et remises en marche.

C'est de cette façon que les bolchéviks ont établi tout à fait arbitrairement le rythme de l'industrialisation et ont donné au plan quinquennal une « cadence accélérée ». Stroumiline nous explique que,

> l'échelle du développement industriel étant établie, il ne reste plus à faire qu'un certain nombre de calculs techniques et financiers accessibles à tout ingénieur-constructeur et ne lui présentant pas de difficultés. Les méthodes pour l'élaboration de chaque plan spécial du développement des différentes branches économiques ne diffèrent en rien du travail habituel des ingénieurs qui font des projets de nouvelles usines, etc...

Après avoir élaboré un pareil plan pour l'industrie, Stroumiline nous dit que

> les perspectives pour l'agriculture, les transports, le système de crédit, etc., étant donné l'existence du plan industriel, se trouvent déjà établies dans une certaine mesure. En effet, l'industrie est le plus important consommateur de matières premières agricoles : coton, lin, betteraves, pommes de terre pour la fabrication de l'alcool, etc. Donc le plan pour l'industrie prévoit déjà le développement de ces cultures... Quant aux céréales et à l'élevage, les pro-

ostics de leur développement ne présenteront pas de très grandes ifficultés... En ce qui concerne l'élaboration du plan pour les transorts, — continue le même auteur, — il est suffisant de calculer augmentation annuelle du trafic des marchandises. Or, connaisant déjà les perspectives du développement industriel et agricole, sera aisé d'établir quelle sera cette augmentation annuelle du afic... Les perspectives de la circulation des marchandises à l'intéeur du pays sont déterminées par l'échelle de la production indusrielle et agricole... Le rythme des opérations bancaires, du crédit des émissions, est suffisamment déterminé par le développement e la circulation des marchandises... Dans le domaine budgétaire le evenu est déterminé par le développement de l'ensemble de l'économie nationale selon les prévisions du plan... Enfin, pour le contrôle, es balances devront être établies, ce qui permettra de constater n développement harmonieux de toutes les branches de l'économie ationale (1).

Je m'excuse de m'être arrêté si longtemps sur ces xtraits, mais ils sont importants, car ils nous dévoilent idée maitresse et la substance même du plan quinquenal en nous expliquant comment on a pu élaborer sans un ffort trop excessif un plan économique aussi grandiose.

Il n'est pas difficile d'en tirer cette conclusion :

Si l'élaboration des plans économiques était si simple t si l'on pouvait facilement éviter de cette façon les cries et le chômage, l'économie dirigée serait devenue epuis longtemps le système prédominant. Cependant il 'en est rien en réalité. Les paroles naïves de Stroumiline émontrent clairement tout l'arbitraire et le non-fondé es calculs du plan quinquennal. Les points de départ our l'industrie ont été au fond choisis sans aucune raison lausible ; ils ont été déterminés avant tout par les buts olitiques du parti communiste et non pas par la situaion économique et par les richesses naturelles de l'Union oviétique. On ne peut pas du tout comprendre par quel-

(1) Stroumiline, *Études sur l'économie soviétique*, G.I.Z., 1928, . 431-434.

les considérations se sont laissé guider les auteurs du plan quinquennal en calculant pour cinq années à l'avance les récoltes en U. R. S. S., car chacun sait qu'il est absolument impossible de prévoir les conditions météorologiques qui déterminent les récoltes.

Cependant ces points de départ pour la production industrielle et agricole servent de base pour calculer très exactement les rations alimentaires, le trafic des marchandises, le commerce extérieur, le revenu national, l'accumulation de capitaux, etc. Comme d'autre part le plan quinquennal forme un tout inséparable, basé sur des calculs trop détaillés, le moindre écart dans l'exécution de ce plan risque de le compromettre irrémédiablement.

Il suffit d'indiquer les résultats économiques de l'année passée. La récolte, en partie à cause des conditions météorologiques défavorables, en partie à cause de la collectivisation, n'a pas pu atteindre les prévisions du plan. Il en résulta que le plan du stockage des céréales n'a pas été exécuté, de même que le plan de l'exportation, de ravitaillement des villes en vivres, etc.

Tout ce qui vient d'être dit sur la façon dont le plan quinquennal a été élaboré est suffisant pour démontrer que cet édifice, grandiose à première vue, n'est qu'un projet de développement économique basé sur des points de départ absolument arbitraires, et qui ne tiennent pas compte des conditions réelles de l'état actuel économique des Soviets. Un examen plus approfondi des statistiques nous montrera qu'il est impossible qu'elles soient basées sur des données réelles.

***

Pour avoir une idée nette sur la façon dont les Soviets ont mis en œuvre le plan quinquennal, il est nécessaire d'examiner tout d'abord le côté financier.

Le plan quinquennal prévoit la concentration entre les nains de l'État d'un énorme capital de 47,6 milliards de oubles. Cette accumulation forcée se fait au moyen de :

1) La vente des produits industriels à des prix élevés grâce au monopole d'État);

2) des impôts élevés;

3) des emprunts forcés;

4) de toutes sortes de prélèvements obligatoires (prime 'assurances sociales, celle des coopératives, etc.). En omme cette accumulation forcée remet entre les mains e l'État la majeure partie du revenu national de U. R. S. S. Les chiffres indiqués par le plan quinquennal ont les suivants :

En 1928-29 : 41,8 o/o de tout le revenu national (1).
En 1929-30 : 43,3 o/o — — — — —
En 1930-31 : 44,9 o/o — — — — —
En 1931-32 : 45,7 o/o — — — — —
En 1932-33 : 48,0 o/o — — — — —

En dehors de l'accumulation forcée entre les mains de 'État, le plan quinquennal prévoit que la population, surout les paysans, accumuleront également en leurs mains les capitaux importants.

D'autre part, le plan quinquennal prévoit que l'investissement des capitaux ainsi accumulés entre les mains de 'État se fera de la façon suivante : industrie : 18,7 milliards de roubles; transports : 8,8 milliards de roubles; onstruction de logements : 4,5 milliards de r.; agriculure : 4,6 milliards de r.; etc.

Il est indispensable de noter la grande différence faite

(1) *Plan Q.*, vol. II, partie II, p. 323.

entre le financement de l'industrie, des transports et de l'électrification d'une part et l'agriculture de l'autre.

La première catégorie (ce qu'on appelle le secteur socialiste de l'économie soviétique) reçoit les capitaux de l'État, par le moyen de l'accumulation forcée. Voici un exemple concernant l'industrie :

Selon le plan quinquennal, les investissements de capitaux dans l'industrie doivent être de 18,7 milliards de roubles, dont 14,7 milliards pour l'industrie lourde (78 o/o) et 4 milliards (22 o/o) dans l'industrie légère. Ces capitaux, l'État les obtiendra de la façon suivante :

Capitaux accumulés au moyen des prix élevés :	9.278	millions de roubles
Budget :	6.522	— — —
Crédit bancaire :	1.900	— — —
Crédits étrangers :	1.000	— — —
Total :	18.700	— — —

La seconde catégorie, c'est-à-dire l'agriculture, pour accomplir tous les projets du plan quinquennal, doit recevoir 23 milliards de roubles de capitaux nouveaux. Or le gouvernement ne lui octroie que 4,6 milliards de roubles sur les capitaux qu'il a accumulés, soit le 18 o/o. Le reliquat, soit *le 82 o/o, doit être accumulé bénévolement par la population rurale.*

Ici nous touchons au point faible du plan quinquennal, auquel il faut s'arrêter plus longuement.

La Russie a toujours été un pays pauvre en capitaux. Les capitaux étaient rares, surtout dans l'économie paysanne caractérisée par une production très basse que, du reste, elle n'apportait guère sur le marché mais utilisait pour sa propre consommation. La révolution les a encore fortement diminués. Les bolchéviks, d'autre part,

e pouvaient pas compter sur l'afflux des capitaux étran-
ers, car tout leur programme économique a pour but la
ıtte contre le capitalisme et contre le capital privé.

Ils ne pouvaient donc compter que sur une accumula-
on de capitaux à l'intérieur du pays. Du reste, on n'a
mais vu une accumulation des capitaux jusqu'à concur-
ence de 40 à 48 o/o de tout le revenu national, même
ans les pays les plus riches de l'Europe et de l'Amérique.

En effet, d'après les calculs de R. Giffène, l'accumula-
ons des capitaux en Angleterre d'avant-guerre s'élevait
16 o/o du revenu national ; en France, Ruppin l'évaluait
près de 10,5 o/o ; en Allemagne, suivant Helferich, ce
ıiffre était de 19 o/o. Et enfin, en Russie d'avant-guerre,
chiffre généralement adopté pour l'accumulation des
ıpitaux était de 6,9 o/o. Comment, sur la base de ce der-
ier chiffre, pouvait-on arriver à une estimation de 42 à
3 o/o du revenu national pouvant être employé pour la
ialisation du plan quinquennal? Ce résultat ne pouvait
re atteint, même approximativement, que par voie de
ontrainte et, ce qui est plus important encore, au prix de
diminution de la consommation normale de la popula-
on russe.

Le revenu national en général est pour une part dépensé
our les besoins courants et pour une autre part accumulé
ous forme de capitaux.

Plus un pays est riche, plus le revenu national est
rand, plus est élevé aussi le *standard of life* de la popula-
on et plus est importante la part du revenu national qui
eut être accumulée.

Au contraire, plus le pays est pauvre, moins il accumule,
énéralement, de capitaux ; pour la majorité de la popu-
tion, le revenu ne couvre que les besoins courants.

En élaborant leur plan quinquennal les bolchéviks
ıvaient parfaitement qu'il ne leur serait possible d'accu-

muler des capitaux importants que par des moyens de contrainte, et sur le compte des besoins courants de la population. C'est pour cela que le plan quinquennal, à dessein, investit seulement un capital infime dans l'industrie légère (4 milliards roubles contre 18,7 dans l'industrie lourde).

Par le moyen des prix élevés pour les produits industriels, des prix bas pour les produits agricoles, de lourds impôts et de l'interdiction de tout commerce privé, l'État rendait impossible aux paysans toute accumulation ; bien au contraire : en augmentant continuellement le taux des impôts, il anéantit progressivement l'agriculture.

La situation était la même dans les villes. Les besoins de la population étaient limités de plus en plus. Dès 1929, seconde année du plan, on a dû introduire le système des cartes pour la distribution des vivres et des marchandises. Au moyen des impôts et des emprunts forcés, toutes les ressources disponibles étaient prélevées au profit du Trésor.

Il est fort difficile d'exprimer exactement en chiffres l'importance de l'écart entre les prévisions du plan et sa réalisation en ce qui concerne son côté financier. Toutefois on peut bien signaler que la conception même de cette partie du plan a été fausse dès le début ; en effet le plan prévoyait à la fois des investissements exorbitants de capitaux dans un pays apauvri et l'amélioration de la situation matérielle des habitants. On peut aussi constater que ce dernier but a été abandonné, — s'il avait été jamais conçu sérieusement, — tandis que l'investissement excessif a été brutalement réalisé. Le déséquilibre qui en est résulté très vite se manifeste dans un écart énorme avec les prévisions budgétaires (ces dernières embrassent en U.R.S.S. toutes les branches de l'économie étatisée). La dépréciation de la monnaie, due à l'inflation, se reflète dans les chiffres suivants des prévisions budgétaires et de

épenses réelles : en 1929-30 : 12,8 milliards de roubles
ı lieu de 9,1 prévus ; en 1931 : 20 au lieu de 10 ; et en
932 : 27 au lieu de 12. L'échec complet du plan de
ıancement de l'économie dirigée est donc évident.

En même temps les confiscations des produits agricoles
iminuèrent très considérablement la consommation ali-
entaire. Déjà en 1929, premier présage de la catastrophe,
Russie revint au système de rationnement sur cartes
ɔur le pain et les autres produits alimentaires. En même
:mps les produits industriels les plus indispensables, tels
s cotonnades, les tissus de laine, les articles de confec-
on et de cuir, les vitres et divers objets métalliques,
rent déclarés déficitaires par le commissariat du com-
erce et rationnés eux aussi.

*On voit donc que le développement rapide et harmonieux
l'économie nationale de l'U. R. S. S., prévu par le plan, a
it totalement faillite. La seule partie du plan quinquennal
ıe les bolchéviks s'acharnent à réaliser coûte que coûte,
est l'industrialisation ou plutôt la création d'une industrie
urde.*

*En effet les capitaux accumulés au moyen de la contrainte
nt tous dépensés pour la contruction de nouvelles entrepri-
s industrielles, au détriment d'autres branches économi-
ues qui ne font que péricliter.*

On dit souvent que l'accomplissement du plan quin-
ıennal sera profitable à l'Europe, car il créera en
.R.S.S. un vaste marché nouveau. Ce serait exact s'il
avait croissance de tout l'organisme économique natio-
ıl et si sur la base de capitaux accumulés précédemment
ıe industrie nouvelle s'était développée en travaillant
ɔur le marché toujours grandissant et de la prospérité
oissante.

Or tout cela fait défaut. Comme il a été dit plus haut,
ndustrie en U. R. S. S. est créée de la façon tout à fait

artificielle du reste, au prix d'une diminution de la consommation courante de la population et en provoquant le rétrécissement rapide du marché intérieur. Pour l'Europe cela signifie la prochaine disparition du marché déjà suffisamment limité qu'elle avait en Russie.

Au début, le plan quinquennal a été accueilli avec sympathie par certains milieux de la population russe. C'est compréhensible. La population ne pouvait pas encore se rendre compte de ce que représente le plan quinquennal ; d'autre part on ne faisait que lui répéter : « Il faut faire encore un sacrifice, patienter encore un peu, faire le suprême effort ; ensuite, l'accomplissement du plan quinquennal apportera un bien-être général, une abondance de vivres et de produits, bref, une existence tranquille et heureuse à laquelle la population russe a tant aspiré. »

Mais dès la seconde année du plan vint la déception. La mobilisation des capitaux a eu une répercussion profonde sur la consommation de la population, et on commença à restreindre les citoyens soviétiques dans leurs besoins.

La population a vu alors dans le plan quinquennal le retour au « socialisme intégral », au « communisme de guerre » de la première période de la révolution : l'introduction des cartes alimentaires, l'attachement au lieu du travail, l'interdiction des déplacements, les queues devant les magasins, une pénurie de combustibles, etc., etc.

Ce sont les paysans qui ont opposé la résistance la plus acharnée aux projets du plan quinquennal. Mais les bolchéviks, se sentant cette fois suffisamment forts, ont décidé de soumettre l'économie paysanne aux buts du plan quinquennal et se livrèrent à la collectivisation intégrale de l'économie rurale. Cette collectivisation intégrale n'était pas prévue par le plan quinquennal ; elle n'avait pas de base économique solide. D'après les visées de ses

ıteurs la collectivisation devait apporter la création d'une ıste économie rurale mécanisée, avec des récoltes élevées un haut degré de culture technique. Mais en pratique, ı le manque de machines, d'inventaire agricole et d'a-onomes expérimentés, la collectivisation dégénéra en ıe réunion forcée des paysans dans une collectivité ; les ɔntières entre les propriétés paysannes ont été suppri-ées et le bétail et l'inventaire agricole étaient utilisés ı commun.

Il en résulta que tous les avantages de l'économie ıysanne individuelle ont été supprimés, mais la vaste onomie collective projetée n'a pas été créée.

La répercussion n'a pas manqué de se produire sur la colte de l'année passée qui a été médiocre ; d'autre part collectivisation a supprimé les économies paysannes dividuelles, c'est-à-dire la source même qui alimentait s finances du plan quinquennal.

Le langage des chiffres est très éloquent dans ce ɔmaine. En effet, en 1913 la surface emblavée pour tou-s les cultures agricoles s'élevait à 116 millions d'hecta-s. En 1930 elle est montée à 128, et en 1931 à 37,5 millions d'hectares. En même temps les récoltes ont minué, de 81,6 millions de tonnes en 1913, à 78,4 mil-ɔns, ce qui représente par tête d'habitant 5,9 quintaux ı 1913 et 4,8 en 1931. On est donc porté à constater ı'en ce qui concerne l'agriculture, les années du plan ıinquennal présentent un recul par rapport au temps avant-guerre et un écart considérable des prévisions par pport à l'exécution en 1931 (les prévisions étaient de .. millions, et les récoltes de 78,4 seulement).

Il est intéressant de noter que le journal *Osteuropa*, lité par le Prof. Hoesch, réputé comme admirateur de l'é-ɔnomie soviétique plutôt que comme son ennemi, cons-te dans son récent n° de mai 1932 une pénurie de pain,

sensible surtout en Ukraine et dans le bassin de la Wolga, c'est-à-dire dans les régions agricoles les plus prospères autrefois. D'autre part, le même organe dit : « Ce n'est plus de crise qu'il faut parler dans le domaine de l'élevage du bétail, mais de catastrophe. On sait à quel point furent fatales les conséquences de la collectivisation exagérée pour l'élevage du bétail. Les pertes en chevaux s'élevèrent à près de 9 o/o, celles de moutons et de gros bétail à cornes à près de 25 o/o, et pour les porcs à 33 o/o en deux ans. » Or, malgré une modification continuelle des plans, malgré les reculs constants et l'adaptation des chiffres aux conditions nouvellement créées, la troisième année du plan quinquennal se termina pas un grave insuccès tant dans le domaine industriel que dans l'agriculture. Je n'en citerai que les plus essentielles :

	Prévisions du plan pour 1931	*Réalisation*	
Charbon (millions de tonnes) :	83,6	58,6	(70,0 o/o)
Fonte — — — :	8,0	4,9	(61,2 o/o)
Tissus de coton (en millions de mètres) :	2.820,0	2.390,0	(84,7 o/o)
Récolte (en millions de quintaux) :	883,0	781,0	(88,4 o/o)
Trafic des chemins de fer (en millions de tonnes) :	330,0	254,0	(76,9 o/o)

Ces chiffres attestent l'insuccès complet par rapport aux prévisions du plan. Mais ce qui est encore plus grave : la production en 1931 a été souvent inférieure à la production de 1930. C'est le cas pour la métallurgie, pour l'agriculture et pour l'industrie légère.

Mais même à défaut de ces données statistiques, l'insuccès de la politique du plan quinquennal, avec sa discipline de fer et son mépris complet des intérêts individuels, serait entièrement confirmé par le tournant nouveau

de la politique économique du pouvoir soviétique qui s'opéra dès la fin de 1931, et qui signifia l'abandon de certains projets conçus par le plan.

Enfin il faut noter encore une particularité dans la réalisation du plan quinquennal :

Après avoir concentré tous leurs efforts sur l'industrialisation du pays, vers la fin de la troisième année du plan les bolchéviks comprirent enfin ce qu'ils avaient toujours voulu ignorer : il ne suffit pas, pour créer une industrie, de construire d'immenses usines et d'importer l'équipement et les machines.

Il faut encore faire marcher ces usines, avoir un réseau de transports pour servir ces usines, des ingénieurs qualifiés, des cadres ouvriers et enfin des consommateurs qui aient besoin des produits de ces usines et qui puissent les acheter.

L'industrialisation d'un pays, ce n'est pas seulement la construction des usines, mais c'est une régénération organique de l'économie nationale d'un pays.

Or, que voyons-nous en U.R.S.S. ? Les nouvelles usines géantes manquent du personnel technique dûment qualifié. Les projets du plan quinquennal prévoyaient la préparation des spécialistes, mais ils n'ont pas tenu compte de l'impossibilité de créer des cadres d'ingénieurs et de techniciens expérimentés en 2 ou 3 ans. On essaye, à l'heure actuelle, de substituer à ces spécialistes des spécialistes étrangers, mais jusqu'à présent les résultats n'ont pas été très satisfaisants, d'autant plus que les spécialistes étrangers s'enfuient souvent de l'U.R.S.S.

Le plan quinquennal a enfin commis une erreur flagrante dans les prévisions pour les transports. Déjà à la troisième année du plan on s'est aperçu que le réseau ferroviaire est insuffisant et que son développement est prévu par le plan de la façon la plus fausse. A l'heure actuelle les trans-

ports ne peuvent pas accomplir les tâches courantes et ils sont loin de pouvoir satisfaire aux besoins des usines géantes nouvellement construites (1).

La crise mondiale et le manque de confiance dans la capacité de paiement du gouvernement soviétique ont déterminé un retrécissement des crédits étrangers et rendu impossible l'importation des machines et de l'équipement étrangers nécessaires pour la réalisation du plan quinquennal.

Il en résulta un délabrement complet de l'économie soviétique dont nous sommes témoins à l'heure actuelle. Les Soviets procèdent à la réorganisation de leur administration économique, de leur régime du travail, de leur commerce, ils diminuent le nombre des contributions nouvelles, le chômage est réapparu en U.R.S.S.

Quelles sont donc les conditions de l'économie créées par le plan quinquennal?

Le plan quinquennal, en exigeant une diminution de la consommation, fit réapparaître la distribution à la population des aliments et des marchandises à l'aide de cartes. Les intérêts de toute la population étant subordonnés aux exigences de la production, il fallut recourir à une

(1) Avant la guerre, de 1895 à 1915, 2064 km. de voies ferrées étaient en moyenne achevés chaque année. Pendant la guerre de 1914 à 1917, la construction de 13.500 km. de nouvelles voies ferrées avaient été entreprises. La plus grande partie de ces lignes ferroviaires fut terminée avant le début de la Révolution. 4030 km. furent livrés à l'exploitation en 1916 et 2435 en 1917. Je ne dispose pas des données pour l'année 1915. Le gouvernement soviétique n'acheva en 7 années (1923-1930) que 4000 km. de nouvelles voies ferrées, c'est-à-dire moins qu'il n'en fut construit en la seule année 1916. Jusqu'aux derniers jours les constructions ferroviaires soviétiques se bornaient principalement aux travaux nécessaires pour l'achèvement des chemins de fer dont la construction avait été commencée avant la Révolution (Transport soviétique 1917-1927, G.I.Z., Moscou, 1928).

telle limitation de la liberté du travail des ouvriers que l'on se trouve en présence non seulement d'un travail demi-libre, mais quelquefois même d'un travail forcé.

L'économie rurale a été collectivisée pour pouvoir être ramenée dans le cadre de l'économie dirigée. De ce fait le paysan a été, en somme, réduit à l'état d'un simple « prolétaire de la terre ». Tout commerce libre a été défendu. La direction de l'ensemble de la production industrielle et de l'économie agraire a été centralisée pour être réduite à de simples formalités bureaucratiques pour la réalisation des plans décrétés. Le crédit a été supprimé et remplacé par le financement des établissements de l'État. Des signes de l'économie nationale naturelle se firent petit à petit sentir, et la notion de la valeur de l'argent commença à disparaître. En même temps disparaît de plus en plus la possibilité de tout contrôle de l'économie, puisque la monnaie ne donne plus la commune mesure des biens économiques. Tout ceci ramène rapidement l'économie de l'U.R.S.S. aux formes du communisme intégral dont apparaissent déjà tous les signes de décomposition et de désagrégation semblables à ceux que l'on a observés en 1920-1921.

C'est pour cela qu'à la fin de la troisième année du plan quinquennal, nous constatons un nouveau changement de la politique économique soviétique, et l'avènement de nouvelles formes de cette économie, dont les contours, il est vrai, ne se dessinent pas encore avec une netteté suffisante.

A l'heure actuelle il est encore impossible de prévoir quelle sera la voie suivie par les événements et si les Soviets vont faire une nouvelle tentative de renoncer aux formes socialistes de l'économie. On ne peut affirmer qu'une chose, c'est que les résultats n'ont pas justifié le plan quinquennal qui a entrepris la tâche d'aboutir à une

économie nationale qui se développe à l'abri des crises.

Certains estiment que la faute en est au manque de soins apportés à l'élaboration des plans, aux erreurs commises, à des points de départ erronés, etc.

Or, je me permets d'affirmer que la cause de ces déboires est bien plus profonde. L'économie soviétique dirigée est irréalisable en vertu de ses principes mêmes. On ne peut pas prévoir pour cinq années à l'avance le développement de l'économie nationale. *On ne peut pas, non plus, tracer de façon tout à fait arbitraire pour cinq années à l'avance le plan du développement économique et user de la force ensuite pour subordonner à ce plan toute la vie d'un pays. Or, c'est précisément cela que les bolchéviks ont tenté de faire en réalisant leur plan quinquennal.*

La vie s'est révélée plus forte que les prescriptions du parti communiste. Le plan quinquennal est resté sur le papier, et les conditions sont devenues si difficiles en Russie que les bolchéviks cherchent une issue en procédant à des réformes radicales dans toutes les branches de l'économie nationale.

L'économie est une des formes par lesquelles se manifestent la vie humaine, l'individualité. Pour que les nouvelles formes économiques soient viables, leur développement organique doit être basé sur l'activité individuelle dans le cadre des relations économiques.

Or, les bolchéviks le nient. Ils estiment qu'au moyen d'une poussée brusque, au moyen de la révolution, d'un effort spasmodique, il est possible de créer quelque chose de nouveau indépendamment des conditions existantes. L'expérience du plan quinquennal réfute cette théorie bolchévique.

A l'heure actuelle l'Europe cherche les voies nouvelles de la vie économique ; les anciennes formes sont souvent insuffisantes ; les nouvelles ne sont pas encore créées.

On ne peut affirmer qu'une chose : ces formes nouvelles, si elles sont viables, ne ressembleront pas à l'économie soviétique dirigée. Elles se développeront organiquement des formes économiques actuelles et, surtout, contrairement à la pratique bolchévique, elles tiendront compte de l'individu, de son bien-être et de ses désirs.

M. JÉGOULINE,
Professeur à l'Institut slave
de Prague.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale

Le traité franco-soviétique de non-agression

Deux grandes actualités ont occupé la première quinzaine de décembre : conférence du Désarmement à Genève; délibérations sur les dettes envers l'Amérique.

Un événement d'importance a pu passer ainsi presque inaperçu : le traité de non-agression conclu à Paris le 29 novembre entre la France et le Gouvernement des Soviets.

Les relations politiques avec Moscou ont d'ordinaire le privilège de susciter les passions les plus vives. Aussi ne perdons-nous rien pour attendre : quand ce traité viendra devant la Chambre pour ratification, nous aurons des séances palpitantes!

Aujourd'hui, essayons simplement de comprendre, en toute sérénité d'esprit; de juger, en toute impartialité.

I. Analyse du traité

De quoi s'agit-il? D'un pacte de non-agression. La France et les Soviets s'engagent mutuellement à ne pas s'attaquer; et à garder la neutralité si l'une ou l'autre se trouve impliquée dans un conflit. Voilà l'essentiel.

La France ne renie pas pour autant les responsabilités qui lui incombent en vertu d'accords antérieurs (Pacte de la Société des Nations, traité d'alliance avec la Pologne, etc...). L'article 3 dit expressément :

> Ces engagements ne peuvent en aucune façon limiter ou modifier les droits et obligations découlant pour chacune des hautes parties contractantes des accords conclus par elle avant l'entrée en vigueur du présent traité.

D'autre part, le Gouvernement de la République déclare prudemment que cet accord avec les Soviets ne peut en

ucune façon être interprété comme donnant des facilités articulières à la propagande révolutionnaire en France :

Art. 5. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à especter à tous égards la souveraineté ou l'autorité de l'autre partie ur l'intégralité de ses territoires tels qu'ils sont définis à l'article remier du présent traité, à ne s'immiscer en aucune façon dans ses ffaires intérieures, à s'abstenir notamment d'une action quelconque endant à susciter ou à favoriser toute agitation, propagande ou entative d'intervention ayant pour but de porter atteinte à son ntégrité territoriale ou de transformer par la force le régime poli- que ou social de tout ou partie de ses territoires.

Tel est ce traité de non-agression. En vue de lui assurer ongue vie, une convention spéciale organise une procédure e conciliation, à laquelle seront obligatoirement soumis ous différends franco-soviétiques.

Ayant analysé le pacte, il nous reste à le bien comprendre, t à le juger :

II. Explication du traité franco-soviétique

Tout contrat valide — réserve faite expressément des trai- és qui terminent une guerre — implique le libre consente- nent des parties. Chacun pense y trouver son avantage, quel n'est d'ordinaire qu'une résultante : une supériorité es profits sur les pertes, des garanties sur les risques.

Je ne pense pas qu'il existe un seul contrat, de droit privé u de droit public, comportant exclusivement des avantages our toutes les parties. Traiter, c'est transiger. Il est donc ussi facile de critiquer un pacte que difficile d'en discerner opportunité et d'en vouloir la conclusion.

Pour bien comprendre, et pour éviter, autant que possi- le, toute surprise, il nous paraît nécessaire de connaître les ntentions non seulement du Gouvernement de la Républi- ue, mais de son partenaire l'U.R.S.S. :

1°) *Le point de vue soviétique*

Ce pacte était désiré par les Soviets, n'ayons à cet égard ucun doute. La *Pravda*, les *Izvestia*, l'*Humanité*, ont publié

sur la question des articles très édifiants. Qu'on n'accuse point Moscou de collusion avec un État bourgeois : il s'agit de servir la IIIe Internationale, d'avancer dans le monde les affaires de la Révolution. « L'intérêt de l'U.R.S.S., coïncidant étroitement, ici comme toujours, avec l'intérêt du prolétariat mondial, dicte au gouvernement ouvrier et paysan sa politique de paix » (*Humanité* du 30 novembre).

Cette politique est assez simple. Elle comporte deux directives principales : désarmement universel et absolu; conclusion de pactes de non-agression avec le plus grand nombre d'États possible.

L'U.R.S.S. veut la paix. Mais qu'on ne s'y trompe pas : elle y voit surtout un moyen au service de la Révolution. L'actuel Commissaire du Peuple aux Affaires Étrangères, Staline, n'écrivait-il pas dans une revue de langue française (*Correspondance Internationale*, 14 déc. 1927, p. 1893) :

> Nous n'avons pas le droit d'oublier les paroles de Lénine qu'il importe beaucoup au succès de notre œuvre de pouvoir reculer la guerre inévitable avec le monde capitaliste, ou bien jusqu'au moment où la révolution prolétarienne sera mûre, en Europe, ou jusqu'au moment où les Révolutions seront mûres dans les pays coloniaux, ou enfin jusqu'au moment où les capitalistes commenceront à se battre les uns contre les autres pour le partage de ces colonies. C'est pourquoi le maintien de rapports pacifiques avec les pays capitalistes est pour nous une tâche indispensable.

Dans un monde pénétré de la pensée marxiste, tout est révolutionnaire : non seulement la vie sociale, mais la famille, mais les lettres et les arts, *a fortiori* le Gouvernement et la politique, même étrangère.

Traiter avec les Soviets, c'est forcément, inévitablement, traiter avec la Révolution. Toute concession faite aux Soviets profite à la Révolution. Le gouvernement bourgeois de la République française en est bien persuadé. Pourquoi donc a-t-il conclu ce pacte?

2°) *Le point de vue de la politique française*

D'abord, on estime, à Paris, n'avoir fait aucune concession

ıbstantielle. Depuis longtemps — depuis au moins 1924 — . France s'abstient de toute hostilité contre Moscou. Un 'aité de non-agression n'obligeait donc à aucun renonce- ıent.

La France a estimé d'autre part que toute consolidation de . paix dans l'Est européen ne pouvait qu'être favorable à ses liés, surtout à la Pologne.

Ce sont là, direz-vous, des motifs assez faibles pour expli- uer un acte aussi important, aussi grave, qu'un rapproche- ıent avec les Soviets. Tel est bien aussi notre avis; mais epuis quinze jours la lumière s'est faite : le pacte de non- gression n'est en réalité que la préface d'un accord commer- al.

Donnant, donnant. La France promet la sécurité aux oviets; ceux-ci, en échange, se montrent disposés à « inten- fier les relations économiques », euphémisme pour dire : nous réserver une part importante de leurs ressources étrolières.

Le pacte de non-agression serait à peu près inutile — donc peu près inexplicable — si on ne le replaçait dans la per- ɔective d'un accord commercial.

Reste à savoir si nous n'avons pas déjà payé ces avantages conomiques encore inconnus (qualifiés par les uns d' « illu- ɔires », de « problématiques » par les autres, d' « intéres- ıants » ou seulement d' « éventuels », etc...) par de réels acrifices politiques.

III. Appréciation du traité

Le problème paraît avoir deux aspects politiques bien dis- ncts, soit qu'il s'agisse de sécurité ou de propagande.

1°) *Au point de vue de la sécurité*

Envisageons l'hypothèse d'un conflit entre l'Allemagne et ı Pologne. En exécution du traité signé à Locarno le 16 octo- re 1925, la France se porte au secours de son alliée. Le pacte

franco-soviétique peut-il empêcher l'U.R.S.S. de prêter main-forte à l'Allemagne?

Oui, si les Soviets sont de bonne foi. Mais dans le cas contraire? Il suffirait de prétexter que la France encourage, sur son territoire, les menées des Russes blancs (art. 5) pour rompre le traité — d'une façon parfaitement juridique —. Ces engagements pacifiques sont donc extrêmement fragiles. Ils ne valent — le président Herriot lui-même nous l'apprend (1) — que par la manière dont ils seront appliqués. Ils reposent sur la bonne foi, et ne comportent aucune sanction.

Au point de vue sécurité, ce pacte n'a donc pour nous Français qu'une valeur très relative; mais nous avons déjà dit qu'il ne pouvait pas gêner notre politique nationale, essentiellement pacifique. Il nous obligera toutefois à plus de vigilance encore, plus de prudence, pour ne pas nous endormir sur un « accroissement de sécurité » à peu près irréel.

2°) *Au point de vue de la propagande*

Par contre, nous plaçant sur le plan des idées, de la moralité internationale, nous estimons fâcheux un rapprochement de ce genre avec les Soviets.

Traiter avec eux, c'est accroître leur autorité morale dans le monde. Lisez leur presse : elle ne se fait pas faute d'exploiter cette « victoire diplomatique ». La France, ancienne alliée des tsars, et qui fut longtemps à la tête du mouvement de réaction contre les bolcheviks (expéditions Denikine, Wrangel, Koltchak, etc...), reconnaît l'U.R.S.S., successivement *de facto* (1922) puis *de jure* (1924) et en vient à conclure un traité qui ressemble presque à une alliance. Les Soviets représentent donc une force, force politique, force économique, qui s'impose aux États les plus prévenus, les plus puissants. Thème facile pour la propagande de la IIIe Internationale.

Or la doctrine marxiste, surtout sous sa forme bolcheviste,

(1) Voir allocution à M. Dovgalesky.

st incompatible avec le christianisme. La conception maté-
aliste de la vie, la lutte des classes, sont en opposition
bsolue avec l'esprit évangélique.

Personne n'a plus la naïveté d'accorder quelque crédit à
ette distinction entre le Gouvernement des Soviets et l'or-
ane de propagande : « Internationale des Partis Communis-
es ». Fort heureusement, « l'incident Rakovsky » n'est pas
ncore oublié en France.

Personne ne peut même imaginer que l'Internationale
ommuniste ait effectivement renoncé à cette propagande,
ui est sa raison d'être.

L'engagement pris par les Soviets à l'article 5 peut donc
eulement servir à l'autorité française de titre à réprimer la
ropagande. Mais aurions-nous besoin de la permission de
Moscou, pour rester maîtres chez nous?...

*
* *

Faisons le bilan : *pour et contre*. Nous avons renforcé l'au-
orité morale des Soviets et par suite accru leur influence sur
es masses ouvrières de notre pays, en prévision d'un traité
e commerce éventuel, escompté comme avantageux. Tout
e reste, du point de vue français, est littérature.

Un bon traité de commerce, en période de chômage, n'est
ertes pas à dédaigner. Accroître la prospérité française, c'est
oulager bien des misères, c'est contribuer à la santé des
mes. Ce que le bolchevisme — en tant que doctrine —
agne d'un côté, peut-être le perdra-t-il de l'autre.

Le pacte de non-agression était la condition — je suis pres-
ue tenté d'écrire : la contre-partie — de l'accord commer-
ial. Si celui-ci nous apporte des avantages substantiels, il
ourra faire taire nos regrets. Sinon, l'acte du 29 novembre
e serait, pour nous Français, qu'une duperie, — pire que
ela : une faute.

JEAN LAPIERRE.

Précisions et controverses à propos du plan constructif

Les lecteurs de *La Vie Intellectuelle* ont eu sous les yeux plusieurs articles relatifs au « plan constructif ». Nous voudrions seulement apporter ici quelques précisions qui nous paraissent utiles, et sur un ou deux points, dans un domaine où les opinions demeurent libres, nuancer de quelques réserves les approbations exprimées.

Le plan constructif propose-t-il l'organisation de milices?

Je sais que, bien avant que la Revue l'ait employé à son tour dans le dernier numéro, de nombreux publicistes ont usé de ce mot en prenant leurs désirs, ou leurs craintes, pour des réalités.

En fait le plan constructif ne parle pas de milices. Ni le mot ni la chose ne s'y trouvent. Il n'y est question que *« d'une armée nationale de service à court terme et à effectif limité ne se prêtant pas à une offensive brusquée »*. C'est tout à fait différent.

L'organisation militaire des nations modernes se ramène à trois types principaux :

1° — *l'armée de métier*, dont la Reichswehr est un exemple;

2° — *l'armée de milices*, telle qu'on peut la voir en Suisse;

3° — *la nation armée*, combinaison hybride et onéreuse des deux précédents types, dont von der Goltz est un des théoriciens les plus connus, et qui s'est trouvée réalisée avant 1914 dans la plupart des grandes nations européennes. Depuis la guerre elle a été reconstituée en France, en Italie, en Russie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Dans la nation armée le service est à court terme, ce qui est le cas en

ance aujourd'hui, ou à long terme, comme au temps où ppel était de cinq, trois ou deux ans.

L'armée de milices diffère profondément de la nation armée. ur s'en convaincre, il suffit de lire *L'Armée moderne*, où ırès en a fait l'apologie. Elle consiste essentiellement en un dre permanent d'instructeurs, aussi réduit que possible, i ont pour tâche de donner une formation sommaire mais ffisante aux citoyens appelés seulement pour de courtes riodes, et détenteurs en tout temps (c'est au moins le cas ur la Suisse) de leur uniforme, de leurs armes et équipe-ents personnels. C'est évidemment le type de l'armée fensive.

La nation armée, même avec le service à court terme, est a fois défensive et offensive. Mais il est clair qu'elle se prêa d'autant moins à l'offensive que ce terme sera plus court, isqu'un moins grand nombre d'hommes tout mobilisés se ›uveront à chaque instant sous les drapeaux. A un certain gré de brièveté, ce service à court terme sera particulière-ent inapte à permettre une *offensive brusquée*. C'est contre oi la France tient surtout à se prémunir, et l'on a remarié, dans les deux lignes que nous venons d'extraire du emorandum, que ce qu'il prétend surtout instituer, c'est un vice impropre à une offensive brusquée.

Mais si réduit que l'on suppose ce service, étant donné surıt qu'il comportera toujours un certain nombre d'unités écialisées, composées de militaires engagés ou rengagés, il meure profondément différent du service de l'armée milinne. Il suppose toujours une armée constamment appelée, appuyée sur une large organisation d'états-majors permants, de centres de mobilisation puissamment outillés, de teresses, de magasins, d'arsenaux, et la présence nomeuse de régiments ou d'unités diverses vivant dans des sernes. Dans le cas de la nation armée, le territoire natio-l est, en tout temps, un vaste camp retranché où une née active, toujours alertée, forme le noyau préparé de la ›bilisation. Il suffira de la grossir par les réserves pour

qu'en quelques heures elles puissent couvrir ses frontières, et qu'en deux ou trois jours elle soit en état de prendre l'offensive ou d'adopter une attitude défensive, suivant les circonstances et les intentions de ses chefs.

Il me paraît très important de faire ces distinctions pour définir exactement la nature des propositions faites par le memorandum français, l'esprit qui l'inspire et les responsabilités qu'il endosse.

*
* *

On me permettra maintenant de dire un mot à propos de l'armée internationale que le memorandum Herriot-Boncour a empruntée au projet Maginot-Tardieu. En étudiant ici même ce dernier projet, il y a quelques mois, j'avais cru devoir faire des réserves assez formelles sur un plan d'armée internationale, séduisant en théorie, mais qu'on se garde de détailler, et qui prête à de sérieuses objections dès qu'on pense à le réaliser. Les journaux étrangers se sont longuement étendus sur ces objections. Je crains que nous n'ayons fourni des prétextes fondés à cette attitude, et je demande à M. Jean Lapierre, auteur du récent et excellent article paru dans la Revue, de m'autoriser à exposer pourquoi, sur ce point, je maintiens un point de vue assez différent du sien.

Examinons le fonctionnement, en temps de paix et en temps de guerre, de cette armée internationale destinée à donner force de loi aux décisions de la Société des Nations et à exécuter les sanctions jugées nécessaires.

Où résidera-t-elle et quelle sera son importance? Il résulte tant du projet Tardieu que du memorandum Herriot qu'elle sera constituée par un certain nombre d'unités, stationnées sur le territoire national sous le contrôle de la Société des Nations. Dans le projet Tardieu, la France acceptait de mettre une division à la disposition de l'organisme de Genève. Chaque nation étant appelée à participer suivant ses ressources à l'œuvre commune, on peut admettre que la Société des

ations disposerait de cinq ou six divisions et de quelques rigades, dont pas une ne parlerait la même langue, n'aurait ı même formation et ne posséderait la même doctrine que autre. On ne prétend pas en effet créer une doctrine mili- aire propre à la Société des Nations. Je demande qui contrô- era en temps de paix et commandera en temps de guerre ces uelques divisions où il faudra passer d'une brigade norvé- ienne à une brigade turque, en attendant que le système tendu au monde entier y insère des éléments chinois ou nexicains. Quel est l'état-major qui préparera la mobilisation e cette armée internationale et comment en recrutera-t-on es membres? Quelle langue y parlera-t-on? Quels principes y nettra-t-on en honneur? A quelle nationalité son chef appar- iendra-t-il? Le choisir parmi les officiers de grandes nations xposerait à des critiques et à des suspicions qui ne manque- aient pas de fondement. Sera-t-il donc suisse, ou danois, ou ıollandais?

Je demande quelle sera la valeur guerrière d'une armée ans recrutement et commandée par des chefs sans expérience lle la guerre moderne.

Mais voici, par une violation manifeste de la parole jurée, a guerre déclenchée, avec ou sans déclaration, par un des nembres de la Société des Nations. Prenons un cas concret, celui-là même qui a sans doute hanté la pensée des auteurs lu memorandum français.

L'Allemagne, réarmée par ce memorandum, décide, nous e supposons, de faire la guerre. L'armée internationale va entrer en jeu.

Rappelons-nous d'abord que toutes les nations menacées ont autorisées à conserver pour leur propre usage les unités pécialisées mises à la disposition de la Société des Nations. Ni la France, ni la Pologne, ni la Tchécoslovaquie, ni la Yougoslavie, ne songent donc à se démunir au profit de Genève. Que restera-t-il à l'armée internationale? L'Italie? Mais l'Al- emagne ne partira pas sans s'être assuré son concours. La Suède et la Norvège, la Roumanie, l'Espagne, la Turquie, la

Grèce? Ah! oui, l'Angleterre. Mais comment rassembler les morceaux de cette étrange mosaïque militaire, et que pèsera ce supplément de force guerrière en face de l'armée allemande? Que pourront tenter trois ou quatre divisions contre une nation qui en 1918 en avait deux cents (je dis deux cents) sous les armes, et quel concours intéressant seront-elles en mesure d'apporter aux pays victimes de l'agression?

Je n'insiste pas. Je crois en avoir assez dit pour justifier les réserves que le projet d'armée internationale, tel qu'on peut aujourd'hui en imaginer les modalités, est capable d'inspirer.

Ces réserves ne s'étendent pas à l'idée d'une internationalisation des forces aériennes. Ici encore il y aurait des difficultés. Mais c'est autre chose, et mon dessein n'est pas de les étudier.

COLONEL X.

DOCUMENTS

On chôme en Allemagne [1]

Le financement du chômage

Le problème de l'entretien des chômeurs est actuellement l'un des plus difficiles à résoudre. Chaque augmentation de l'armée des sans-travail rend caduques les mesures prises jusqu'alors. Il faut trouver de nouvelles solutions, boucher les fissures toujours menaçantes, ajouter tant bien que mal des pièces neuves au vêtement trop étroit, ceci sous le feu des opinions sociales divergentes qui alimentent la lutte des partis politiques exaspérés. C'est sur ce problème qu'est tombé le cabinet Bruning, sur lui que s'est surtout centrée la propagande électorale de juillet 1932, sur lui que les gouvernements basent leurs projets de travail obligatoire ou d'inflation déguisée.

Le financement du chômage comporte historiquement trois étapes, et techniquement trois catégories suivant le mode d'assistance ou d'allocation :

1) L'assurance-chômage ;
2) L'assistance de crise ;
3) L'assistance communale.

*
* *

L'assurance-chômage a été rendue obligatoire par la

(1) Voir n° du 10 novembre, pp. 468 et s., et n° du 10 décembre, pp. 251 et s.

loi du 16 juillet 1927 (1). Elle est alimentée par un prélèvement sur les salaires supporté moitié par le patron et moitié par le salarié. Ce prélèvement était prévu de 3 % au total par la loi. Avait droit à l'allocation quiconque avait été obligatoirement assuré pendant 26 semaines durant l'année précédant le chômage. Cette allocation était elle-même payée au chômeur pendant 26 semaines. Le taux de l'allocation était fonction du salaire précédemment payé, avec un plafond maximum de 80 % du salaire moyen.

Cette assurance était administrée par la Reichsanstalt qui, d'après les prévisions, devait se suffire à elle-même les contributions provenant des salaires devant équilibrer les allocations versées.

Bien vite, la Reichsanstalt fut débordée.

Dès 1927 on enregistrait un déficit de 64,7 millions de RM : 755,4 millions de dépenses pour 690,7 millions provenant des salaires.

On commença par recourir au secours le plus simple : l'appel au Reich. Le Reich, qui avait avancé 50 millions lors de la fondation de la Reichsanstalt, prit à son compte une partie de l'entretien du chômage professionnel, soit 105,43 millions pour 1928 et 1929. Puis les avances continuèrent :

En 1928	184,14 millions
— 1929	438,83
— 1930	418

Parallèlement, on s'attacha à augmenter les recettes en modifiant le taux de la cotisation. De 3 % elle passe à 3 1/2 % le 1er janvier 1929, à 4 1/2 % le 1er août 1930 à 6 1/2 % à partir du 6 octobre 1930. C'était là un pla

(1) Sur le fonctionnement et les modifications de cette loi, on consultera avec profit le rapport de M. E. Thiele, le 22 mars 1931 à l'Académie d'éducation et d'entr'aide sociales. Il a été publié par les Dossiers de l'Action Populaire le 10 mai 1932.

fond impossible à dépasser. Les recettes augmentèrent, mais le déficit persista (1) :

Année	Recettes provenant des salaires	Dépenses de l'assurance-chômage
1927	690,7	755,4 millions de RM
1928	823,7	941,4
1929	869,2	1.282,7
1930	1.061,7	1.799,8
1931	1.436	1.530,6

On comprima les dépenses. La durée du paiement de l'allocation passa de 26 à 20 semaines, puis 13 semaines en juin 1931. On contrôla de plus en plus sévèrement les ayant-droit. On réduisit le taux des allocations :

Moyenne par tête et par mois :

1929/30	88,8 RM	
1930/31	82,1	
1931/32	70,5	
1932/33	57	(prévision approximative)

Rien n'y fit. On a calculé que, même avec ces restrictions nécessaires, la Reichsanstalt aurait pu en 1928 soutenir 805.000 chômeurs, contre 890.000 qu'il lui fallut effectivement soutenir; en 1929, 835.000 contre 1.275.000; en 1930, 1.050.000 contre 1.769.000. Les différents bureaux de travail enregistraient régulièrement leur impuissance à résister au flot. Si l'Allemagne du sud-ouest, moins touchée, arrivait à couvrir en 1930 84,6 % de ses dépenses, la Saxe, elle, ne couvrait que 52 %, la Poméranie 46,6 %, la Prusse orientale 41,4 %.

On s'attacha donc à créer à côté de l'assurance-chômage d'autres formes d'assistance, pour soulager la Reichsanstalt. Le nombre de chômeurs soutenus par celle-ci diminua progressivement : 86,4 % du total des chômeurs en 1928-29, 83,1 % en 1929-30, 58,8 % en 1930-31, 35,6 % en 1931-32.

(1) Chiffres donnés par la revue *Der Arbeitgeber*, 15 nov. 1931.

Et le déficit continuant, le décret-loi du 15 juin 1932 vint donner le coup de grâce à l'assurance-chômage. Le montant des allocations fut diminué de 23 %, et le droit à l'allocation fut limité à 6 semaines, après lesquelles il est subordonné à un examen de l'état de nécessité des intéressés. Autant dire que l'assurance est morte, et que l'assistance lui succède. La fameuse loi de 1927 n'existe plus qu'à l'état d'organe-témoin.

Ainsi régie, on envisage que la Reichsanstalt pourra vivre de ses propres moyens. On pense même que son éternel déficit va se muer en un excédent de 280 millions, excédent assez problématique, et dont l'emploi est par ailleurs déjà prévu.

*
* *

En réduisant constamment la clientèle de la Reichsanstalt pour équilibrer le budget de celle-ci, on arrivait à résoudre tant bien que mal la question du financement de l'assurance. On ne faisait pourtant aucun progrès quant au problème du nombre total des chômeurs à secourir. Il fallait trouver autre chose, créer une institution pour s'occuper de ceux qui n'avaient pas droit à l'assurance, ou qui avaient épuisé les quelques semaines pendant lesquelles ils avaient droit à l'allocation. Il ne s'agissait plus maintenant de droit, ni d'assurance, mais d'assistance et de bienfaisance. C'est dans cet esprit que l'Allemagne organisa *l'assistance de crise.*

Déjà, dans la loi du 16 juillet 1927, cette soupape de sûreté était prévue : le ministre du Reich était autorisé, en cas de crise particulièrement aiguë, à distribuer des secours non prévus par l'assurance et dits : secours de crise. Cette assistance dut bien vite s'employer à fond pendant le dur hiver 1928-29, aggravé par le lock-out de la Rhein-Westphalische Stahl- und Eisenindustrie. Son financement était pour les 4/5 à la charge du Reich par l'intermédiaire de la Reichsanstalt, pour 1/5 à la charge des communes.

La crue arriva bien vite. Le budget de l'assistance de

rise enfla rapidement : 166,6 millions de RM en 1927-28, 189,1 en 1929-30, 451,5 en 1930-31, 894,6 en 1931-32, 1092 millions prévus pour 1932-33. Comme on l'avait fait pour l'assurance, on réduisit la moyenne mensuelle de l'allocation :

1928/29	83,5 RM
1929/30	77,2
1930/31	68,7
1931/32	59,2
1932/33	50 (prévisions approximatives)

On créa par le décret-loi du 5 juin 1931 un impôt de crise destiné à alimenter l'assistance de crise : impôt sur les salaires de 1 à 5 % du salaire net, et impôt supplémentaire de 1,75 à 4 % sur les revenus. Ce fut une goutte d'eau dans l'océan. Combiné avec un nouvel impôt sur l'évasion des capitaux (!!!), l'impôt de crise rapporta en 1931-32 223,2 millions pour un budget d'assistance de crise s'élevant à 894,6 millions.

On dut limiter la durée de l'assistance de crise, et faire ainsi la part du feu dans le budget du Reich. Cette durée fut fixée à 55 semaines au maximum par le décret-loi du 5 juin 1931, elle fut réduite plus tard à 39 semaines. Enfin l'impôt de crise fut remanié de fond en comble par le décret-loi du 15 juin 1932 et remplacé par un impôt de « secours aux chômeurs », qui élève la taxe sur les salaires, l'étend aux traitements des fonctionnaires et employés du Reich et augmente le rendement du précédent impôt de crise sur les revenus. Les recettes à provenir de cet impôt sont prévues comme devant s'élever à 400 millions pour l'exercice 1932-33. Elles sont donc encore très éloignées de fournir au Reich de quoi alimenter le budget de l'assistance de crise.

*
* *

L'assistance de crise ayant été, elle aussi, limitée (nous n'osons pas dire : équilibrée) pour faire la part du feu,

il fallait encore organiser quelque chose pour les chômeurs ainsi éliminés de ce budget d'allocations. On avait nettement déterminé deux catégories de chômeurs et organisé le financement de leurs subventions. Il restait « le reste », l'imprévu quant au nombre et à la durée. De ce reste, l'État déclara se désintéresser : il était allé jusqu'à l'extrême limite (et même vraisemblablement au-delà) de ses possibilités financières : aux communes maintenant de prendre à leur charge le surplus de l'armée des sans-travail et de les entretenir comme elles le pourraient, avec les moyens du bord.

Les communes reçurent donc tout le poids des charges dont le Reich ne voulait pas, et ces charges étaient lourdes de toute l'augmentation du chômage allemand, puisque les autres budgets d'allocations étaient « stabilisés ». Il en résulta une accélération rapide des dépenses municipales. Sans compter le 1/5 de l'assistance de crise qu'elles devaient fournir, les communes dépensèrent pour l'assistance communale (1) :

1928/29	135	millions de RM
1929/30	230	
1930/31	500	
1931/32	925	
1932/33	1.142	(prévisions approximatives)

Le montant par tête des secours distribués diminua naturellement à mesure que les charges augmentaient, et varie notablement suivant la situation budgétaire des municipalités. En moyenne on estime ce montant à 58 RM par mois pour 1930-31, 53 RM pour 1931-32, 50 pour 1932-33. Dans la pratique, au 1er mars 1932, Berlin distribuait comme allocation-type pour célibataire 35 RM par mois, Munich 40 M, Francfort 40 M (on y distribuait encore 53 RM au 1er août 1931), Stuttgart 42 M, et dans

(1) Évaluation d'après les statistiques officielles.

es villes nécessiteuses : Oldenburg 24,70 M, Recklinghausen 23,50, Weiden 21,20.

Comment les communes d'Allemagne arrivent — ou n'arrivent pas — à équilibrer des budgets si lourdement obérés, c'est ce que nous verrons dans un chapitre spécial. Nous constatons seulement ici que les municipalités ont de plus en plus supporté le poids le plus lourd de la crise. C'est ce qu'indique clairement le tableau de la répartition des chômeurs entre les différentes catégories d'assistance ou d'assurance :

	Assurance (1)	Assistance de crise	Assistance municipale
1925/26	100 %		
1926/27	100 %		
1927/28	82,2 %	17,8 %	
1928/29	90,5 %	9,5 %	
1929/30	86,7 %	13,3 %	
1930/31	59,8 %	17,4 %	22,8 %
1931/32	36,4 %	29,4 %	34,2 %
1932/33	23,1 %	34,5 %	42,4 %

*
* *

Nous avons constaté d'après les chiffres officiels quel était dans chaque catégorie le montant des allocations-types. En 1931-32, par exemple, 70,5 M par mois pour l'assurance, 59,2 pour l'assistance de crise, 53 M pour l'assistance municipale; en 1932-33, d'après les prévisions : 57 M, 50 M et 50 M respectivement. Ces chiffres représentent l'ensemble des frais de chaque catégorie divisé par le nombre de chômeurs qu'elle soutient. Pour savoir ce que touche réellement le chômeur, il faut en défalquer les frais généraux : administration, bâtiments, traitements des fonctionnaires et employés, etc... Pour

(1) Y compris le financement des travaux organisés pour les chômeurs, financement qui émarge aussi en partie au budget de l'assistance de crise.

une dépense de 70,5 M dans l'assurance-chômage en 1931-32, l'intéressé ne touchera par exemple que 63,4 M.

L'assurance-chômage comporte onze catégories d'indemnités, suivant le salaire précédemment gagné par l'intéressé : Dans la catégorie minima un célibataire touche de 5,60 M à 18,90 par semaine. Dans la catégorie maxima, un ménage avec 6 enfants peut toucher de 6,40 à 37,80 M par semaine. En cas d'insuffisance, des allocations sont compatibles avec un supplément donné par l'assistance communale après enquête.

L'assistance de crise comporte sept catégories d'indemnités. Le célibataire touche de 5,60 à 11,55 M par semaine. Le ménage avec enfants de 6,40 à 24,38 M.

L'assistance communale, comme nous l'avons vu, est variable suivant la situation financière des municipalités.

L'enquête sur le degré de nécessité du chômeur, enquête qui désormais a lieu même pour l'assurance, est surtout basée sur les déclarations de l'intéressé, avec menace de suppression de tout soutien en cas de déclaration fausse. Le chômeur déclare quel est son loyer, sa situation de famille, le salaire de sa femme, les personnes à sa charge, les revenus qu'il peut recevoir; et le montant de l'allocation est basé sur ces données. Des inspecteurs attachés à chaque bureau du travail contrôlent les assertions, et dans la pratique les déclarations sont rarement fausses : en 1931, 89.834 allocations furent refusées pour chômage simulé, soit à peu près 1 %. On mentionne même à ce point de vue une certaine surveillance des chômeurs les uns par les autres, et les dénonciations ne sont pas rares, tellement on a le sentiment que l'allocation indûment touchée est un vol à la communauté publique (1).

(1) Signalons cependant l'activité du marché « noir » du travail, où les chômeurs trouvent à s'employer secrètement sans perdre leur allocation. Une estimation qu'on ne peut accepter qu'avec les plus grandes réserves, évalue à 2 millions les salaires « noirs » ainsi payés en 1931 pour le seul Berlin dans l'industrie du bâtiment.

Dans toutes les catégories, l'allocation de chômage est supprimée ou diminuée :

1) Pour la femme, en cas de mariage ;

2) Pour la famille, au cas où les enfants atteignent leur majorité (21 ans) ;

3) Pour le chômeur qui trouve du travail agricole ;

4) Pour le chômeur qui touche des revenus ;

5) Le chômeur qui refuse du travail se voit supprimer son allocation pendant 6 semaines, à moins que le salaire offert pour ce travail ne soit inférieur aux tarifs officiels.

Nous avons contrôlé sur place les différents chiffres d'allocations indiqués, et ils nous ont paru conformes à la réalité. Voici quelques constatations faites en visitant les bureaux de travail (chargés de la distribution des allocations d'assurance et d'assistance de crise) et des bureaux de bienfaisance (chargés de l'assistance communale) (1) :

Tel célibataire dont nous avons examiné la fiche à Berlin au moment du paiement de son allocation touchait (assistance communale) 8,05 M par semaine, plus 2,15 M de secours pour son loyer, soit 10,20 M par semaine.

Tel petit rentier ruiné touchait comme allocation spéciale (*gehobene Fürsorge*) 39 M par semaine. Dans cette catégorie l'intéressé touche 17 M en plus s'il est marié, 11 M en plus par enfant jusqu'à 6 enfants, 13 M en plus par enfant au-delà de 6 enfants.

Une partie de ces allocations peut être payée en nature. Le chômeur qui a besoin de vêtements reçoit un bon pour une maison de confections qu'il peut choisir sur une liste qu'on lui propose. Ce bon de vêtements se

(1) Les chiffres qui suivent ont été constatés avant la mise en vigueur du décret-loi du 15 juin 1932. Il faudrait donc, pour obtenir les chiffres actuels, diminuer de 23 o/o pour l'assurance-chômage, 10 o/o pour les secours de crise et 15 o/o pour l'assistance communale.

monte à 36 M pour un ouvrier qualifié, employé, etc., 27 M pour les autres. Même remarque pour le resseme lage qui occupe 15 à 20 cordonniers pour un seul burea de travail à Berlin.

Des soupes populaires, payées de 0,10 à 0,15 M, per mettent au chômeur de se nourrir à peu de frais, de sort qu'en général il peut se tirer d'affaire. Nous disons « e général », car il y a des quantités d'exceptions. Il est dif ficile d'estimer abstraitement quelle allocation minim est nécessaire pour vivre. Tout dépend des condition locales, des organisations municipales d'aide en natur au chômeur. Il est vraisemblable cependant que les allo cations d'assistance communale inférieures à 30 M pa mois ne donnent au chômeur que des conditions d'exis tence extrêmement précaires. Le tarif des loyers, malgr sa prise en considération par les services d'assistance, es parfois une charge écrasante. Nous avons rencontré l cas d'un chômeur, avec femme et enfant, qui touchait e tout 52 M par mois, et qui devait dépenser pour so loyer (une seule chambre) 30 M : restent 22 M par moi pour nourrir trois personnes, ce qui est absolumen insuffisant.

*
* *

C'est alors qu'intervient la charité privée.

Les organisations privées de bienfaisance se sont donn pour tâche de combler les lacunes de la bienfaisanc publique, si parfaitement organisée que soit celle-ci. O imagine difficilement avec quelle générosité elle joue c rôle, et combien l'esprit de solidarité si vivant en Alle magne suscite de sacrifices pour aider les nécessiteux Partout se sont organisées des soupes populaires, des dis tributions de secours en nature. Pas un couvent, pas un paroisse qui n'ait ses organisations spéciales de bienfai sance pour leur venir en aide. Caritas-Verband, Inner Mission, etc., multiplièrent leurs activités. Pendant l'hi ver 1931-32, la Mission Intérieure (protestante) distribu à Berlin près de 8000 portions par jour dans ses 62 sou

es populaires et ses 37 centres de distribution de vivres. endant l'année 1931, la bienfaisance catholique distri- ua dans le même Berlin 950.760 portions. Les « con- ltations » quotidiennes voient défiler chaque jour une ntaine de personnes au centre Berlinois du Caritas- erband, ce qui signifie en général une centaine de cours distribués. Cette bienfaisance est alimentée uni- uement par la générosité publique, qui se montre inlas- ble malgré les difficultés générales. A Munich, cinq uêtes dans les rues pour les chômeurs pendant l'hiver 31-32 rapportèrent 99.014 RM. Dans le même temps, uatre quêtes à domicile donnaient 211.605 RM; les sous- iptions organisées par les journaux, la radio, etc., don- ient plus de 80.000 M; les dons en nature s'y ajoutèrent our un total de plus de 450.000 M. Berlin distribue à re de secours privés plus de 2 millions de RM pendant iver 1931-32. Dans telle petite paroisse catholique de oo âmes, le tronc pour les pauvres donne régulière- ent 17 M par semaine, et si le curé a signalé des cas essants, ce chiffre monte jusqu'à 70 à 75 M.

Le courant de charité est splendide. Pourtant lui aussi s'épuise, car le nombre des foyers atteints par la crise multiplie inexorablement. Les directeurs d'œuvres nous ont pas caché leurs appréhensions pour l'hiver i vient. Déjà de gros donateurs, industriels ou autres, t discrètement fait savoir qu'il ne faudrait plus comp- à l'avenir sur les secours habituels. On envisage que ur l'hiver prochain les fonds recueillis par la charité blique atteindront environ la moitié des fonds recueil- pour l'hiver dernier. Or il y a déjà 1 million 1/2 de ômeurs de plus, et les secours publics sont diminués de à 20 %.

Et si la courbe du chômage continue de monter?

VICTOR DILLARD.

La campagne électorale américaine

A bien des égards, la récente campagne électorale au
États-Unis a porté sur des hommes plutôt que sur des idées
On a discuté une gestion, celle du président Hoover, et le
aptitudes de son concurrent. Certaines questions brûlantes
ainsi les dettes interalliées, ont été soigneusement passée
sous silence. Les raisons qui ont poussé tel ou tel citoyen
voter « démocrate » ou « républicain » variaient souven
d'un électeur à l'autre. Cependant chacun des deux partis
sa « philosophie » et sa clientèle particulière : nous vou
drions recueillir ici quelques-uns des trop rares textes o
leur attitude générale s'affirmait.

I. — Les démocrates

M. Franklin Roosevelt

M. Franklin Roosevelt fait profession de « libéralisme »
Dans sa bouche, ce mot ne veut point dire, comme e
Europe, la doctrine du laisser-faire, mais tout au contrair
l'entr'aide sociale en faveur des déshérités. Il s'est plu à cite
les encycliques pontificales et à souligner leur conformit
avec ses vues. Parmi ses devanciers américains, il se réclam
de Jefferson : à deux reprises, devant ses électeurs de Den
ver et de San-Francisco, il en a résumé l'idéal.

Bornons-nous à citer son discours de San-Francisco.

« Le problème du gouvernement, dit-il, a toujours été d
savoir si les individus auront à servir quelque système gou

ernemental, ou si un système de gouvernement ou d'économie existe pour servir les individus...

« ... La croissance des gouvernements nationaux en Europe t une lutte pour le développement d'une force centralisée ans la nation, assez forte pour imposer la paix aux barons ui se partageaient l'autorité. En plus d'un cas la victoire u gouvernement central, la création d'un gouvernement entral fort, a été un port de refuge pour l'individu. Le euple préférait le maître lointain à l'exploitation et à la uauté du maître plus petit mais plus proche.

« Mais les créateurs du gouvernement national ont été rcément des hommes impitoyables. Ils furent souvent uels dans leurs méthodes, mais ils luttaient fermement our quelque chose dont la société avait besoin et qu'elle ésirait beaucoup — un État central fort, capable de mainnir la paix, d'éliminer la guerre civile, de remettre à sa lace le gentilhomme insubordonné, et de permettre à la asse des individus de vivre en sécurité.

« L'homme fort et impitoyable a eu sa place dans le développement d'une contrée de pionniers, tout comme il l'a eue n fixant le pouvoir du gouvernement central dans le développement des nations. La société l'a bien payé pour les sercces qu'il rendait et pour son propre développement. ependant, quand le développement des nations européenes se fut achevé, l'ambition et l'inflexibilité, ayant rempli ur but, tendirent à dépasser toute limite.

« Il y eut un sentiment croissant que le gouvernement ait conduit pour le bien-être de quelques-uns qui prospéient illégitimement aux dépens de tous. Le peuple cherne un contrepoids, — une force limitative. Graduellement, ar les conseils municipaux, les corporations, les parlements ationaux, par la constitution et la participation ou le contôle populaire, des limitations au pouvoir arbitraire eurent eu.

« Un autre facteur qui tendit à limiter le pouvoir de ceux ui gouvernaient, ce fut l'avènement de la conception éthique suivant laquelle un gouvernant a la responsabilité du ien-être de ses sujets. »

Après avoir dépeint la lutte historique entre Hamilton et Jefferson, le premier conservateur, l'autre individualiste, M. Franklin Roosevelt décrit la genèse de l'ère industrielle :

« C'est dans le milieu du XIXe siècle qu'une nouvelle force fut libérée et un nouveau rêve créé. La Force fut ce qui est appelé la révolution industrielle, le progrès de la vapeur et de la machine, et l'avènement des précurseurs du plan industriel moderne.

« Le rêve était le rêve d'une machine économique, capable d'élever le niveau de vie pour chacun ; de mettre le luxe à la portée du plus humble; d'annihiler la distance par la vapeur et ensuite par l'électricité, et de libérer chacun de l'accablement du plus dur travail manuel.

« Il fallait s'attendre à ce que cela dût nécessairement affecter le gouvernement. Jusque-là, le gouvernement avait seulement été invité à produire des conditions dans lesquelles le peuple pût vivre avec joie, travailler en paix et reposer en toute sécurité. Maintenant on l'invoquait pour qu'il aidât à l'accomplissement de ce nouveau rêve.

« Il y avait, cependant, une ombre sur le rêve. Pour devenir réel, il exigeait l'usage des talents d'hommes terriblement volontaires et terriblement ambitieux, car les problèmes des finances et des travaux publics, et les nouveaux développements, ne pouvaient se résoudre par aucune autre force.

« Si manifestes étaient les avantages de l'ère machiniste, cependant, que les États-Unis, vaillamment, joyeusement, et, je pense, à bon droit, acceptèrent l'amer avec le doux.

« On pensait qu'aucun prix n'était trop haut pour payer les avantages que nous pourrions tirer d'un système industriel fini.

« Tout le monde s'accorde à dire que l'histoire du dernier demi-siècle est dans une large mesure l'histoire d'un groupe de titans financiers, dont les méthodes n'étaient pas scrutées avec trop de soin, et qui étaient honorés en proportion des résultats produits, sans égards aux moyens dont ils se servaient. »

Aujourd'hui, la tâche de ces hommes est remplie, et la concentration des affaires devient un danger : six cents corporations contrôlent les deux tiers de l'industrie américaine; dix millions de petites entreprises se partagent l'autre tiers.

« Tout comme autrefois le gouvernement central fut d'abord un port de refuge et ensuite une menace, ainsi, maintenant, dans un système économique étroit, l'unité financière centrale et ambitieuse n'est plus une servante du vœu national, mais un danger. Je voudrais pousser la comparaison un peu plus loin. Nous n'avons pas cru, parce que le gouvernement national était devenu une menace au XVIIIe siècle, que désormais il nous faudrait abandonner le principe d'un gouvernement national.

« Et aujourd'hui non plus, nous n'abandonnerons pas le principe des fortes unités économiques appelées corporations, simplement parce que leur pouvoir est susceptible d'abus faciles.

« En d'autres temps nous avons traité le problème d'un gouvernement central illégitimement ambitieux en le transformant graduellement en un gouvernement démocratique constitutionnel. Ainsi aujourd'hui nous sommes en train de modifier et de contrôler nos unités économiques.

« A mon avis, la tâche du gouvernement, dans ses rapports avec les affaires, est d'aider à développer une déclaration des droits économiques (1), un ordre constitutionnel économique. Telle est la tâche commune des hommes d'État et des hommes d'affaires. C'est l'exigence minimum d'un ordre de choses plus stable... »

M. Alfred E. Smith

On sait que M. Alfred E. Smith fut en 1928 le candidat démocrate à la présidence des États-Unis. Il échoua pour des

(1) Ce n'est pas une allusion à la Déclaration française des droits de l'homme, mais à la *Declaration of Rights* américaine.

raisons auxquelles sa foi catholique n'était pas étrangère. Cette année, il voulait se remettre sur les rangs, et la préférence donnée à M. Roosevelt a contristé ses admirateurs. Après un silence momentané, il n'en a pas moins appuyé très loyalement les efforts de son parti, et son discours de Boston exhortait ses partisans catholiques à considérer le bien commun plutôt que leurs rancunes même légitimes :

« Il ne peut y avoir ni bigoterie ni ressentiment dans une âme catholique. Il ne peut pas y en avoir. On nous a enseigné — et il nous est impossible de rompre avec cette leçon — que notre première considération doit être notre patrie.

« On nous a enseigné dans nos écoles élémentaires que le Dieu tout-puissant lui-même a fait ce pays et l'a caché derrière un voile pendant des siècles jusqu'à ce que la civilisation fût apte à prendre avantage de ses grandes ressources naturelles, et alors il a permis au vaillant *Santa Maria* (1) de percer le voile afin que les États-Unis puissent s'ouvrir au monde comme un port de refuge et un havre de repos pour les écrasés, les pauvres et les opprimés de tout pays.

« C'est de cette façon que nous voyons notre pays. C'est à cause de cela que nous lui donnons notre allégeance. C'est à cause de cela que nous lui donnons notre loyauté et notre dévouement, et aucun contre-courant de discussions politiques ne nous en détournera jamais... »

M. Owen D. Young

M. Alfred E. Smith s'adressait à la masse et particulièrement aux immigrants. M. Owen D. Young — l'auteur du plan Young — rassurait les hommes d'affaires et apportait aux démocrates sa compétence indiscutable en matière internationale et financière.

(1) Le navire de Christophe Colomb.

Dans son discours de New-York, il rappelait ses déclarations de 1928 en faveur de M. Smith :

« Notre position dans le monde sera aidée par l'élection d'un parti libéral en ce moment. Depuis la guerre le progrès international a été facilité grandement par les partis libéraux. Il y a une moindre suspicion et une coopération plus sympathique inhérente entre les partis libéraux du monde qu'entre les partis conservateurs. La confiance, non la suspicion, est l'attitude des libéraux. Le courage de l'action désintéressée plutôt que la crainte des intérêts égoïstes, voilà ce qui est naturel à un parti libéral... »

Les États-Unis, après la guerre, avaient le choix entre deux attitudes : le repliement sur eux-mêmes et la collaboration avec le reste du monde; ils n'ont pas su se décider, et leurs hésitations ont déterminé la crise :

« Avec les changes étrangers tronqués, avec notre propre système économique menacé, avec les dettes, tant domestiques qu'extérieures, broyant les peuples en tout pays, il est temps que les partis libéraux viennent au pouvoir pour sauver les conservateurs de leur propre destruction, et pour sauver le reste de ceux qui sont aussi victimes. Avant cela notre excédent de coton ne bougera pas de nos plantations du Sud; notre excédent de grains ne bougera pas de nos fermes du Nord; notre excédent de produits manufacturés ne bougera pas de nos fabriques dans tout le pays; et notre excédent de travail et de marchandises, qui nous écrase maintenant économiquement, ne disparaîtra pas auparavant. C'est la restauration du trafic qui commande, non seulement le salut économique, mais le salut social du monde. »

Les progressistes

Enfin M. Roosevelt a recueilli les suffrages des « progressistes ». Ce sont des « républicains », mais des « républi-

cains » mécontents. Ils représentent les fermiers de l'Ouest, qui, dès avant la crise, se heurtaient à de graves difficultés matérielles. La plupart d'entre eux s'étaient séparés de leur parti une première fois, en 1912, pour soutenir la candidature indépendante de Théodore Roosevelt. Ils ont appuyé son cousin, mais avec des nuances.

M. Hiram Johnson, sénateur de Californie, s'est lancé dans la bataille avec enthousiasme. Pour lui, la philosophie sociale de M. Hoover représente « le droit divin des grandes affaires, et des banquiers internationaux, et des grandes corporations, à maintenir, opérer et conduire notre gouvernement ». Au contraire, celle de M. Roosevelt représente « le droit de tous, hauts et bas, grands et petits, riches et pauvres, à se partager également les bénédictions du gouvernement, et à participer à ses bénéfices ».

Pour d'autres, tels que M. Robert M. La Follette, sénateur du Wisconsin, il ne faut « pas avoir d'illusions sur l'un ou l'autre des deux vieux partis politiques », mais le président Hoover est « cent pour cent réactionnaire », tandis que M. Roosevelt, qui « a pris sur certaines questions une position sur laquelle bien des progressistes ne sont pas d'accord », a cependant « exprimé dans ses discours un point de vue libéral sur certains faits économiques, et cela, de même que son activité de gouverneur, rend normal pour les progressistes de le soutenir dans cette campagne particulière ».

Ceux qui voudraient aller plus loin, ajoutait M. La Follette, n'ont qu'à voter pour les socialistes : « mais les progressistes ne sont pas dans cette catégorie ».

II. — Les républicains

M. Herbert Hoover

Le président sortant avait à se défendre. Ses discours renferment donc encore moins d'idées que ceux de ses adversaires : ils portent sur des mesures concrètes, les siennes

propres, ou celles qu'envisage M. Roosevelt. En général, un protectionnisme rigide caractérise ses desseins. Il accuse le chaos européen d'avoir engendré la crise; les États-Unis doivent s'en tenir à l'écart, tout en aidant à bâtir la paix internationale. M. Hoover rappelle aux femmes l'œuvre familiale et sociale de son parti; aux nègres, il rappelle que ce parti continue à les protéger traditionnellement. Dans son appel final, il définissait comme suit l'idéal américain :

« Nous sommes une nation de foyers, où l'accomplissement des individus est nourri par un maximum de franchise dans une liberté ordonnée. Le but final de notre progrès est de bâtir en vue de la sécurité et de la joie dans ces foyers où l'inspiration de nos fois religieuses implantera dans nos enfants ces principes d'ordre social et d'idéalisme, et où notre gouvernement contribuera à sauvegarder pour ces enfants leurs futures chances. »

Après les élections, les États-Unis auront à résoudre divers problèmes graves :

« ... Nos problèmes sont les suivants : que le monde ait la paix; que la prospérité de la nation soit diffusée chez tous; que nous bâtissions plus solidement l'idéal des chances égales pour tous; que nous assurions cette obéissance à la loi qui est essentielle à la vie de nos institutions; que l'honnêteté et la droiture en affaires viennent affermir la confiance de notre peuple dans ses institutions et ses lois; que notre gouvernement contribue à diriger tout cela. »

Ce programme d' « ordre moral », d'après M. Hoover, n'entrave donc point le développement de l'individu; mais, au lieu du mot « libéralisme », nous avons une autre formule : « les chances égales pour tous » :

« Nous avons bâti une nation sur certaines conceptions d'égalité et de franchise personnelle qui sont uniques au monde. En tant que peuple, nous avons cherché un système

qui puisse donner des chances à chaque individu et le stimuler intellectuellement au plus haut point, et qui, par l'accumulation de ces apports, vienne enrichir la vie nationale et produire le progrès, et qui, par la somme de tout cela, produise un nouveau *standard* intellectuel pour le monde et la garantie d'un progrès national qui vaille tout ce que nous y avons mis. Nous avons créé l'égalité politique des hommes à la naissance, l'égalité des hommes devant la loi, et nous nous sommes proposé l'idéal de chances égales pour les hommes et les femmes...

« Une partie fondamentale de cette égalité de chances et celle pour laquelle les États-Unis sont uniques et enviés de tous les peuples, c'est notre système d'éducation universelle gratuite, grâce auquel l'enfant de la plus humble maison peut apprendre, de l'alphabet à la théorie d'Einstein, tout ce que l'esprit de l'homme a accumulé depuis les siècles pour son instruction et son équipement dans la bataille de la vie. Nous avons été si jaloux de maintenir cette chose fondamentale : les chances égales de la nation, qu'il n'y a rien d'étonnant si, dans la plénitude de cette franchise que nous avons protégée, on a vu apparaître périodiquement, dans notre histoire, sa transformation en licence, spécialement sur le terrain économique et sur le terrain du crime, qui doit être restreint avec vigilance.

« Notre but fondamental, c'est le développement de la croissance morale et spirituelle, et l'affermissement de l'idéal national et du caractère national, mais, dans les restrictions, nous avons constamment pris garde à ne point étouffer les chances intellectuelles et l'initiative des hommes, car de celles-ci découle la nouvelle force dont la nation se nourrit constamment. »

M. Ogden G. Mills

Un grand nombre de chefs républicains ont contribué à la campagne de M. Hoover. M. Ogden G. Mills, secrétaire d'État aux finances, a figuré parmi les plus ardents, et parmi

:eux qui se sont prononcés le plus énergiquement contre ıne intrusion du gouvernement dans les affaires économi-ques :

« Dans sa conception (celle de M. Hoover) du rôle que le gouvernement doit jouer en ces temps critiques, vous trou-verez trois idées : d'abord, quoique le gouvernement doive ournir les directives et assurer la coordination et la coopé-ation des agences, des institutions et des groupes actuels, :ependant, en définitive, le succès doit dépendre de l'initia-ive, du courage et de la force des particuliers eux-mêmes; :nsuite, quand il devient nécessaire au gouvernement, à :ause de la grandeur d'une crise, d'entrer lui-même en jeu ɔar la création d'instruments propres à la crise, ces instru-nents doivent être de nature à suppléer plutôt qu'à supplan-er ou qu'à affaiblir les institutions existantes, et ils doivent :tre établis de manière à pouvoir être démobilisés, une fois a crise passée, en ne laissant notre structure économique et gouvernementale ni affaiblie ni détériorée... »

En troisième lieu, il faut éviter les « panacées » et les rompe-l'œil.

Les industriels et les pasteurs

Les « titans financiers », dont M. Franklin Roosevelt pré-:end limiter l'influence, ne pouvaient guère le favoriser. Plusieurs d'entre eux se sont déclarés énergiquement en 'aveur de M. Hoover. Ils envoyaient aux employés, en même .emps que leur paie hebdomadaire ou mensuelle, une note lisant que « voter pour le président c'était voter pour leur ɔropre gagne-pain ». M. Henry Ford a publiquement exprimé des convictions analogues :

« ... Les Américains sont conservateurs. Ils ne courent ɔas après chaque remède nouvellement inventé, et quand ils entreprennent quelque chose de radical, ils demandent à le voir contrôlé par l'expérience et le sens commun. Herbert Hoover est l'incarnation même du sens commun et de la confiance méritée. »

De leur côté, certains pasteurs, qui avaient combattu en 1928 le catholique Smith, ont continué de prêter à M. Hoover leur appui discret mais sûr. A New-York, dans un sermon, le Révérend Sockmann (méthodiste épiscopalien) déclarait « que nous sommes pris dans des courants sociaux et économiques sur lesquels les choix politiques n'ont qu'un contrôle restreint. Si nos concitoyens étaient plus raisonnables et voyaient mieux ce que la politique ne peut faire, ils ne seraient pas aigris ensuite par ce qui n'a pas été fait ». Le Révérend Ray (protestant épiscopalien) déplorait la « campagne actuelle de racontars et d'hystérie ». Le Révérend Forman (encore un méthodiste épiscopalien) qualifiait d' « hypocrisie lamentable » toute tentative de rendre un homme responsable de la dépression mondiale ; « il insistait sur le devoir de l'Église d'organiser les forces religieuses sous une forme politique pour assurer un vote raisonnable et consciencieux »... Enfin le Révérend Christian F. Reisner concluait : « L'humoriste Will Rogers a raison de regretter la nécessité pour un Président de faire campagne et de recevoir les outrages presque infâmes de ses adversaires. Trop de licence est permise en politique. »

Presque tous ces pasteurs, on le voit, appartiennent à cette Église méthodiste épiscopalienne qui fut l'âme de la prohibition et des autres lois bleues (fermeture des théâtres le dimanche, interdiction d'enseigner l'évolutionnisme, etc.).

III. — Les socialistes

Il y avait un candidat socialiste, M. Norman Thomas. Pour lui, M. Hoover et M. Roosevelt sont également réactionnaires. Il préconisait un impôt sur le capital en vue de remédier au chômage :

« De la monnaie dans les poches des chômeurs en tant que consommateurs aiderait à rétablir la demande de mar-

ıandises qui leur donnerait du travail comme producteurs. ı outre, nos plans de socialisation ordonnée pourraient être ìtés par les méthodes de taxation dont nous nous servi- ons. »

Ce plan reste le but essentiel, et M. Norman Thomas l'op- ɔse à l'image capitaliste du monde :

« Je suis venu ici pour enrôler un plus grand nombre de es compatriotes dans la grande croisade du socialisme en ɔtre temps. Je suis venu ici pour proclamer que seulement ıns la philosophie socialiste d'une société coopérative et ıns la vision socialiste d'un monde sans classe il y a l'es- ɔir de maîtriser le machinisme pour la vie et non pour la ort ; que seulement dans le plan socialiste il y a un espoir atique pour les chômeurs, les travailleurs exploités, et ute la classe paysanne... »

Contrairement aux prévisions, les socialistes n'ont guère dé- ssé 500.000 voix, et restent loin du reccord (800.000 voix) ttu en 1920 par leur candidat Eugène Debs. En chiffres nds, M. Roosevelt a vingt et un millions de suffrages envi- n, et M. Hoover un peu moins de quinze millions. Le peu- e des Etats-Unis a surtout exprimé son mécontentement à suite de la crise ; son choix implique cependant une con- mnation nette de l'américanisme tel que le définissaient ; républicains, et un retour aux idées « libérales ».

AUGUSTE VIATTE.

A TRAVERS LES REVUES

Bulletin de Coopération intellectuelle de septembre-octobre. — Compte-rendu très suggestif de la séance tenue par la Commission internationale de coopération intellectuelle au sujet du *désarmement moral.*

Il faut développer dans la masse, encore plus que chez les intellectuels, le sentiment de la Communauté internationale. A cet effet, il faudrait diminuer l'étatisme et surtout répandre la foi en la possibilité de ce désarmement moral, utiliser pour cela la radio, surveiller les manuels d'histoire confiés aux enfants, contrôler les nouvelles de presse, redresser les erreurs juridiques et sociologiques. Au total, « avant d'agir il faut organiser les esprits. D'ailleurs si les esprits ne sont pas préparés, les prescriptions les plus impérieuses demeureront sans effet ». Mme Curie croit que « la civilisation humaine est une chose très superficielle, elle n'a pas fait disparaître complètement les instincts querelleurs de l'homme ». Et M. Oprescu conclut avec bon sens que faire une convention internationale dans ce but est peut-être une bonne chose, mais comment l'appliquer? Rendra-t-elle les hommes plus objectifs, plus honnêtes, plus intelligents? Au vrai, c'est un travail long et pénible de transformation de la psychologie générale qu'il faut entreprendre.

Dossiers de l'Action Populaire du 25 novembre. — Rapport de M. le Chanoine Tiberghien au Congrès diocésain de Lille sur *l'action sacerdotale et l'aide laïque.*

« Trop souvent le prêtre accablé de préoccupations matérielles s'est laissé laïciser. » Et réciproquement les pieuses gens « se sont mis trop exclusivement au service de la paroisse... Au fond trop souvent nos œuvres donnent des pratiques chrétiennes plutôt qu'une vie chrétienne : elles

léricalisent » les fidèles plutôt qu'elles ne les christiani-
ıt ». D'où l'utilité de l'action catholique.
Mme Céline Lhotte étudie la mortalité infantile, consé-
ence des taudis. Des chiffres émouvants, des faits terribles,
on n'a pas le droit d'ignorer : la mortalité infantile
eint, en moyenne, 19 o/o et en certaines maisons 70 o/o.

Chronique Sociale de France de novembre. — Quel-
es pages intéressantes de Mme Huissaud, ancienne surin-
dante d'usine, sur *le service médical à l'usine et le secret
ofessionnel.* Grave question que celle de la responsabilité
médecin d'usine, qui doit déceler les maladies, causes
ssibles de contagion et d'accident, tout en respectant le
ret professionnel.

L'Information Sociale du 8 décembre. — Rapport de
César Chabrun au congrès du parti socialiste français sur
rganisation coopérative de la Société.
Et d'abord cette très juste remarque, qu'il veut « apporter
socialisme des solutions immédiatement réalisables et
pas se contenter de constater les carences de la société
pitaliste... ».
Le socialisme ne peut être que révolutionnaire : « Tout ce
i donne au travail le pas sur la matière, qui est le capital,
révolutionnaire. Tout ce qui crée ou tente de créer une
tribution des richesses en fonction des besoins et non pas
on les directives du profit, est révolutionnaire. » (En ce
ıs, le catholicisme social est bien révolutionnaire.) Que
pose-t-il donc pour remplacer le système actuel qui s'é-
oule? Tout ici est question d'animation. « Or le seul
oyen d'animer une masse pour l'œuvre de vie, en dehors
profit, c'est de lui donner le désir du travail. » Sans
ute cet amour-propre et cet entraînement du travail est
moteur puissant, mais ce n'est pas le principal : « L'a-
nation véritable vient du sentiment que l'on travaille pour
-même et non pour autrui et que l'entreprise à laquelle
uvrier est attaché est sa chose. »
D'où l'organisation coopérative de la société, « la républi-
e socialiste des coopératives ». Et voici en bref son prin-
pe : le salaire subsiste mais participe à la gestion des entre-
ises. La propriété subsiste, mais ne trouve plus son emploi

que dans le cadre de la coopération, c'est-à-dire est pure fonction sociale. Le profit est remplacé par la ristourne, et la fortune ne peut subsister qu'en admettant que ceux qui la mettent en valeur y participent.

Par ces moyens, M. Chabrun espère « faire la révolution sans solution de continuité. Prenons garde, si on n'employait cette méthode, d'arriver à des ruptures qui, elles nous jetteraient dans l'inconnu ».

Revue internationale du Travail, novembre 1932. — *Les problèmes de la conciliation et de l'arbitrage à la lumière de droit comparé*, par E. Kuttig. Étude importante montrant comment les lois des divers états ont résolu certaines questions particulièrement intéressantes que soulève le règlement pacifique des conflits. La conclusion, que nous ne saurions trop approuver : « Montrer aux parties que, malgré tous les antagonismes nécessaires, elles ont néanmoins besoin l'une de l'autre et qu'elles doivent se résigner à faire une communauté de travail, si elles ne veulent pas périr toutes les deux ».

Musée Social, de novembre 1932. — Compte-rendu du Congrès des Classes moyennes de Gand. Signalons un rapport très documenté de M. Et. Martin-Saint-Léon, sur *La classe moyenne en France*. Elle comprend, selon lui, 4 à 5 millions de Français appartenant surtout à la petite bourgeoisie. Leur situation « est toujours difficile et souvent navrante ». La fortune actuelle de la classe moyenne ne dépasse guère les 2/3 de sa valeur d'avant-guerre.

LES LETTRES ET LES ARTS

J. MADAULE. *Autour de Maurice de Guérin.*

« J'aime ce dieu Harpocrate, son index sur la bouche », a-t-il écrit. Quel est donc son douloureux mystère? Peut-être de n'avoir su unir son génie et sa foi — et d'en mourir.

DANIEL-ROPS. *Lettres étrangères.*

Le prix Nobel. John Galsworthy.
L' « Index Translationum ».
Jakob Wassermann.
Essais espagnols.

P. BOISSELOT. *Révolution et jeunesse.*

Un refus unanime du monde présent. Mais qu'y substituer?

G. BARDY. *Deux écrivains grecs de la Gaule.*

Favorinus et Salluste.

G. MAILLET. *L'art religieux après le Concile de Trente.*

Le nouveau livre de M. Émile Mâle.

H. GOUHIER. *Théâtre.*

New-York, Prague, Moscou.

A.-J. FESTUGIÈRE. *Musique enregistrée.*

De Bach à Vincent d'Indy.

A travers les revues.

Le secret de Maurice de Guérin

La gloire posthume de Maurice de Guérin, depuis qu'en 1840, sous les auspices de George Sand, *La Revue des Deux Mondes* publia *Le Centaure*, présente des variations bien singulières. A la vérité, l'attention d'une élite un peu étroite, réduite parfois aux dimensions d'une chapelle, ne s'est jamais détournée des brefs chefs-d'œuvre qu'il nous a laissés. Mais de temps à autre une voix interrompait le silence et proclamait le génie. Barbey d'Aurevilly, qui fut tellement près de son cœur et de son esprit ; Sainte-Beuve, que Maurice avait failli rencontrer à la Chesnaie, et dont la clairvoyance est sans défaut, tant qu'elle n'est pas obscurcie de passions ; Abel Lefranc ; Ernest Zyromski, tels sont les noms qui marquaient, jusqu'à hier, les principales étapes de cette renommée. On publiait aussi des textes ; il reste toutefois, à la date où nous écrivons, une masse encore considérable d'inédits. Malgré ces publications et ces études, le mystère guérinien demeure entier. Ce mystère, comment le délimiter? Un poëte, mort poitrinaire à vingt-neuf ans, nous a laissé deux morceaux dont l'un n'est guère qu'un fragment, mais qui suffisent à immortaliser sa mémoire. Or, ces deux poëmes, *le Centaure* et *la Bacchante*, sont tels que presque rien ne les rattache à l'époque à laquelle ils ont été composés ; ni même, ce qui est beaucoup plus grave, à l'existence de Maurice de Guérin ou à ce que nous connaissons d'elle.

Calme bloc ici-bas chu d'un désastre obscur,

écrivait Mallarmé au tombeau d'Edgar Poë. Mais *le Cen-*

taure et *la Bacchante* ne sont pas chargés d'une moindre énigme, et il en était conscient, le poëte qui confiait à son journal : « Ce que tout homme d'une certaine nature plutôt écartée que supérieure garde avec le plus de vigilance, c'est le secret de son âme et les habitudes intimes de sa pensée. J'aime ce dieu Harpocrate, son index sur la bouche. » La critique s'efforce d'écarter l'index et d'ouvrir la bouche scellée. Quelques études capitales ont été consacrées depuis deux ans à Maurice de Guérin. Ce fut d'abord Charles Du Bos, qui lui a fait une belle place dans son monumental ouvrage sur le *Spirituel dans l'ordre littéraire,* que *Vigile* est en train de publier ; puis, cette année même, M. l'abbé Decahors nous a donné un essai de biographie, qui doit équilibrer le monument élevé naguère par Mgr Barthès à Eugénie de Guérin ; il a en outre publié avec une introduction et des notes *le Centaure* et *la Bacchante* ; enfin, tout récemment, au début de l'été, M. Bernard d'Harcourt a repris le problème guérinien central, qui n'est autre, en somme, que celui du *Centaure* et de *la Bacchante.* Il semble donc que l'heure soit favorable pour tâcher de faire le point et examiner où nous en sommes (1).

*
* *

Si quelques-uns doutaient qu'il en valût la peine, je ne contenterais de les renvoyer à l'essai de Charles Du Bos. Nul n'a mieux que lui pénétré et défini l'extrême

(1) Charles Du Bos, *Du spirituel dans l'ordre littéraire* (II), dans *Vigile*, Quatrième Cahier de 1930. — E. Decahors, *Maurice de Guérin, essai psychologiqne*, Paris, Bloud, 1932 ; *Le Centaure* et *la Bacchante ; les poèmes en prose de Maurice de Guérin* et *leurs sources antiques*, Toulouse, aux éditions de l'Archer, 1932. — Bernard d'Harcourt, *Maurice de Guérin et le poème en prose,* Paris, Société d'éditions « Les Belles Lettres », 1932.

importance de Guérin dans notre littérature. Importance qui lui vient de son isolement même. Le pire défaut de la critique universitaire ou de celle qui est destinée à un jury d'examen est, en effet, de mettre sournoisement en doute l'originalité, l'unicité de ce qu'il faut expliquer. On supprime ainsi le problème, et c'est la meilleure façon de n'avoir pas à le résoudre. Or il n'y a pas d'écrivain qui puisse souffrir davantage d'un pareil traitement que Maurice de Guérin. Grâces soient rendues à Charles Du Bos, tout d'abord parce qu'il a bien mis l'accent sur l'incomparable originalité de Guérin. Où sont, je vous prie, les sources de ces *Bruits de la nature*, que le poëte écrivait à onze ans, au moment de quitter le Cayla pour la première fois? Mais je crois qu'il faut y chercher, tout de même, cela qui seul, plus tard, rendra possibles *le Centaure* et *la Bacchante*. Du reste, l'essai de Charles Du Bos, partie d'un ensemble plus vaste, n'avait pas pour objet d'épuiser le problème guérinien. Simplement Maurice de Guérin est pour Du Bos l'exemple dans notre littérature le plus remarquable d'un *spirituel* élevé dans la foi catholique, mais dont le génie est aussi éloigné que possible de cette foi. Séparation tragique, dont Charles Du Bos analyse minutieusement les causes, opposant et comparant tour à tour Guérin et ses parèdres étrangers, Keats et Novalis. Il ne s'agit point ici de « sources », au sens universitaire du terme, mais d'affinités spirituelles, ce qui est bien autre chose. A définir ces familles d'esprit, Charles Du Bos est depuis longtemps passé maître. Si bien que le portrait de Maurice qu'il nous a donné dans ces pages est tel que ni M. Decahors, ni M. d'Harcourt n'y pouvaient ajouter grand'chose.

Quoi qu'il fasse, et même s'il ne le veut pas tout à fait, Du Bos se place au centre du paysage. Il n'y a rien de plus central, chez Guérin, que les rapports du génie et

la foi. Je crois bien qu'il est mort de n'avoir pu réaliser
:emps une nécessaire harmonie. Il fallait soumettre,
ɔordonner cette volupté, ces délectations, cet océan de
lices qui lui submergeaient l'âme lorsqu'il entrait en
ıtact avec la Nature. Ce n'était peut-être pas impossi-
ɜ. Guérin n'en a pas eu le temps, non seulement parce
'il est mort trop jeune, mais surtout parce que, chez
, la crise de l'adolescence s'est prolongée au-delà de
ute mesure. Au moment de prendre ses responsabilités
ıomme, presque au seuil de cette dure trentième année
i marque pour tant d'entre nous l'heure des choix
cisifs, Guérin a disparu. On ne saurait sans injustice
ger cet adolescent de génie ainsi qu'on devrait faire
ın homme. Au moment de mourir, il avait retrouvé la
ɔi que sa sœur Eugénie gardait pour lui. Et ce témoi-
ıage, ici, contre Barbey et tous les autres, est irrécusa-
e. Mais *retrouvé* n'est même pas le mot juste; on ne
trouve que ce qui était perdu. Or, il serait téméraire
affirmer que Maurice ait jamais perdu la Foi, dans le
ns où on l'entend d'ordinaire. Il était devenu étranger
la Foi à partir du moment où il avait pris conscience
ɜ son génie. A l'origine de tout ceci l'on trouve la fai-
esse radicale de sa volonté. Guérin, au fond, est un quié-
ste. Il se laisse absorber par une volupté qu'il ne domine
ıs. Et l'on voit, dans le *Cahier Vert*, ce grand introspec-
f assister sans broncher à la dissolution de soi-même. Il
ıi manque d'avoir saisi le gouvernail. Mais cette âme
ıdolente et lascive, agitée, retournée et drossée par les
ots de la vie, garde pour elle d'avoir doté notre langue
'une harmonie inconnue et la grâce plus secrète de n'a-
oir échoué que dans le port. Voilà ce que Ch. Du Bos
vait à nous dire d'un spirituel dont la tête dépasse si
eu et si rarement le niveau des marées.

***

M. Decahors aborde le problème guérinien à l'aide d'une puissante documentation, qui, gentiment, se dissimule. Cette grosse biographie, qui fut une thèse de doctorat, ne comporte presque pas de notes. On lit sans fatigue le livre de M. Decahors et, en le lisant, on suit pas à pas l'existence brève et capricieuse de Maurice. Il est né au château du Cayla près d'Andillac, en Gaillacois, le 4 août 1810. On connaît, par la thèse de Mgr Barthès sur Eugénie de Guérin, tout ce qu'il est possible de savoir concernant la famille, de petite, mais ancienne noblesse. Peut-être n'était-il pas très nécessaire que M. Decahors revînt là-dessus, d'autant qu'il est impossible d'en rien conclure. Que doit aux siens — Eugénie mise à part, dont le cas est beaucoup plus complexe — Maurice? la question est probablement insoluble. Ces gentilshommes campagnards, qui se piquaient de culture, avaient dû être, au XVIIIe siècle, plus ou moins voltairiens et lecteurs de l'*Encyclopédie*. La Révolution les transforma en catholiques fervents et ultra-royalistes. Leurs convictions politiques pouvaient même aller jusqu'au fanatisme, si l'on doit prendre au pied de la lettre certaine phrase d'Eugénie à son frère. Braves gens, d'ailleurs, sachant allier la morgue aristocratique à une familiarité de bon aloi avec les domestiques et les paysans. Tout ceci n'est pas essentiel ; ce qui l'est, par contre, c'est la médiocrité de leur fortune, dont le père, Joseph de Guérin, devait souffrir jusqu'à sa mort, et les ambitions que cette médiocrité même lui inspirait pour ses enfants. On ne peut rien comprendre au destin temporel de Maurice si l'on oublie ce manque d'argent et la tenace ambition de son père. Comme l'enfant était doux et rempli de piété — il avait du reste un frère aîné, Erembert, auquel devait revenir

plus tard la charge de chef de famille — M. de Guérin ugea qu'il ferait une belle carrière dans le clergé. Mau- ice laissait dire et laissait faire. Il courait par les champs la suite de sa mère, puis, quand celle-ci fut morte, en 819, de sa sœur aînée Eugénie, qui lui fut une seconde ère. Il apprenait le rudiment chez le curé d'Andillac, ais surtout il s'abandonnait aux charmes d'une vie pai- ible et champêtre. Quelle qu'elle ait pu être, par la suite, a révélation de l'océan et de la forêt, à la Chesnaie, à la rousse ou au Val de l'Arguenon, je crois bien que les nnées d'enfance ont été tout à fait décisives dans le déve- oppement de ce génie précoce à la fois et mal mûr, qui it celui de Maurice. Je n'en veux pour preuve que le oëme sur les *Bruits de la Nature*, qui remonte à cette poque et où le poëte est déjà tout entier.

En 1822, Maurice partit pour le petit séminaire de l'Es- uile, à Toulouse; il y demeura jusqu'à 1824; puis de 824 à 1829, il termina ses humanités au collège Stanislas, Paris. Qu'ont valu ces études? Elles ne furent pas xceptionnellement brillantes, puisque Maurice n'obtient amais de nomination au Concours Général. Mais M. De- ahors les tient pour solides et honorables, tandis que M. B. d'Harcourt les juge plutôt superficielles. Le point st d'importance, si l'on songe à la place occupée dans les oëmes par les souvenirs mythologiques. Malheureuse- ment, il y a bien peu de choses, dans tout ce matériel, qui pporte un argument décisif à l'une ou à l'autre thèse. e qui n'est pas douteux, c'est que Maurice subit l'eni- rement de la poésie antique, comme en témoigne une elle lettre à Eugénie, où il montre que le sentiment de a nature est renforcé et sublimé par la fréquentation des oëtes classiques. Il y a là une indication précieuse, qui ontre à quel point Maurice de Guérin est à l'écart de es contemporains. S'il est un écrivain pour lequel les

épithètes de classique et de romantique ne présentent aucun sens, c'est bien celui-ci. Sur les bancs de Stanislas il rencontra Barbey d'Aurevilly ; mais leur grande amitié est postérieure de plusieurs années. Surtout, en 1827, au grand désespoir de M. de Guérin, Maurice renonce à la vocation ecclésiastique.

Il va falloir choisir une carrière. M. de Guérin n'admet pas un instant que Maurice, comme il l'avait proposé, vienne s'établir définitivement au Cayla. Ce fut ici un débat douloureux entre le poëte et sa famille ; mais il est difficile de donner tort à celle-ci, dans les circonstances où la question a été posée. Maurice décida alors de faire son droit. Enfin, en Juillet 1830, la Révolution lui valut, après une année seulement d'absence, de revenir au Cayla. Pendant l'été 1831, Maurice s'éprit de la meilleure amie de sa sœur, Louise de Bayne. Il fut repoussé. J'ai l'impression que M. Decahors a exagéré beaucoup la profondeur et la durée de ce sentiment et je pense, avec Charles Du Bos et M. d'Harcourt, que Maurice de Guérin n'a jamais éprouvé pour personne un attachement bien fort. Louise de Bayne était un être vif, léger, gracieux, plein de malice et d'esprit facile, mais sans rien qui paraisse capable d'avoir retenu longtemps le poëte du *Centaure*. Il a dû s'abandonner — c'est un verbe qui, avec lui, revient bien souvent — à un sentiment superficiel que tout, autour de lui, encourageait. M. de Guérin souhaitait une alliance avec la famille de Bayne, et rien n'aurait été plus doux au cœur d'Eugénie que d'unir son frère bien-aimé à sa plus chère amie. De cette idylle à peine ébauchée, il ne reste que quelques poëmes inspirés par Rayssac — et plutôt médiocres, comme presque toutes les œuvres en vers de Maurice.

Le jeune homme demeure désemparé, non pas à cause de son échec auprès de Louise, mais plutôt parce que son

: lui échappe, cette âme capricieuse qu'il ne parvient à fixer. M. Decahors nous livre à cet égard un curieux dit qui date du 15 septembre (1831) :

mon cœur pouvait se faire un bonheur de sa croyance et se à jamais dans les douces pratiques de la religion, ah! alors vie serait belle. Ces pensées naissent en foule dans mon entenent et n'ont pas la force de grandir. Tout en moi naît et meurt me dans une terre sans vigueur et sans sève (cité p. 164).

Maurice était mûr pour l'expérience de la Chesnaie. à il abandonne les études de droit pour se livrer au rnalisme. L'hiver 1831-1832 le voit courir de bureau rédaction en bureau de rédaction. Il avoue d'ailleurs on ami Raymond de Rivière que son travail extérieur peu de chose ; mais, ajoute-t-il,

reusement il n'en est pas de même du travail secret, de prédi-ion, de ma vie intime, de mes veilles chéries. Là je m'applique icoup et longtemps. Je ne sais si ce qui sortira du pressoir sera vinaigre et de l'ambroisie; que m'importe, je trouve mon bon-r à cela et cette pensée me suffit... (11 mars 1832).

Déjà commence, semble-t-il, cette « vie double », qui développera surtout dans les derniers mois de la Chê-e. C'est alors que Maurice rencontra son ancien cama-e de Stanislas, Eugène Boré, qui était l'un des disci-s les plus proches du cœur de Lamennais. Il y avait à plus d'un an que Maurice était mêlé au mouvement l'*Avenir*; l'on s'y intéressait au Cayla et surtout à yssac. Lamennais songeait à fonder une congrégation : règles très souples, où se recruteraient les apôtres du holicisme moderne. Boré offrit à Maurice de lui ouvrir refuge. Rappelé dans sa famille au printemps de 1832, ause de l'épidémie de choléra, définitivement refusé Louise de Bayne, Maurice partit pour la Chesnaie, ec l'agrément paternel, le 23 novembre 1832.

Il devait y demeurer jusqu'à l'été suivant. Le séjour en Bretagne marque vraiment, dans la brève existence de Maurice, la coupure décisive. Non qu'il faille exagérer l'influence personnelle de Lamennais sur son jeune disciple. Maurice était sans doute plein de bonne volonté et prêt à subir toutes les exigences du maître. Mais leurs tempéraments étaient trop opposés, les difficultés de toutes sortes où se débattait alors Lamennais étaient trop graves pour qu'un véritable et intime contact pût s'établir entre eux. Grégoire XVI avait déjà fulminé l'encyclique *Mirari vos* ; Lacordaire quittait la Chesnaie pour n'y plus revenir peu de jours après l'arrivée de Maurice. La conscience de Lamennais, mal soumis, était livrée à d'indicibles angoisses. Il est difficile, à coup sûr, d'évaluer ce que Maurice put soupçonner de ce drame caché. Il n'est pas douteux que la direction de Lamennais s'en ressentit. On l'entendait à la chapelle prononcer des homélies familières et rudes, mais surtout le soir, au salon, dans des conversations étourdissantes. Maints témoignages démontrent que Maurice fut ébloui par l'extraordinaire causeur. Et l'on trouve souvent, dans le *Cahier Vert*, l'écho à peine transposé des enseignents mennaisiens. Non seulement la substance, mais les mots eux-mêmes. Rien de tout cela n'est essentiel. On sait que Lamennais méconnut Maurice et se méprit absolument sur son génie. De son côté Maurice résiste de plus en plus à Lamennais, et c'est par cette résistance même qu'il s'affirme. Les natures abouliques, comme la sienne, sont précisément celles sur lesquelles il est impossible d'avoir prise. Les textes du *Cahier Vert*, à la fin du séjour à la Chesnaie, sont décisifs. On lit, le 17 juillet 1833 :

C'est la désolante conviction de mon impuissance; c'est cette impuissance fatale, vérité dont j'ai apporté ici le germe et qui a tellement grossi durant ces huit mois qu'elle a fini par m'accabler, me

verser et me précipiter dans une chute dont je ne connais pas bornes. Oui, je tombe, c'est bien sûr, car je ne vois plus ce que voyais, je n'éprouve plus ce que j'éprouvais.

En réalité, le contact de Lamennais avait brisé l'âme de aurice. Avec, peut-être, quelques thèmes verbaux, c'est rtout une douloureuse crise spirituelle que Maurice pporte de la Chesnaie.

De septembre 1833 à la fin de janvier 1834, Guérin meure en Bretagne. C'est alors qu'il erre, poëte sans yer, « de maison douce en maison douce » :

O la Brousse et le Val, bienheureuses demeures!

C'est là qu'il vécut dans l'intimité d'Hippolyte de la orvonnais et de sa femme Marie. Elle berçait un enfant ans ses bras. On passait au coin du feu les longues soi- es d'hiver, et, tandis que le murmure de l'Océan voisin spirait aux grèves prochaines, on s'entretenait de poésie. aurice et Hippolyte échangeaient des vers. Marie les outait, et sa présence silencieuse ajoutait un charme à ntimité des poëtes. Parfois, les jours de beau temps, on lait se promener sur la côte. Maurice contemplait la er, « le vieil Océan, père de toutes choses »; ce Langue- ocien devenait en Bretagne aussi Breton que les Bretons êmes. Et sans avouer, avec M. Decahors, que « c'est alors raiment que naît la poésie guérinienne », il faut recon- aître que cette convalescence bretonne, après la crise de Chesnaie, délivra de secrètes puissances dont Maurice, squ'alors, avait été trop enclin à douter. L'atmosphère lme et l'affection reposante dont il était entouré cica- isaient les vieilles blessures, et je crois bien que le sen- ment qu'il porta à Marie de la Morvonnais, sentiment lein de réserve et qui semble presque s'être ignoré lui- ême jusqu'à l'heure déchirante des adieux, je crois bien ue ce sentiment fut, malgré tout, plus profond que celui

qui, naguère, poussait le poëte vers Louise de Bayne, que celui qui, plus tard, le jettera aux pieds de Mme de Maistre. La douce Marie a figuré pour lui la Muse de la Bretagne et la gardienne gracieuse d'un monde où l'âme de Maurice aurait pu s'épanouir dans la paix.

Mais la vie le talonne. Puisque l'expérience mennaisienne s'est terminée par un échec, il faut trouver autre chose ; il faut se faire une situation. Quelques mois encore de journalisme plus ou moins intermittent. Puis, le 16 juin 1834, Maurice accepte une invitation de son ami Onésime Vacher, au Parc, dans le Perche. Ce séjour à la campagne, le dernier avant le *Centaure* et la *Bacchante*, est d'une extrême importance. C'est au Parc, dans la nature retrouvée, que se termine vraiment la crise ouverte à la Chesnaie. Et ici se pose la première question soulevée par les poëmes : à quelle époque furent-ils composés ? La tradition, c'est-à-dire Barbey d'Aurevilly, Trébutien, Auguste Chopin et Auguste Robert, veut que le *Centaure* ait été conçu en automne 1835, à la suite de plusieurs visites que fit Maurice, en compagnie de Trébutien, au Musée des Antiques, et achevé en mai 1836 ; quant à la *Bacchante*, elle serait légèrement postérieure, sans qu'on puisse en préciser la date. M. Decahors ne voit aucune raison pour rejeter cette tradition, bien qu'il ait eu connaissance de la thèse différente soutenue par M. Bernard d'Harcourt. Celui-ci affirme, en effet, que le *Centaure* a été composé à l'automne de 1834, après le retour du Parc et la *Bacchante* un an plus tard, à la suite du voyage que fit Maurice sur les bords de la Loire, en compagnie d'Adrien de Sainte-Marie, frère de Madame de Maistre. Si ce n'était là qu'une querelle de dates, elle n'aurait pas grand intérêt. Mais, pour combattre l'opinion traditionnelle, M. d'Harcourt se livre à une interprétation des poëmes, du *Cahier Vert* et de la vie même de Maurice

qui renouvelle entièrement le sujet. J'avoue que son livre a emporté, sur presque tous les points, ma conviction, et je me bornerai à le résumer.

*
* *

L'introduction contient une analyse des deux poëmes, d'où il ressort qu'ils sont étroitement liés, la *Bacchante* donnant la conclusion du *Centaure*. Bacchus, symbole de la Mesure Éternelle, et dont la silhouette domine le second poëme, confère à l'ivresse bondissante du Centaure son achèvement et sa perfection. Dans la forme même, la *Bacchante* est d'un art plus subtil que le *Centaure*, ce qui la rend peut-être moins émouvante. Mais enfin, le problème qu'il s'agit de résoudre n'est pas là. Il est tout entier dans la signification personnelle des poëmes et dans ce qu'ils nous permettent de deviner sur la vie de Guérin. Je pense que M. Decahors s'est trompé, à moins qu'il ne faille voir là un excès de prudence, lorsqu'il a séparé de la biographie l'étude des poëmes. Toute la difficulté est, en effet, d'insérer le *Centaure* et la *Bacchante* à leur vraie place dans la vie de Maurice. Cela, M. Bernard d'Harcourt l'a tenté, et il me semble qu'il a réussi.

Dans une première partie, qu'il intitule *la Genèse des poëmes*, il recherche quelles furent les grandes influences littéraires qui ont pu s'exercer sur Guérin. Méthode dangereuse, nous l'avons dit ; mais justement M. d'Harcourt en use avec le maximum de discrétion. Il se trouve qu'à chacun des grands paysages de la vie de Maurice correspond aussi une influence déterminée. A l'enfance languedocienne, à l'intimité avec Eugénie, grande lectrice de saint François de Sales, correspond la lecture de Bernardin de Saint-Pierre, dont M. d'Harcourt a bien raison de nous rappeler que le prestige fut considérable au commen-

cement du siècle dernier. Il y aurait beaucoup à dire, d'ailleurs, sur l'opposition entre cette influence indéniable et les traits austères et presque jansénistes du Catholicisme de cette époque. Mais c'est un sujet qu'il faut laisser à la perspicacité de M. Henri Bremond. De Bernardin de Saint-Pierre à Lamennais le saut est rude. C'est un peu comme si l'on passait de saint François de Sales à Pascal. Oracles en style d'Apocalypse, plaidoyers éloquents pour les opprimés, revendications de la Pologne par la voix de Mickiewicz, qu'est-ce que l'âme frileuse et repliée sur soi-même de Maurice a retenu de tout cela ? Une invitation à s'enrôler, un appel à la discipline des combats. Mais le génie de Guérin n'est pas de ceux qu'on embrigade. Il répond à la violence par la fuite ; il aspire à demeurer lui-même. Et, tandis qu'il mène ouvertement, auprès du maître, l'existence d'un disciple, il se réfugie en secret dans ce colloque intérieur dont le *Cahier Vert* consigne au jour le jour les résultats. Il semble bien qu'à la Chesnaie Maurice a pris surtout conscience de ses limites et par conséquent de sa forme propre. Ceci n'exclut pas l'affection réelle qu'il a vouée pendant quelque temps à M. Féli (c'est ainsi que ses familiers avaient coutume de nommer Lamennais) ; mais des choses plus importantes le sollicitent, et déjà retentit en lui l'appel impérieux de sa vocation propre. Dans la solitude il se voue tout entier à ce sentiment de la vie, qui le plonge en de profondes ivresses.

Passée la crise mennaisienne, le poëte n'a pas encore découvert la forme dans laquelle il exprimera cette chose unique, pour laquelle il est né. C'est alors qu'il rencontre son troisième intercesseur dans la personne de Sainte-Beuve. Le premier Sainte-Beuve, celui des *Poésies de Joseph Delorme* et de *Volupté* : celui qui devait plus tard, auprès du jeune Barrès d'*Un homme libre*, jouer un rôle analogue.

ainte-Beuve, ami de Lamennais, admirateur de Bernardin
: Saint-Pierre ; Sainte-Beuve, subtil analyste des âmes,
ui, comme Maurice lui-même, avait butiné au jardin des
ystiques. Car le séjour à la Chesnaie fut aussi pour Guérin
occasion de découvrir saint Augustin et sainte Thérèse.
ans doute y a-t-il, dans l'âme d'un Sainte-Beuve et dans
n style même quelque chose de trouble et de malsain, la
re d'une secrète impuissance. Du moins Maurice, lorsqu'il
t, pendant l'été 1834, *Volupté*, qui venait de paraître, y
ncontra-t-il, presque réalisé, le rêve obscur qu'il formait
i-même. M. Decahors assure que *Volupté* ne figure pas
u nombre des ouvrages que Maurice avait emportés dans
villégiature du Parc. Il faut l'en croire et rectifier un
eu, sur ce point, l'argumentation de M. Bernard d'Har-
ourt. Mais ceci est loin d'être décisif. Et ces rapproche-
ents si remarquables entre tel texte de *Volupté* et tel
u *Centaure* ou du *Cahier Vert* ne sont-ils pas encore
us signifiants s'ils furent spontanés ? Subtile tant qu'on
oudra, l'argumentation de M. B. d'Harcourt me paraît
réfutable, dans la mesure précisément où elle s'appuie
ur le seul document qu'on ne puisse récuser ici, à savoir
Cahier Vert. Or nous constatons que, pendant la période
intense activité poétique qui marque la fin du séjour en
retagne, le *Cahier Vert* ne contient sur les poëmes de
ette époque aucun renseignement. C'est qu'il y avait
ors une sorte d'hiatus entre la vie profonde du poëte
exprimée par le journal, et ces poëmes en vers réguliers,
u il ne laissait traîner que la frange de son manteau,
'ayant pas encore trouvé sa forme personnelle. Pendant
automne de 1834, au contraire, le *Cahier Vert* « cesse
être rédigé pour lui-même et devient un simple recueil
ébauches, de notes tenues au jour le jour, en marge d'un
avail plus important. Pour la première fois, le journal
ous met au courant des occupations intellectuelles de

Guérin autres que ses lectures ». C'est donc sous l'influence du Sainte-Beuve de *Volupté* que fut écrit le *Centaure*.

Ce fut vers le même temps que Maurice retrouva son condisciple de Stanislas : Jules Barbey d'Aurevilly. Entre eux se noue alors une intimité qui ne fera que se resserrer jusqu'à la mort de Maurice. Il est difficile d'imaginer deux natures plus dissemblables ; et Barbey lui-même avouera plus tard que Maurice recherchait surtout en lui les qualités qui lui faisaient défaut. Néanmoins, personne n'a sans doute été plus près que Barbey du cœur et de l'esprit de Maurice. Dans un poëme en prose intitulé *Amaïdée*, Barbey met en scène son ami sous le nom de Somegod. « Ma vie s'ensanglanta, dit-il, de cette lutte furieuse que tout homme a avec soi-même avant de prendre son parti sur soi. » Et de lui-même le poëte écrira plus tard : « Dans cet état, il me semble que je ne puis comparer ma pensée (c'est presque fou) qu'à un feu du ciel qui frémit à l'horizon entre deux mondes. » L'homme est écartelé à deux mondes, disait Lamennais. Telle est l'angoisse dont Barbey entreprit de guérir son ami. Angoisse qui fait vibrer les phrases harmonieuses du *Centaure*. Pour opérer cette cure intellectuelle et morale, Barbey jette Maurice dans le tourbillon de la vie extérieure. Le jeune homme gauche et un peu timide que F. du Breil de Marzan nous montrait à la Chesnaie est devenu presque un dandy. On peut respirer encore dans les *Memoranda* le parfum de cette vie mondaine et boulevardière des environs de 1835. Toutes les attaches avec le passé semblent rompues. Le Cayla s'inquiète. Maurice s'éloigne de ses amis bretons. Dans une société d'artistes il s'attache plus que jamais aux problèmes techniques. Indifférent à toutes choses, sceptique et ironique, le Maurice d'alors n'est préoccupé que de créer une œuvre parfaite. Telle est l'atmosphère qui a vu naître la *Bacchante*.

Comme le *Centaure* fut écrit sous le signe de Sainte-Beuve, après le séjour au Parc, la *Bacchante*, d'un an postérieure, fut composée en automne 1835, sous l'influence de Barbey d'Aurevilly et après le voyage de Loire, qui joue ici le même rôle que la villégiature du Parc. La composition du poëme coïncide avec l'interruption définitive du Journal.

J'ai voyagé. Je ne sais quel mouvement de mon destin m'a porté sur les rives d'un fleuve jusqu'à la mer. J'ai vu le long de ce fleuve les plaines où la nature est puissante et gaie, de royales et antiques demeures marquées de souvenirs qui tiennent leur place dans la triste légende de l'humanité, des cités nombreuses et l'Océan grondant au bout. De là je suis rentré dans l'intérieur des terres au pays des grands bois où les bruits d'une vaste étendue et continus bondent aussi. J'ai pris des fatigues que je regretterai longtemps et vivement, à traverser les grandes campagnes, à monter d'horizon en horizon, jouissant de l'espace et gagnant plusieurs fois le jour les impressions qui s'élèvent de tous les points des étendues de pays nouvelles et s'abattent par volées jusqu'au voyageur. Le courant des voyages est bien doux... Oh! qui m'exposera sur ce Nil?... (13 octobre 1835).

De ce voyage sans conclusion, dont le souvenir nostalgique soulève cette dernière page du *Cahier Vert*, le poëme inachevé de la *Bacchante* sera comme le carnet de route. On peut y trouver encore la mémoire d'une aventure amoureuse commune à Maurice et à Barbey. Indiscutablement, la grande Bacchante Aëllo est la même femme qu'Amaïdée, une « Chananéenne » du Boulevard. Mais enfin ce n'est point là ce qui fait l'intérêt majeur du poëme. Tentative pour réduire une âme douloureuse et dispersée à la Mesure Éternelle, si parfaits qu'en soient les rythmes, pour savant que l'art s'y montre, la *Bacchante* n'en est pas moins un avortement. Les points de suspension qui l'achèvent répondent aux points de suspension qui terminent le *Cahier Vert*. Maurice n'a pas

pu s'abandonner sur le Nil; et pas davantage, ayant entendu le cri d'Aëllo, il n'a été initié aux suprêmes mystères. De cet échec M. R. d'Harcourt pudiquement détourne la tête. Il ne veut pas, en Maurice de Guérin, considérer un instant le malade, ni le vaincu. Et de fait, au moment de déposer la plume, bien avant la fin de sa trop courte vie, Maurice atteint une plénitude et une autorité que rien, dans notre langue, n'a jamais surpassées.

Aussi, dans une deuxième partie de son livre, intitulée *l'Art et la Vie,* M. B. d'Harcourt s'efforce-t-il de pénétrer le mystère d'une prose si accomplie. J'ai particulièrement goûté son premier chapitre : *la création poétique*, où nous voyons comment l'émotion peu à peu se transforme et devient capable de recevoir et de porter la perfection de l'art. Il y a là un genre d'études extrêmement difficiles; peut-être même décevantes, mais où l'on ne saurait trop féliciter la critique d'oser enfin s'engager. Et le cas de Maurice de Guérin est d'autant plus intéressant que c'est presque un cas-limite. En effet, grâce au *Cahier Vert* et à une Correspondance qui n'est pas encore toute publiée, l'âme de Maurice de Guérin est comme étalée à nos yeux; et ceci pourtant ne dissipe ni son mystère ni celui des poëmes. C'est que nous entrons malgré nous, très vite, dans la zone de l'ineffable, où Animus doit marcher sur la pointe des pieds et un doigt sur la bouche, tel le dieu d'Harpocrate. Le mystère, par définition, ne pouvant pas être dissipé, c'est tout de même une chose utile et nécessaire de le délimiter. Je suppose que l'ambition de M. B. d'Harcourt n'allait pas plus loin. Il faut le remercier des remarques fines et pénétrantes qu'il a faites à la suite des récents travaux de M. Henri Bremond et de M. Pius Servien Coculesco, sur la technique et le rythme des poëmes. Enfin un dernier chapitre sur les *Sources* reprend et amplifie quel-

que peu en le rectifiant ce que l'auteur avait déjà montré dans la première partie. On est heureux, notamment, qu'il fasse au Cayla, et aux paysages d'enfance, et à Eugénie elle-même, une part plus équitable. Quant à la nouvelle édition des poëmes par M. Decahors, elle est d'une présentation parfaite, et elle sera, grâce à son introduction et à ses notes, une source inépuisable de rapprochements et de renseignements précieux aux guériniens. Vraiment la postérité n'est point ingrate envers le poëte du *Centaure*.

* * *

Il nous faut, cependant, nous détacher des poëmes, pour terminer avec M. Decahors l'histoire de cette vie au moment où M. B. d'Harcourt s'en détourne. Après avoir successivement essayé du Droit et du journalisme, Maurice, à l'automne de 1834, se résigne au professorat. C'est peu après, à la fin de janvier 1835, qu'il apprend la mort de Marie de la Morvonnais, et je crois que M. B. d'Harcourt n'a pas suffisamment insisté sur l'impression profonde qu'il en ressentit. Il se produit alors dans son âme une vaste oscillation. Tandis qu'il était guéri de Lamennais, et que la Bretagne lui devenait chaque jour plus lointaine, qu'il venait de traduire dans le *Centaure* le frémissement de cette jeune liberté dont il avait, au Parc, goûté la plénitude, voici que brusquement la Bretagne revenait à lui pendant l'hiver, sous l'aspect de cette jeune morte. Tout semblait recommencer, parce que tout était fini. Mais la mort de Marie eut pour résultat inattendu de consommer la rupture entre Maurice et ses amis bretons. Elle coïncide curieusement avec l'intimité de Barbey et la crise de renouvellement qui préside à l'éclosion de la *Bacchante*. De cette période il reste un admirable document : *Les Pages sans titre* écrites en mars 1835 et que M. B. d'Har-

court n'a pas du tout utilisées. Seules pourtant, elles expliquent ce qui a suivi ; il suffit de les rapprocher de tels passages du journal où vivent déjà les thèmes de la *Bacchante* :

S'entretenir d'une sève choisie par soi dans les éléments ; s'envelopper, paraître aux hommes puissant par les racines et d'une grave indifférence, comme certains grands pieds d'arbres qu'on admire dans les forêts, ne rendre à l'aventure que des sons graves et profonds, tels que ceux de quelques cimes touffues qui imitent les murmures de la mer (14 mai 1835). — J'avance dans l'âge, mon esprit laisse tomber mille dépouilles sur les chemins, des liens se rompent, des préjugés font leur chute, je commence à montrer ma tête au-dessus des flots (5 juin 1835).

Et brutalement, le 30 octobre, dans une lettre à son père, il va renier Lamennais.

Alors commence cette période de vie mondaine (1836), où M. Decahors place la composition du *Centaure* et de la *Bacchante*. Le Cayla s'inquiète, parce que Maurice néglige ses devoirs religieux ; les amis de Bretagne, qui ne reconnaissent plus leur ancien compagnon, s'écartent. Et, ainsi que le signale fort justement M. Decahors, c'est alors que s'engage sourdement autour de Maurice le débat qui plus tard mettra aux prises La Morvonnais, du Breil de Marzan, d'une part, et Barbey d'Aurevilly de l'autre. Je crois bien que le dernier mot sur cette querelle a été dit par Eugénie de Guérin dans l'admirable lettre à Barbey du 7 juillet 1840, que M. Du Bos a reproduite à la fin de son étude :

... Tout ce que je vous demande, c'est de ne pas publier ces écrits-là tout seuls, et sans ce que je vous déclare devant Dieu et votre ami, et qui fait qu'il ne les eût pas signés maintenant s'il eût pu prévoir les conclusions qu'on en tire, et d'ailleurs si ces écrits sont sa vie de poëte, sa vie d'idéal et d'adorateur de la forme des choses, sa vie de cœur et des passions, en un mot s'il était païen d'abord

est chrétien ensuite; un acte, rien qu'un acte de foi le change, et
it de son âme ce que fit la croix sur le Panthéon de Rome — à
ieu seul quoique élevé à tous les Dieux.

En attendant, Maurice, partagé entre l'agrégation, les
:pétitions, le Boulevard et les salons, ruine joyeusement
ı santé. Il a répondu à sa vocation d'artiste; les textes
nmortels sont écrits; il ne lui reste plus qu'à s'en aller
ers la mort et vers Dieu. Un « rhume » contracté en
ovembre 1836 s'aggrava pendant l'hiver au point que
Iaurice dut aller passer l'hiver au Cayla, où il n'était pas
etourné depuis son départ pour la Bretagne, à la fin de
832. Entre temps, il avait fait la connaissance de celle
ui devait être sa femme, Caroline de Gervain, et il avait
oué des relations plus étroites avec Mme de Maistre,
œur de son ami Adrien de Sainte-Marie. Rien n'est
urieux comme de voir Maurice le cœur partagé entre deux
emmes si dissemblables; mais rien ne montre davantage
quel point il était incapable de véritable passion pour un
tre humain. C'est Barbey qui a fait son mariage avec
Caroline, et Maurice s'est laissé fiancer, puis marier. En
evanche, pendant le séjour qu'il fit à Saint-Martin dans
a Nièvre, chez Mme de Maistre, au début de l'été 1837,
'est lui qui semble avoir été le plus enflammé. Il écrivait
haque jour à son hôtesse des lettres brûlantes, auxquelles
on répondait rarement. Mais bien des choses peuvent
expliquer cette subite exaltation qui, du reste, ne tarde
pas à tomber. D'abord la maladie même, dont Maurice
était déjà profondément atteint : et puis certaines rémi-
niscences littéraires. Bientôt on lui verra professer une
vive admiration pour les lettres de mademoiselle de Les-
pinasse; mais depuis longtemps la mode est aux romans
par lettres et il est bien remarquable que Maurice ait non
seulement conservé la copie des lettres qu'il écrivait à la

baronne de Maistre, mais encore songé à les publier en changeant les noms. Peut-être enfin — mais je ne hasarde ceci qu'à titre d'hypothèse extrêmement fragile — cette pseudo-passion pour Mme de Maistre, née sous le signe de Barbey, a-t-elle été dans l'esprit de Maurice le couronnement nécessaire de ses années de vie mondaine. Il aura voulu jouer le jeu jusqu'au bout, et ceci à l'heure même où Barbey cherchait pour lui un refuge dans le mariage. Celui-ci, après de longues fiançailles qui furent scellées au Cayla, en novembre 1837, eut lieu enfin le 15 novembre 1838, huit mois à peine avant la mort de Maurice. Et ce ne fut pas le bonheur, non seulement parce que le jeune mari est, presque dès les premiers jours, malade, très malade ; non seulement parce qu'il a de pénibles discussions avec la tante de Caroline, qui lui a servi de mère, Mlle Martin-Laforêt ; non seulement parce qu'à son chevet de malade sa femme et sa sœur s'affrontent en ennemies. Mais parce que le cœur de Maurice est blessé d'une atteinte plus profonde, et proprement incurable. Là est sans doute le secret de son mystérieux génie, secret que ne trahissaient ni le *Centaure* ni la *Bacchante*, œuvres parfaites et sur elles-mêmes bien refermées. C'est dans les billets presque quotidiens à Barbey, au cours de sa dernière année sur la terre, que l'âme défaillante s'est livrée :

Ah! si j'avais un peu de vie dans le cœur, tout me serait adouci, un brin d'amour me tirerait d'affaire; enfin, selon ce que j'ai toujours entendu dire de ce merveilleux spécifique, il m'en faudrait aussi peu pour me faire vivre qu'il faut de certains poisons pour faire mourir. Mais rien, pas un atome. Pour m'aider, pour me consoler, je ne trouve en moi que l'affection raisonnée, c'est-à-dire le devoir. Caroline est charmante, elle m'aime de la façon la plus tendre et la plus flatteuse qui puisse être. A tout cela je ne puis rendre qu'une affection fraternelle dans la réalité, quoique mon langage et mes yeux, heureusement trompeurs, expriment tout autre chose. J'ai le contentement philosophique de la rendre heureuse, d'entre

tenir de mon mieux l'illusion sur laquelle est fondée sa vie; mais cette satisfaction rationnelle est le seul fruit que je retire de mon union. (*A Barbey, 27 mai 1834.*)

Moins de deux mois avant sa mort, ceci est presque son dernier écrit... Ainsi se dérobait-il autrefois à l'influence de Lamennais, à l'étreinte chaleureuse de ses amis de Bretagne, à sa famille même et à sa sœur Eugénie, qui s'en plaignait doucement. Ame insaisissable dont la fuite semble avoir été le geste essentiel, si nous voulons pourtant savoir ce qui se cache derrière ses feintes et son indifférence, et sa froideur désolée, ce n'est pas du côté de Mme de Maistre qu'il faut nous tourner, mais vers la Nature, vers la vie, insaisissables et décevantes elles aussi, à qui s'ouvrent en vain nos bras, sans que nous les puissions jamais refermer que sur nous-même.

Si l'on pouvait s'identifier au printemps, forcer cette pensée au point de croire aspirer en soi toute la vie, tout l'amour qui fermentent dans la nature, se sentir à la fois fleur, verdure, oiseau, chant, fraîcheur, élasticité, volupté, sérénité! Que serait-ce de moi? Il y a des moments où, à force de se concentrer dans cette idée et de regarder fixement la nature, on croit éprouver quelque chose comme cela.

Un tel désir, l'homme était incapable de le combler. Et quant à la nature, Maurice, je suppose, la connaissait à la fin de sa vie suffisamment pour savoir qu'elle est une assez décevante maîtresse. Il ne se tend plus vers elle, ni vers rien au monde dans le triste billet de 1839. Et bientôt, entre les bras maternels d'Eugénie, avant que de mourir, il va retourner à Dieu. Comme elle est émouvante, cette suprême arrivée au Cayla, le 8 juillet 1839, onze jours avant la mort! Ils sont tous là, pour l'accueillir : le père, le frère aîné Erembert, Mimin, la petite sœur grise, et Eugénie qui l'accompagne, et les gens de la ferme, chapeau bas devant ce moribond qu'il faut soutenir sur sa

selle. Il est épuisé jusqu'à la dernière goutte. Ne nous détournons pas, cependant, de ce spectacle pitoyable. Ne disons pas que Maurice n'était plus alors que l'ombre de lui-même. Mais considérons une fois encore cette âme au moment que, prête à partir, elle se rassemble. Finies les épuisantes analyses et les cruelles dissections. Il n'y a plus qu'une question et qu'une réponse. Voici qu'on peut s'abandonner enfin à ce fleuve jadis rêvé et s'unir à la vie éternelle! Ainsi s'achève, le 19 juillet 1839, un des drames intimes les plus émouvants que connaisse l'histoire des lettres françaises. Pour avoir, de la Nature à Dieu, laissé sur son chemin deux poëmes immortels, le nom de Maurice de Guérin ne s'effacera pas de la mémoire des hommes. Mais peut-être cette brève existence a-t-elle une leçon à nous livrer, qui n'est pas exclusivement d'ordre esthétique. Car ce repos conquis par tant de luttes, cette paix qu'il avait désirée d'un si grand désir, et qui est maintenant son apanage, ce mystère sur quoi s'interrompt le cri d'Aëllo, n'est-ce point cela même qui nous a été promis? Pour avoir douté de cette promesse, Maurice revient au Cayla maigre et affamé comme l'enfant prodigue. De ses courses vagabondes il rapporte quelques perles de grand prix, mais le voici prêt à reconnaître que leur éclat n'était rien qu'un reflet. Remercions M. Decahors, même s'il n'a pas réussi à percer le secret d'Harpocrate, d'avoir éclairé les moindres replis de ce visage scellé, et souhaitons que, dans sept ans, lorsqu'on célébrera le centenaire de sa mort, tout ce que Maurice a écrit nous soit enfin livré.

JACQUES MADAULE.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Lettres étrangères

I. — Le prix Nobel

Il y aurait une intéressante étude à faire sur la liste des lauréats Nobel, depuis la fondation du prix. A de rares exceptions près, l'attribution de cette haute récompense est significative : j'entends qu'elle indique une des tendances dominantes de la pensée mondiale au moment où elle est accordée. Il n'est pas douteux, par exemple, que le choix de Sinclair Lewis, avec *Babbitt*, symbolisait la condamnation quasi unanime d'une certaine forme de barbarie machinique. M. John Galsworthy, le lauréat d'aujourd'hui, ne doit pas à de simples influences diplomatiques, comme on l'a dit, d'avoir triomphé de l'Allemand Stefan George, des Russes Gorki et Kouprine, des Français Estaunié et Valéry, du Grec Costis Palamas, du Sud-Américain Manuel Galvez. Sa désignation me semble avoir une importance toute particulière, en l'année tragique qu'est 1932, s'il est vrai que son œuvre soit, en essence, un témoignage de l'inquiétude sociale de notre temps.

M. John Galsworthy est bien connu en France. Les éditions Calmann-Lévy ont publié une traduction abondante de son œuvre. Les livres principaux de la *Forsyte Saga* sont accessibles à notre public. Son art et sa pensée ont fourni la matière de nombreuses études. Est-ce à dire cependant que le lecteur français considère M. John Galsworthy comme un de ses auteurs familiers? Je ne crois pas. Il n'y a pas eu acclimatation. La traduction fait d'ailleurs perdre à ses romans on ne sait quelle grâce qui les pare, dans l'original. Et puis, si M. John Galsworthy ne tombe pas dans l'ennuyeux bavardage où se complaît souvent son rival Arnold Bennett, il

frôle parfois ce redoutable écueil fréquent sur les rivages du roman britannique. Le dernier traduit de ses ouvrages, *A louer* (tr. Paulette Michel-Côte, chez Calmann-Lévy), est, à cet égard, tout à fait typique. Des scènes vigoureuses, d'une vérité puissante, se prolongent en des développements souvent fades; l'intérêt se dissout, on a envie de sauter les pages. Il n'empêche, au reste, que M. John Galsworthy possède les plus grands dons. Sa saisie des personnages est toujours directe, forte, et donne une grande impression d'authenticité : Soames Forsyte, en particulier, est une réussite parfaite. Il sait se maintenir, sans risque de chute, en ce point où le tragique et le comique s'équilibrent, et qui est proprement le lieu de la vérité. Il est poète, à la façon (d'ailleurs étroite) dont le sont volontiers les Anglais, par un sens inné de la nature, qui lui permet, dans la simple description d'un coin du ciel bleu, de faire sentir tout le drame de la création et de la vie (drame qu'il envisage, au reste, d'un point de vue essentiellement panthéiste, et non chrétien). Ce sont là des signes d'un très grand talent, auquel il ne manque sans doute, pour se parfaire, que de posséder du génie...

La vraie grandeur de M. John Galsworthy, ce n'est pas, semble-t-il, dans ses qualités d'artiste qu'il sied d'en chercher la preuve. Maints reproches pourraient lui être adressés, dont le moindre ne serait pas de faire des fautes de goût. Mais il importe qu'un romancier pose des problèmes et sache discerner, dans la vie qu'il peint, les questions dramatiques enfermées au secret des cœurs. Cela, M. Galsworthy l'a su faire, avec une audace tranquille, d'autant plus admirable qu'elle ne glisse jamais à la vaine violence du pamphlet, qu'elle respecte toujours l'humain. Depuis trente ans qu'il publie des livres, il a su discerner que le drame de notre époque réside dans l'opposition des forces matérielles et de la vérité morale. Aujourd'hui l'actualité d'une telle remarque est devenue tragique : aux environs de 1904, elle était prophétique.

L'œuvre de M. Galsworthy, dont la *Forsyte Saga* forme le noyau central, est une étude de société. Depuis *The Island Pharisees* (les Pharisiens de l'Ile) jusqu'à ses plus récents

/res, il a voulu étudier cette zone de la société anglaise
ıi, appuyée sur l'argent et sur des traditions stérilisées,
:fend (ou plutôt défendit longtemps) ses abords comme
ux d'un camp retranché. Ces hommes sont, essentielle-
ent, des *propriétaires* — tel est le titre d'un des romans —
est-à-dire que la possession des biens leur est une justifica-
on suffisante, la seule réalité à laquelle ils soient sensibles.
sque dans l'amour, ils gardent l'attitude mentale du pro-
iétaire. L'argent a vicié en eux les sentiments d'humanité;
répression violente leur paraît légitime dès que leurs intér-
ts matériels sont en jeu. Et si l'un d'eux, par hasard, souf-
e de cette situation et tente d'y porter remède, on ne le
onsidère ni plus ni moins que comme un dangereux *outlaw*,
ıe la tribu doit chasser. Un des membres de la famille For-
te, en laquelle M. Galsworthy a incarné toute la haute
ciété anglaise, un jeune homme qui sent profondément
oppression du système, tout en lui restant fidèle, s'écrie,
ı parlant des siens : « Ils ont au plus haut point ces deux
ıalités qui sont le critérium d'un Forsyte : ils sont incapa-
es de se donner corps et âme; ils ont le sens de la pro-
riété. »

Cette caste, M. Galsworthy l'a peinte avec un sens de l'i-
onie qui fait de lui un grand observateur. La satire sociale,
ıez lui, s'appuie sur une connaissance intime des modèles.
n de ses chefs-d'œuvre, *Fraternité*, montre ce qu'il y a d'in-
anchissable dans les barrières dont la caste cerne l'individu,
que tout effort doit tendre d'abord à supprimer la notion
e caste. Mais les coutumes, les fameuses traditions, le for-
alisme, le vernis du bon ton, sont bien difficiles à vaincre,
ıême par un cœur généreux.

Il faut observer, au reste, que M. Galsworthy — ce qui fait
e lui un grand romancier — sait nuancer ses portraits; il
'identifie jamais l'homme à la caste, avec cette simplicité
ont un Zola témoigne si souvent. Il a le sens de la destinée
ıdividuelle. Cernés par les barrières, isolés du reste du
ıonde, les membres de la caste n'en sont pas moins des
ommes. Ils sont différenciés et leur unité supérieure n'inter-

dit pas l'indépendance personnelle. L'auteur n'est pas de ces théoriciens qui écrivent un roman pour démontrer l'excellence de leurs solutions : il se borne à faire entendre un appel, à suggérer une attitude spirituelle. Là ses modèles sont, évidemment, Dickens sans doute, mais aussi Balzac, Maupassant et les Russes, Tchekov en particulier. Quand on songe à ce que représente — et à ce que représenta longtemps pour l'Anglais moyen — cet écrivain, on se surprend à sourire en le voyant aujourd'hui en posture de lauréat officiel. Il est vrai que, depuis Lawrence et James Joyce, la prude Albion en a vu d'autres, et que cet extrémiste n'est plus qu'une manière de modéré.

Ce que suggère comme solution M. Galsworthy, ce n'est pas autre chose que le risque. Il est assez curieux de noter ici qu'un écrivain français a fait, lui aussi (et dans une totale ignorance de la littérature anglaise), ce rapprochement fondamental entre l'avarice d'argent et l'avarice d'âme, ces deux vices « bourgeois » : c'est Péguy, et lui aussi a affirmé que la seule solution est dans le risque. Pour M. John Galsworthy — et ceci est très profondément chrétien — le risque, c'est-à-dire le don de soi, même s'il s'accompagne des excès de la passion, vaut mieux que cette sorte de repli de l'être, ce goût en quelque façon métaphysique de la propriété, cette horreur de l'aventure, qui n'aboutit qu'à cette tiédeur que condamnait le Christ. Le confort est, en ce sens, le pire des bienfaits, car c'est une gangue dont on ne sort jamais.

Les Forsyte sont des êtres qui ne veulent rien aventurer. Ils ont pris assurance contre tous les risques. Ils paient très cher les primes de l'assurance, et ils ne toléreront pas de courir un danger. La guerre, la ruine, la désordre, la révolution, tout aboutit à leur faire payer une prime d'assurance. A ce compte ils se croient quittes. Et contre la mort? Ils ont pris contre elle une assurance suprême : ils ont renoncé à toutes leurs passions, ils ont vécu sobrement, sans aucun excès. Et quand enfin elle se présente — très tard — elle leur apparaît, en somme, comme une injustice. Tel est le fond même de cette peinture, à laquelle on a trop souvent accordé

ne simple valeur d'anecdote. Sa portée me paraît infini-
ıent plus haute. Nous donne-t-elle pleine satisfaction? Ce
ɜrait beaucoup dire. Si M. Galsworthy a jugé de la façon la
us saine le règne de l'argent et son oppression, il manque
son œuvre cette méditation profonde sur la pauvreté et le
énuement, sur leur valeur spirituelle, méditation dans
.quelle seule peut s'élaborer la véritable charité.

II. — L'« Index Translationum »

Il faut signaler ici un bulletin nouveau, très récemment
ublié par les services de l'Institut international de Coopéra-
on intellectuelle, qui, sur le titre d'*Index translationum*,
ournit, chaque trimestre, la liste des traductions éditées dans
:s principaux pays. On peut tirer, de l'examen de ces fas-
cules, qui rendront aux bibliothèques un grand service,
iverses leçons.

La première est qu'il y a quelque chose de changé en
rance. Il y a six ans, on pouvait s'indigner de l'indifférence
ù était le public français de toutes les littératures étrangères.
epuis quelque temps, un effort considérable a été fourni.
ujourd'hui on publie chez nous un nombre très important
e traductions, et il faut croire qu'elles connaissent le succès
uisque, cette année, année de crise, ce chiffre n'a pour ainsi
ire pas fléchi. Chaque éditeur possède sa collection d'au-
eurs étrangers et ne s'en repent pas.

Au cours des six premiers mois de l'année 1932, l'Angle-
erre a traduit 181 livres; les Etats-Unis, 210; l'Allemagne,
17; l'Espagne, 305; l'Italie, 347; la France, 408. Nous
enons donc la tête. Si l'on regarde de près les listes, on n'a
as de peine à constater que ce sont celles de la France et
e l'Italie qui sont les plus harmonieuses, je veux dire qui
émoignent de l'éclectisme le plus intelligent. C'est aussi
ans ces deux pays que la place la plus importante est accor-
ée aux lettres, par rapport aux ouvrages scientifiques.

Enfin, si l'on examine la liste française, on aperçoit que

nous traduisons surtout des Anglais et des Américains (et surtout une foule de romans policiers anglo-saxons) puis des Allemands. Peu de Russes, très peu d'Italiens et d'Espagnols.

Il y aurait, me semble-t-il, des conclusions à tirer de ces remarques, touchant notre propagande à l'étranger. Si nos éditeurs, d'accord avec le Quai d'Orsay, appliquaient aux étrangers intellectuels la méthode qu'on essaie en ce moment d'instaurer en matière commerciale, c'est-à-dire si une juste réciprocité était étudiée, cela permettrait de servir efficacement la cause de la langue et de la culture française. Il ne semble pas qu'on y ait, jusqu'ici, pensé.

III. — M. Jakob Wassermann

Ce n'est pas, à vrai dire, de l'œuvre entière de M. Jakob Wassermann, un des plus grands romanciers de l'Allemagne contemporaine, que je me propose de parler. Il y faudrait une très longue étude. Sur l'art de M. Wassermann, sur ses procédés de construction, sur son style, et tout aussi bien sur ses conceptions philosophiques, historiques, ethniques, il y aurait beaucoup à dire. Je voudrais analyser seulement dans ses livres, qui se suivent et se complètent, et qui ont une grande valeur de témoignage : *L'Affaire Maurizius* et *Etzel Andergast*. Ils ont été traduits (à la librairie Plon, coll. « Feux croisés ») par M. J.-G. Guidau; traduction honnête, sinon parfaite, quelquefois assez maladroite. Au total quatre gros livres de 330 pages chacun. L'effort est beau.

On connaît cette impression de résistance, de richesse et en même temps d'onctuosité, que donnent à la main qui les presse certaines belles étoffes. Ce que j'admire le plus dans les romans de M. Wassermann, c'est une qualité analogue, une qualité de matière. On éprouve, quand on est plongé dans ses livres, cette sensation même que donne la vie à qui l'observe; on sent qu'en dessous des fils entrecroisés sur lesquels l'auteur a projeté sa lumière, d'autres sont encore mêlés, invisibles pour nous, mais dont le créateur a la vision

incte. Un livre vivant, ce n'est pas seulement un livre
ıt chaque personnage, individuellement, est doué de vie :
ıt bien plutôt un livre qui nous soutient avec la densité
cte de la réalité vivante. Cette densité, on la sent partout
ıs l'*Affaire Maurizius*; un peu moins constamment dans
el Andergast, où il y a des trous, par où s'introduit l'en-
. Mais, dans l'un et l'autre ouvrage, certaines scènes
ɔaraissent avec une force de fascination telle qu'on ne peut
oublier, qu'on pense à leurs protagonistes, Waremme,
·khoven, Irlen, exactement comme à des personnages
·ants.

Voyons d'abord l'*Affaire Maurizius*. Etzel Andergast est le
du baron d'Andergast, procureur général dans une ville
l'Allemagne du Sud. C'est un adolescent de dix-sept ans,
ɔdigieusement lucide, d'un temperament violent et exalté
ɜ son père n'a pas su dompter. L'éducation que le baron
onnée à son fils a pu être excellente, mais elle périt par les
:ines; elle manque d'âme. Entre père et fils, il n'y a aucun
ıtact. Cet homme froid, dur, qui vit bastionné par la loi et
droit, qui est allé jusqu'à chasser totalement sa femme
ıltère, en lui interdisant de jamais revoir son enfant, est
:apable de comprendre son fils. Or, un hasard va soudain
re soupçonner à Etzel que le critérium moral sur lequel
son père, celui qui lui a permis de répudier sa mère, de
ıtraindre l'amant au suicide, ce critérium pourrait bien
e en défaut. L'enfant a vent d'une affaire criminelle, qui
st déroulée dix-huit ans plus tôt, et qui a justement illus-
son père, alors simple substitut. Un jeune professeur, Mau-
ius, accusé d'avoir tué sa femme, a été condamné à la
tention perpétuelle, sur une série de présomptions dont le
ıgistrat a su tisser un filet dans lequel le malheureux s'est
is sans recours. Depuis dix-huit ans, emprisonné, il n'a
ssé de protester de son innocence, et son vieux père a
ressé aux pouvoirs publics requête sur requête. Etzel soup-
nne que la vérité n'est pas où son père l'a placée.

Dès lors, ce soupçon bouleverse son équilibre intérieur.
crise qui se produit en lui fait éclater la révolte long-

temps contenue. Il part, il quitte le foyer paternel, va s'installer à Berlin près de Waremme, le principal témoin de l'affaire Maurizius. Il arrive à s'imposer à lui, à gagner sa confiance, et il apprend de lui que Maurizius est innocent, que le témoignage de Waremme était faux. Etzel se précipite chez son père. Pour apprendre que Maurizius a été gracié. Entre temps, en effet, le baron, inquiété par la protestation de son fils, a repris le dossier Maurizius, acquis la conviction d'une erreur, mais, ne voulant pas compromettre sa situation, a fait accepter au condamné sa grâce. Cette acceptation bouleverse Etzel. La victime elle-même reconnaît donc à la justice le droit d'être approximative! Tout est donc compromis et abject? L'enfant tente alors de se tuer.

Ce livre rend, il faut le dire, un son admirable. Cette aspiration vers la justice intégrale qui soulevait de fièvre la jeune génération française vers 1897 en une autre « affaire », nous la retrouvons là. C'est un des sentiments les plus beaux, les plus purs qu'éprouve la jeunesse. Le jour où il s'est effondré, il manque à l'âme un soutien essentiel : l'homme a commencé de vieillir. Tout le long de sa vie, Etzel Andergast sera marqué au front de cette brûlante certitude : il n'y a pas de justice sur terre. Et, comme il ne croit pas à un autre monde, comme la vie n'est pour lui qu'un déterminisme, il ne tardera pas à en sentir l'absurdité. Nous allons le voir tel dans le livre qui porte son nom.

La première partie d'*Etzel Andergast* ne met pas en scène ce jeune personnage. Elle se situe avant la guerre. Cette partie est dominée par deux puissantes figures, Kerkhoven et Irlen. Joseph Kerkhoven est un médecin, dans une petite ville de province allemande, médecin de médiocre situation, mais qui, peu à peu, grandit sous nos yeux : il apporte dans la médecine une intelligence et une science qui vont rarement de pair. Il est amené à donner ses soins à Jean Irlen, personnage assez énigmatique, grand industriel, dilettante supérieur, explorateur, qui meurt lentement de la maladie du sommeil. Ces deux hommes s'unissent d'une grande amitié. Irlen « forme », à la lettre, son ami, l'oriente vers ce

qu'on pourrait appeler l'accomplissement nietzschéen de sa nature. Quant à lui, à la veille de la guerre, se sentant à bout de forces, refusant de voir les horreurs qu'il pressent, il demande à Kerkhoven le poison de la mort facile... Entre temps, un drame s'est joué dans la vie de Kerkhoven. Sa femme, la douce Nina, est devenue folle, parce qu'il s'est épris de Marie, la nièce d'Irlen. Cette première partie, qui enferme des scènes d'une grandeur magnifique (en particulier celle où Irlen exige la mort), apparaît en somme comme celle des « années d'apprentissage » de Kerkhoven. Nous le retrouverons dans la seconde partie, en 1928, quatorze ans plus tard.

Cette période des années 1928 et environ a été peinte par M. Wassermann avec une force de vérité saisissante. L'immense désarroi, cette sorte de maladie d'âme qui travaille la société — et en particulier la société allemande —, l'aspiration confuse et simultanée vers l'ordre et le désordre, le sauvetage et la destruction, tout cela est dans son œuvre, et saisissant. La jeunesse germanique, en particulier, dont le sort matériel et moral est aujourd'hui un des éléments clefs de l'énigme mondiale, est peinte d'une façon qui force l'admiration. Etzel Andergast en est devenu le représentant type. La vie d'Etzel est une chose absurde : un immense appétit — où il ne faudrait pas beaucoup d'application pour discerner un appétit métaphysique — le dévore. Il est malheureux, physiquement, moralement : aventuré sur les pires routes. C'est alors que Kerkhoven, devenu un grand maître, le recueille, l'admet chez lui, en fait son collaborateur. Cette amitié donne pour un temps un sens à la vie d'Etzel. Servir le « maître », voilà le but. Mais est-ce un vrai but? Cette intelligence pénètre dans le mécanisme moral de Kerkhoven; il devine le point où l'armure éclatante s'entrebâille. Il ne pourra pas se retenir de porter le coup mortel à celui-là même qu'il admire profondément.

Kerkhoven aime sa femme, cette Marie, nièce d'Irlen, qu'il a épousée dans des circonstances dramatiques. Mais peu à peu, comme beaucoup d'hommes que la passion de leur

métier, peu à peu, isole de leurs proches, il a laissé Marie de côté, à son foyer, il n'est plus qu'un passant. Etzel, qui a d'abord comblé Marie de prévenances, un jour lui déclare un amour passionné. Amour étrange, absolument sincère, et où cependant s'introduit on ne sait quelle équivoque diabolique. Marie, qui a tenté de faire entendre à son mari qu'elle est en péril, n'a reçu de lui que de vagues et distraites assurances. Quand, enfin, Kerkhoven ira au secours de sa femme, ce sera trop tard. Etzel aura achevé une œuvre de destruction dont Marie, Kerkhoven et lui-même sont les victimes.

Ainsi se manifeste cette force singulière qui est dans la jeunesse, force d'inquiétude, qui peut tendre au désordre ou à l'ordre, à la destruction ou à la construction, suivant qu'elle est orientée dans un sens ou dans l'autre. Aux yeux de M. Wassermann, la jeunesse allemande tout entière — qu'elle se manifeste en Etzel Andergast ou dans les très nombreux comparses qu'on aperçoit, ombres véridiques, aux arrière-plans du livre — est essentiellement un facteur de désordre. Désordre qu'elle subit, désordre qu'elle crée. C'est là un des aspects éternels de la jeunesse, mais qui prend une efficience exceptionnelle en les temps que nous vivons. Œuvre d'un aîné, mais d'un aîné compréhensif et intelligent. *Etzel Andergast* rejoint les témoignages que cette génération allemande a donnés sur elle-même, avec Joseph Roth, Klaus Mann, Kaestner, Süsskind, témoignages de tous ceux qu'on peut appeler, suivant le terrible mot d'Ernst von Salomon, l'un d'eux, *les Réprouvés*. A ce titre, je ne crois pas qu'on puisse trouver dans l'Allemagne actuelle — et peut-être dans l'Europe — d'expression plus valable du désespoir présent. Qu'il y manque ce que nous tenons, ici, pour essentiel, le simple résumé des livres l'aura, je pense, assez fait comprendre.

IV. — Essais Espagnols

Les éditions du *Cavalier*, récemment fondées (en liaison d'abord avec le groupe protestant des publications « Je sers »,

dont elles sont, aujourd'hui, plus indépendantes), viennent de révéler au public français un des grands noms de la littérature espagnole contemporaine, M. José Ortega y Gasset. Révéler ; non. On n'a pas oublié l'étude si subtile que l'essayiste espagnol avait donnée à la *Nouvelle Revue française*, pour le numéro spécial Proust, sur la notion de temps. Mais le volume récent tend à nous présenter, de la figure de l'auteur, un portrait plus complet. Qu'il y réussisse parfaitement, je ne le crois pas. Si je ne savais, par ailleurs, que M. Ortega y Gasset est une des meilleures têtes de la génération qui, en Espagne, atteint aujourd'hui cinquante ans, je ne reconnaîtrais pas le signe de la maîtrise à toutes les pages de ce florilège. Certes, il y a des développements d'une haute, je dirais même d'une bouleversante beauté ; en particulier ce chapitre, intitulé *Mort et résurrection*, où la méditation sur le cas de saint Maurice et de ses martyrs atteint à une irrécusable grandeur. « L'acte même de renoncer à sa propre vie signifie la suprême affirmation de la personnalité... » Certains fragments des *Notes de l'errant été* sont, dans le même sens, fort beaux. Un commentaire sur l'action d'une religieuse visiteuse est non seulement respectueux, mais fort compréhensif. Enfin toutes les descriptions des paysages, abondantes en cet ouvrage, sont au-delà du pittoresque ; elles expriment vraiment une région.

Tout cela suffit-il à nous faire comprendre ce qu'il y a de décidément original dans la pensée de ce professeur de métaphysique si habile à commenter l'actualité, de ce théoricien qui a su si bien passer à la pratique qu'aujourd'hui il siège aux Cortès, de cet écrivain d'idées que la jeune génération espagnole acclame comme un maître ? Je ne crois pas. La pensée de M. José Ortega y Gasset, autant qu'on en peut juger dans ce livre, prête souvent à discussion. Des affirmations comme celle-ci : « La vie trouve son sens quand on en fait une aspiration à ne renoncer à rien », sont, dans leur « gidisme », plus que discutables. Telles considérations où, reprenant Gœthe et Renan, M. Ortega y Gasset nous dit que : « Tout besoin est un bienfait », sont bien curieuses à

entendre en notre année 1932, l'an des besoins insatisfaits, l'an des besoins maudits. Et je ne sais que penser de la métaphysique de M. Ortega y Gasset si elle doit tenir dans cette formule : « Le véritable progrès, c'est l'intensité de plus en plus forte avec laquelle nous percevons une demi-douzaine de mystères essentiels qui, dans la pénombre de l'histoire, palpitent, vivants comme des cœurs... » *De plus en plus profondément*. Ce qui veut dire, je pense, que nous dépasserons et Platon et saint Jean, et Aristote et saint Thomas...

Ce qu'il y a de plus grave, peut-être, dans ce qu'on aperçoit, en ce livre, de l'attitude intellectuelle de M. Ortega y Gasset, c'est que son activité est, par essence, dissociatrice. Dissocier des idées, certes, est un amusement passionnant. On peut s'y plaire. Mais le danger est que, vite, cela tourne au jeu pur, c'est-à-dire que toute réalité, de quelque ordre qu'elle soit, finit par être niée. M. Ortega y Gasset excelle à retourner devant nous, sur toutes ses faces, l'objet qu'il considère. Esprit critique de premier ordre, il réussit l'analyse, qu'elle soit d'ordre psychologique, historique, esthétique ou sociale (ses pages sur *España invertebrada* sont, en ce sens, très remarquables). On est devant ce texte comme devant un bijou aux multiples facettes, dont chacune brille à tour de rôle. On admire; mais l'impression d'ensemble est le papillotement.

Un seul des essais du livre fait exception, *Mort et Résurrection*, dont j'ai dit la grandeur. M. Ortega y Gasset y montre que la mort, si elle n'est pas subie, si elle entre dans la loi de volition humaine, aboutit à la résurrection, la postule, l'exige. Ici la pensée se fait plus rigoureuse, les assertions s'inscrivent sur un plan supérieur. Je donnerais tout le reste du livre pour ces quelques pages.

Mais ce ne sont que quelques pages. Il serait assurément d'une grande injustice de juger un auteur sur un choix aussi limité. Il importait cependant de signaler ces *Essais espagnols*, que la presse française semble passer sous silence, — ne serait-ce que pour demander à l'éditeur, et à la traductrice Mlle Mathilde Pomès (dont la traduction est excellente)

- de nous donner sans retard une œuvre plus significative, ar exemple cette *Rebelión de las masas* dont on assure qu'en spagne et en Allemagne l'influence est considérable.

DANIEL-ROPS.

Révolution et jeunesse

Révolutionnaires — de droite et de gauche — les jeunes e sont frénétiquement et avec une satisfaction qui n'exclut ›as tout amour-propre. On se dévoue à la société mais tout :mu soi-même d'un si beau rôle et d'être à l'avant-garde, au noins littéraire, du mouvement.

Le « cahier de revendications » que présente la *Nouvelle Revue Française* pour « définir une cause commune de la jeuıesse française » nous offre à ce propos beaucoup de littérature et quelques idées.

Des formules tapageuses : « L'intelligence n'est ni un ɔutil ni un miroir... elle est une épée »; — une sorte de romantisme révolutionnaire : « Nous avons choisi de vivre — telle est notre révolution — dans un monde qui nous préparait pour autre chose »; et cette touchante et horripilante complaisance en soi : « Nous sommes une génération comblée. Comblée de chances de grandeur et comblée de risques mortels »; — tout cela n'empêche pas la sincérité de leur angoisse et doit retenir notre sympathie, puisque, après tout, ils souffrent et que le Christ n'est pas venu guérir les bienportants mais les malades.

Mais justement, parmi ces révolutionnaires, dont plusieurs se disent spiritualistes et chrétiens, combien prononcent le nom du Christ sauveur? Ceux-là mêmes qui, comme le directeur d'*Esprit*, sont des croyants, lorsqu'ils rééditent les théories classiques sur les rapports de la contemplation et de

l'action, les obscurcissent à plaisir. Voici la conclusion de sa « revendication » :

« Qu'ils (les révolutionnaires) acceptent aussi que la vie spirituelle ne soit pour nous ni une justification ni un brillant oriflamme ni une chaleur passagère des mots ; mais une dimension intérieure inaltérable qui est notre raison d'être et notre raison d'agir. »

Peut-être M. Mounier a-t-il raison, mais qui le comprendra?

Le Verbe de Dieu s'est fait chair pour condescendre à la faiblesse de notre esprit. Pourquoi maintenant transformer la parole du Fils de l'Homme en une abstraite dialectique?

Soyons pourtant lecteurs studieux et indulgents, et cherchons à dégager de ce fatras ce qui s'y manifeste vraiment de spirituel.

La revendication commune tient en deux points :

On veut vivre.

On ne veut pas de la guerre.

« Il s'agit de ne pas trainer la faim ou de ne pas mourir à la guerre », note excellemment M. Lefebvre, marxiste doctrinaire et militant. Il faut donc « s'en prendre aux conditions de l'univers infernal, au *capitalisme* ». Certains, après guerre, ont cru pouvoir opposer à cet univers un refus hautain. Aujourd'hui « plus d'évasion, pas de fuite, pas d'éternité et de spéculation, pas d'orgueil — et pas de silence. Il faut travailler à extirper la racine du malheur. »

Dans le même esprit, M. Paul Nizan exalte la révolte, la révolution : « Ces mots magiques relèvent les courages. »

Mais « toutes les tentatives qui ne se fondent pas sur la classe révolutionnaire ne comportent pas de points d'application ». Ces révolutions d'intellectuels ne sont que rêverie de l'action. « Ce qui fait l'acte, c'est l'union de l'intention et de la main. » Tâchons donc de réaliser « le projet héroïque du monde que construit déjà l'U.R.S.S. ».

Au moins on sait où l'on va.

En revanche, que nous propose Philippe Lamour, au nom de son groupe *Plans*? D'abord cet aphorisme auquel nous

souscrivons aisément après l'avoir lu : « La révolution est une manifestation de jeunesse. » Et ceci, en guise de mot d'ordre : « Il n'y a qu'une ressource : en sortir. » Ubu roi n'eût pas mieux dit. Et puis encore? « Aller de l'avant, conquérir un ordre, une civilisation, une culture. » Le désir est louable, mais un peu vague assurément.

Et voici l'oracle d'un révolutionnaire d'extrême droite, Thierry Maulnier. Ni communisme ni fascisme. Une révolution spirituelle, afin « de nous conserver et de nous rendre nous-mêmes ». Formule mystérieuse, encore que l'auteur prenne soin de nous avertir que, « d'être spirituelle, cette révolution n'est pas verbale, mais au contraire plus totale, plus dure, peut-être plus sanglante ».

Après cela, quand M. Aron, qui conduit le mouvement de l'*Ordre* et du *Nouveau combat*, vient soutenir que la révolution nouvelle sera essentiellement « une revanche du concret sur l'abstrait, des facteurs humains personnels sur les mécanismes collectifs et artificiels », je vois bien qu'il a raison, mais la révolution est alors bien mal préparée, et, s'il est vrai que « le sang répandu sera la marque de son imperfection concrète », nous pouvons prévoir un horrible carnage.

Au fond de toute cette littérature, il y a un drame émouvant, celui que M. Denis de Rougemont précise en ces termes : « L'unité de refus devant la consternante misère d'une époque où tout ce qu'un homme peut aimer et vouloir se trouve coupé de son origine vivante, dénaturé, inverti, saboté. » Et c'est pourquoi « il n'y a rien d'autre à attendre que cette force surhumaine d'entrer dans l'Ordre de la pauvreté, qui vaincra toutes les révolutions, après les avoir faites ».

Au vrai, « l'ordre de la pauvreté » est entré dans le monde au jour où le Christ, fils de Dieu, naquit dans une étable. Il fit alors la vraie révolution, et il nous la prêche encore lorsqu'il dit : Bienheureux les pauvres en esprit, parce que le royaume de Dieu est à eux.

Il s'agit pour les hommes de reprendre conscience de leur état de créature, en dépendance essentielle de Dieu. Retrou-

vant l'ordre et la paix intérieure, ils comprendront quelle est leur place dans l'univers et quels sont leurs rapports de fraternité naturelle et surnaturelle avec les autres hommes, tous fils de Dieu. Par là même ils seront portés à plus de justice dans leur vie, et spécialement dans leurs relations d'affaires. Ils feront cette révolution — la vraie — qui consiste à traiter les travailleurs comme des collaborateurs, en les associant à l'entreprise, en leur assurant le bienfait de la propriété, et en diminuant, avec les inégalités, les rancœurs et les haines.

C'est une vraie révolution, mais qui ne sera durable et féconde qu'à la condition d'être d'abord intérieure. Autrement, si on change les institutions sans avoir transformé les âmes, ce sera la révolte brutale, où les exploités deviendront exploiteurs; quant au règne de la justice et de la paix sur la terre, rien ne sera changé, et les âmes ne se seront pas rapprochées de Dieu, ce qui est en définitive la seule et tragique destinée humaine.

PIERRE BOISSELOT, O. P.

Deux écrivains grecs de la Gaule : Favorinus et Salluste

Habent sua fata libelli : si banale soit-elle devenue à force d'avoir été répétée, cette formule semble s'imposer à qui veut aujourd'hui rappeler le souvenir de Favorinus d'Arles et de Salluste le philosophe. Ces deux hommes, — nos compatriotes l'un et l'autre, — ont été célèbres de leur temps. Les hasards de la librairie les ramènent à la lumière.

Favorinus, né à Arles, vers la fin du Ier siècle, avait été l'élève de Dion de Pruse : comme son maître, il fut un rhé-

ır applaudi; Rome, la Grèce, l'Asie-Mineure, entendirent ır à tour ses discours et lui témoignèrent leur faveur; mpereur Hadrien lui témoigna sa confiance et l'admit pour temps dans son intimité; mais, aux environs de 130, les trigues et la jalousie de ses rivaux, Timocrate et surtout lémon, parvinrent à provoquer contre lui une sentence exil : il fut interné dans l'île de Chios et y resta sans doute squ'après l'avènement d'Antonin. Nous savions que Favori- ıs avait beaucoup écrit; mais, en dehors de deux opuscu- s de lui qui figuraient à tort parmi les œuvres de Dion, un *rinthiaque* et un livre *Sur le hasard*, en dehors d'un cer- in nombre de fragments recueillis à droite et à gauche au ix de mille peines, nous n'avions plus rien de son abon- ınte production. Seuls les érudits parlaient encore de lui : grand public qui, jadis, lui avait témoigné tant d'admira- on, l'avait oublié.

Or, le vieux rhéteur est en train de retrouver une gloire ouvelle, grâce à la découverte inespérée d'un traité *Sur exil*. Les papyrus anciens, qui nous ont déjà rendu un si rand nombre d'œuvres regardées comme perdues à tout ja- ais, viennent de nous restituer ce traité du vieux rhéteur lésien. Pourquoi, vers le milieu du IIIe siècle, un inconnu a-t-il patiemment recopié, en un village ignoré de la Marma- que? comment le long rouleau de papyrus, après avoir tra- ersé les siècles, est-il venu échouer à la Bibliothèque Vati- ıne, d'où l'ont exhumé les soins pieux de Medea Norsa et e Vitelli? Nous ne le saurons sans doute jamais. Ce qui est ûr, c'est que, pour l'instant, Favorinus est à la mode : il ut se hâter de parler de lui (1).

C'était, en ce temps-là, un lieu commun de parler de l'exil

(1) Le traité de Favorinus a été publié par Medea Norsa et Vitelli ans *Studi e testi* 53. *Il papiro Vaticano greco II*. 1. Φαβωρίνου περὶ υγῆς. 2. *Registri fondiari della Marmarica*. Citta del Vaticano, 1931. f. F. Cumont, *Une œuvre inconnue de Favorin d'Arles*, dans *Journal es Savants*, 1931, p. 370; P. Collart, *Favorinus d'Arles*, dans *Bulle- n de l'Association G. Budé*, janvier 1932, pp. 23-31.

et de la constance que le sage devait y conserver. Bien des philosophes, Sénèque par exemple, Musonius Rufus. Dion de Pruse, avaient connu cette épreuve et l'avaient vaillamment supportée. Les stoïciens enseignaient que l'homme de bien retrouve partout sa patrie, parce qu'il est citoyen du monde et qu'à la bienheureuse cité de Cécrops il préfère la bienheureuse cité de Zeus. On s'exerçait, dans les écoles de rhétorique, à développer ce thème, en l'ornant des fleurs les plus délicates du style.

En abordant à son tour un pareil sujet, Favorinus ne pouvait guère se flatter de le renouveler; et de fait, il n'a pas cherché à le faire. Il se contente de montrer que « l'exil est le stade de la vertu, où l'on se trouve exposé aux attaques réitérées de trois ennemis invisibles : l'éloignement de la patrie, la privation de famille et d'amis, la perte des honneurs et des charges. Et c'est, dès lors, un discours de rhéteur en trois points, où les trois ennemis en question trouvent devant eux une légion d'exemples, une phalange d'arguments, un bataillon de héros mythiques et historiques, toujours supérieurs a leurs misères, avec, pour renfort, Homère, Hésiode, Simonide, Alcée, Pindare, Eschyle, Sophocle, Euripide, Ménandre et des auteurs inconnus, transformés en catapultes à citations (1). »

Malgré tout, il se dégage de ce traité scolaire une impression de vie très personnelle. Nous ne saurions oublier qu'au moment où il l'écrivait, Favorinus était lui-même exilé et qu'il ramassait toutes ces belles exhortations pour se consoler et s'encourager, bien plutôt que pour avoir le plaisir de faire un devoir réussi. L'auteur se plaint des faux amis : « Le feu est capable d'éprouver l'or et l'argent, la tempête les navires qui peuvent tenir la mer, les revers de fortune les amis. Qu'un homme ait l'air de réussir, tous veulent être de ses amis, affluent vers lui en foule de toutes parts. Ni les portes ne suffisent à empêcher, ni le respect humain ne peut arrêter leur servilité... Mais quand le sort s'abat sur

(1) P. Collart, *art. cit.*, p. 25.

ıs en bourrasque, alors les semblants d'amis, légers et quillés, le vent s'élève et les balaie, comme la balle d'un de blé, tandis que, peu nombreux, les vrais amis, comme ɔon grain, demeurent. » Nous pensons aussitôt à Ovide et « vers fameux :

Donec eris felix...

Mais l'épreuve qu'il décrit, il l'a goûtée d'abord : ce sont . propres amis qui l'ont trahi, et sa plainte en devient ıouvante.

Favorinus dit encore qu'on peut avoir sur la terre d'exil mêmes jouissances que dans la patrie. Seulement il ajoute e la seule pensée de haïr sa patrie est impie, et déclare 'il aime la sienne et ne l'aurait jamais volontairement ittée. Nous nous souvenons que cette patrie est la Gaule, tre douce France, et les regrets du rhéteur nous apparais-ıt plus sincères.

Ce n'est certes pas une grande œuvre que celle qui vient nous être rendue par le papyrus du Vatican ; c'est une œu-ɜ de bonne foi, et le vieux compatriote qu'elle nous révèle : digne tout au moins d'un instant de sympathie.

Salluste le philosophe vécut au IVe siècle : nous ignorons date et le lieu exact de sa naissance ; du moins savons-nous 'il était Gaulois d'origine : cela est bien une raison pour ıus intéresser à lui. Il fut l'ami et le conseiller de Julien l'A-ɔstat : lorsque celui-ci, en 355, fut envoyé en Gaule par mpereur Constance, il y trouva Salluste qui occupait ɔrs les fonctions de questeur, et, tout de suite, il s'attacha lui. « Il l'écouta avec d'autant plus de déférence qu'il le vait dévoué au culte païen, il lui laissa son franc-parler ; il léra même ses réprimandes. Il prit peu à peu l'habitude de nférer avec lui en toute confiance. Salluste l'aida même aucoup à se rendre populaire en Gaule, en servant comme trait d'union entre lui et le pays (1). »

(1) J. Bidez, *La vie de l'empereur Julien*, Paris, 1930, p. 140.

La faveur qu'accordait Julien à son questeur n'était pas pour plaire à Constance : celui-ci décréta le rappel de Salluste, à qui Julien écrivit une touchante lettre de consolation (1). Il fit mieux encore : lorsqu'il fut à son tour devenu empereur, il confia à Salluste la préfecture d'Orient, une des premières charges dont il put disposer et l'associa étroitement à son œuvre de restauration de l'hellénisme.

Nous l'avons dit, Salluste était resté païen. Au temps où saint Hilaire, saint Phébade d'Agen et beaucoup d'autres défendaient par leurs écrits la foi catholique, il se fit, lui, le défenseur du paganisme. On doit ajouter que, bien différent de l'empereur par sa modération, il n'employa ou ne recommanda jamais d'autres arguments que ceux de la raison; et saint Grégoire de Nazianze lui rend ce beau témoignage : « Bien qu'étant homme de religion hellène, il dépassait l'Hellène par sa façon de vivre et méritait d'être compté au nombre des meilleurs de jadis et d'aujourd'hui. »

Afin de gagner des adhérents au paganisme, Salluste composa, sous le titre *Des dieux et du monde*, un court exposé de ses doctrines essentielles, nous serions tentés d'écrire : un catéchisme; et c'est ce petit traité qui vient d'être traduit en français par M. Mario Meunier (2). J'imagine que M. Meunier n'a pas l'intention de poursuivre la propagande faite au IVe siècle par Salluste et de gagner à la religion hellénique les âmes de ses contemporains. On le croirait parfois, tant est grande l'admiration qu'il éprouve pour le livre du philosophe. Mais on sait trop que, si la tentative de Julien a échoué, ce n'est pas aujourd'hui qu'il serait possible de faire sortir les dieux de leur linceul de pourpre.

Et l'on peut, sans arrière-pensée, relire le traité *Des dieux et du monde* de notre lointain compatriote. On y trouvera de quoi s'instruire, et, qui sait? peut-être même de quoi s'édi-

(1) Julien, *Oratio* VIII.

(2) Salluste le philosophe, *Des dieux et du monde*, traduction nouvelle avec prolégomènes et notes par M. Meunier, Paris, éditions Véga, 1931.

fier. Trop souvent, le paganisme ne nous est connu que sous la forme que lui ont donnée les vieilles mythologies. En pensant à lui, nous avons dans l'esprit les aventures amoureuses ou guerrières des dieux que nous ont fait connaître Homère, Hésiode ou Virgile. Nous nous scandalisons ou nous nous moquons, suivant les circonstances, de ces récits fabuleux. Nous ne comprenons pas surtout que de nobles âmes aient pu s'en contenter. Or Salluste nous fait connaître un paganisme nouveau et épuré. Il admet sans doute le polythéisme : « Parmi les dieux, écrit-il, les uns sont encosmiques, les autres hypercosmiques... Des dieux encosmiques, les uns font que le monde existe, les autres harmonisent les êtres en accordant leurs éléments opposés; ceux-ci les animent et ceux-là enfin les maintiennent dans l'harmonie établie. » Mais après avoir rendu, aux douze grands dieux, un rapide hommage, il n'en parle plus, et il insiste sur la cause première, sur la Providence, sur l'immortalité de l'âme, sur la légitimité du culte extérieur et de la prière.

Voici, par exemple, ce qu'il dit de la vertu : « Quant à nous, si nous sommes bons, nous nous rapprochons des dieux par ressemblance; mais si nous devenons méchants, nous nous écartons d'eux par dissemblance. Et tant que nous vivons selon les vertus, nous nous attachons aux dieux; mais si c'est aux vices que nous nous adonnons, nous nous rendons ces mêmes dieux hostiles, non point qu'ils s'irritent, mais parce que nos fautes empêchent les dieux de nous illuminer et nous attachent à des génies répressifs. De plus, si nous trouvons dans les prières et dans les sacrifices l'affranchissement de nos fautes, ce n'est pas que nous apaisions les dieux ni que nous les changions; mais, par la vertu du culte que nous leur rendons et par notre retour à ce qui est divin, nous nous guérissons de notre perversité et nous pouvons éprouver de nouveau les bienfaits de la bonté des dieux (chap. XIV). »

Ces formules ne sont pas chrétiennes, il est à peine besoin de le faire remarquer. Mais elles auraient besoin de peu de corrections pour rendre un son chrétien; et lorsque nous

lisons telle ou telle page d'Origène sur la prière, nous ne pouvons manquer d'être frappés de la ressemblance. Ainsi, c'est un paganisme renouvelé en quelque sorte par son alliance avec la philosophie néo-platonicienne que nous présente le petit livre de Salluste.

Ce paganisme ne pouvait pas réussir sous le règne de Julien : il était trop abstrait pour la multitude; et aux âmes déjà chrétiennes, il ne présentait qu'une lointaine image des véritables richesses que l'Église leur offrait. Salluste était sincère en en essayant l'exposé : il ne s'entêta pas à poursuivre une vaine tentative. Après avoir assisté à la mort de Julien, après avoir refusé la pourpre impériale qui lui était offerte, il termina dans l'obscurité une vie pleine de jours. M. Mario Meunier exhume à nouveau son souvenir, et les érudits, pour un temps, se remettent à parler de lui. Faisons comme eux, et rendons hommage à ce compatriote lointain que nous voudrions avoir trouvé au service d'une meilleure cause.

G. Bardy.

L'art religieux après le Concile de Trente (1)

C'est toujours un plaisir des plus vifs que de lire M. Émile lâle. C'est un historien de l'art, mais chacun de ses ouvrages st lui-même une œuvre d'art. Il est rare de trouver l'érudi- on la plus sûre servant de base à l'harmonie du style. Le laisir qu'on éprouve à découvrir des perspectives nouvelles e double, chez M. Mâle, de la merveilleuse ordonnance qui préside. Il possède ce don si rare : la clarté, ce qui ne veut as dire qu'il supprime les nuances, loin de là, mais tout ient à sa place sous sa plume et concourt à donner à ses ivres une séduction particulière.

On sait comment M. Mâle a expliqué le Moyen Age. Il borde maintenant le Grand Siècle. Mais l'histoire de l'art ne onnaît pas tout à fait les mêmes divisions que l'histoire des ettres, et cependant l'une et l'autre s'éclairent curieusement.

L'art de la Renaissance est remplacé part l'art de la Contre-Réforme — art qui paraît austère à première vue. Il s'agit de utter contre le Protestantisme, de prouver les vérités de la oi, d'expurger l'art du Moyen Age de toutes les légendes qui semblent maintenant trop choquantes.

On avait longtemps cru, et M. Mâle l'avait lui-même écrit, qu'à partir de la Renaissance il n'y avait plus d'art chrétien et que les artistes étaient désormais livrés à eux-mêmes.

Ayant étudié cette période de très près, M. Mâle reconnaît qu'il s'est trompé et il va nous montrer comment l'Eglise reprit la direction de l'art. Cette loyauté est une belle chose, et non moins belle l'attention accordée par l'historien à une époque qui ne le séduit pas au premier abord, lui qui est épris du Moyen Age.

(1) Armand Colin.

Mais c'est merveille de voir comme il dégage ce qu'il y eut de grand et de beau en cet art encore si mal connu. En effet, on connaît très bien l'art des XVIIe et XVIIIe siècles au point de vue technique, mais les correspondances qui existaient entre cet art et les âmes, entre les livres et les tableaux, mais la vie religieuse des hommes d'alors, s'exprimant dans l'art, n'ont jamais été étudiées.

M. l'abbé Bremond, avec son admirable *Histoire littéraire du sentiment religieux*, nous a déjà aidés à mieux comprendre le XVIIe siècle. M. Mâle va le compléter.

On a maintes fois étudié la vie privée et l'histoire sociale d'après les toiles des peintres et spécialement celles du XVIIIe siècle, mais l'art religieux n'avait pas encore été mis en rapport avec la « vie dévote ». On comprend ainsi tout l'intérêt du livre de M. Mâle.

Il nous montre donc la piété du XVIIe siècle, et spécialement celle des peintres, et c'est un bien curieux chapitre que celui qui a trait à leurs pratiques de dévotion. Sait-on que le Dominiquin et Francesco Ferrari adressaient toujours une prière au saint qu'ils allaient peindre, que Tiepolo faisait partie de la Confrérie du Carmel, que le Guerchin avait un emploi du temps digne d'un moine? Il est tout naturel que ces artistes aient été dociles à l'enseignement de l'Église et aient cherché à suivre ses prescriptions. Défense de la Vierge, de la Papauté, du Purgatoire, des Sacrements, des œuvres de charité, du culte des reliques : tout un programme contre le protestantisme. Les thèmes anciens se transforment et accordent moins de part à la légende. Pourtant les anciennes traditions subsistent souvent : on retrouve même des traces des apocryphes (1).

L'allégorie compliquée du XVIe siècle renaît au XVIIe sous une forme encore plus hermétique, à cause de la vogue de l'*Iconologie* de Ripa, livre de chevet de tous les artistes. Et il est bien étrange de penser que même notre XVIIe siècle français, si épris de sobriété, utilise les allégories de Ripa

(1) On pourrait d'ailleurs ici indiquer aussi les calvaires bretons.

dans la Galerie des glaces et dans le parc de Versailles.

Ceci suffirait à montrer que la France n'est plus le pôle de l'art religieux : elle s'oriente avec Poussin et Claude Lorrain vers le paysage, qui est encore maintenant le roi de nos salons. Au XVIIe siècle, le mot d'ordre vient d'Italie, mais c'est l'Espagne qui donna à l'art nouveau son expression la plus intense. Mysticisme espagnol et baroque italien vont désormais s'intéresser à la vision et à l'extase des saints. C'est sans doute la plus grande nouveauté de l'époque dans l'art religieux.

Tout, maintenant, est élan, aspiration, effort douloureux pour échapper à la nature humaine et se perdre en Dieu. Art qui ressemble aux âmes. Le profond ébranlement du monde chrétien, les déchirements du schisme, la lutte pour la foi, la préparation au martyre, une atmosphère d'orage, exaltèrent au XVIe siècle la sensibilité catholique.

On vit paraître des saints nouveaux, des saints à l'image de leur temps, fort différents des saints d'autrefois. Que l'on songe aux saints de nos cathédrales, à ces vieux évêques qui guérissaient les malades, vendaient leur calice d'or pour nourrir les pauvres en temps de disette, et attendaient patiemment l'heure de la délivrance en pratiquant les œuvres de miséricorde. Les saints du Moyen Age faisaient des miracles ; les saints de la Contre-Réforme furent eux-mêmes des miracles. Ils eurent tous ce prestige de la vision, cette auréole de l'extase, qui firent l'étonnement des contemporains et l'admiration des siècles suivants. Ces merveilles remplissent leurs biographies. Ils nous apparaissent comme des explorateurs qui reviennent d'un voyage dans l'autre monde et qui ont vu Dieu face à face.

La représentation du martyre se transforme aussi : au Moyen Age, il avait l'aspect triomphal ; « après le Concile de Trente, les martyrs luttent sous nos yeux ». Cela explique tant d'images violentes qui peuvent déconcerter ceux qui pensent seulement au siècle de raison. La noblesse et la retenue de nos tragiques est souvent absente de ces peintures réalistes, mais nous avons dit que l'inspiration venait d'Italie (nos peintres français sont généralement plus mesurés) et, d'autre part, on oublie trop que nos tragiques ne sont pas

tout le XVIIe siècle. Le roman relevait d'une autre tradition et Mme de la Fayette ne fut longtemps qu'une exception. Mais je ne veux pas m'égarer... Tout ceci n'est que pour montrer l'originalité du livre de M. Mâle.

Il étudie encore les tombeaux et ce goût funèbre, héritage du XVe siècle, qui devient parfois exaspéré; les crânes et les squelettes apparaissent, pour rappeler la brièveté de la vie. « Il est étrange de voir apparaître dans le XVIIe siècle, que l'on juge d'ordinaire si raisonnable, quelque chose qui ressemble à la Danse Macabre. C'est que les âmes, après les grandes luttes doctrinales et les guerres de religion, restèrent longtemps orageuses. » En réalité, ce fut une époque de grandes passions; cela, nos tragiques nous le disent : la retenue chez eux n'est que dans les formes... En somme, nous assistons en art à un retour du réalisme et à un nouveau « surréalisme », si j'ose dire ; les deux formes se compénètrent étroitement : c'est toujours une vision.

Quelques dévotions nouvelles apparurent aussi et influencèrent l'art : dévotion aux saints Anges, à la Sainte Famille, à saint Joseph, à l'Enfant Jésus. Mais ces dévotions n'ont plus la tendresse franciscaine de la fin du Moyen Age; les tableaux sont graves et austère, et l'enfance de Jésus ne rappelle qu'un extraordinaire anéantissement, incompréhensible pour ces hommes qui méprisaient cet état d'enfance, « le plus vil et le plus abject de la nature humaine, après celui de la mort », dit M. de Bérulle. Et M. Mâle ajoute : « On comprend que les parents du XVIIe siècle aient tenu leurs enfants éloignés d'eux et les aient soumis à la plus sévère discipline. » Aussi l'Enfant Jésus fut très vite associé aux souffrances de la Passion. Les artistes le montrent tendant les bras vers une petite croix ou endormi sur la croix. Pourtant le XVIIIe siècle a bien compris le charme de l'enfance, si, par ailleurs, il fut un peu trop soumis au goût mondain. Mais M. Mâle nous parle surtout du XVIIe siècle. Il a expliqué aussi avec pénétration le rôle des grands ordres religieux.

Les Jésuites avec saint Ignace de Loyola marquèrent profondément leur siècle, et de même les grands mystiques,

comme sainte Thérèse, sainte Brigitte, et la piété chrétienne reçut d'eux sa direction. D'autre part, les ordres religieux commandèrent aux artistes des séries d'œuvres à la gloire de leurs saints. Ils influencèrent donc profondément l'art de la Contre-Réforme. Ces saints « qui ne touchent pas le sol quand ils prient, ils semblent inviter l'humanité à monter, à s'élever au-dessus de la terre ».

Il faudrait pouvoir citer la conclusion de M. Mâle et le puissant raccourci qu'il donne de l'art chrétien. Citons du moins ces lignes excellentes :

L'extase, voilà dans l'art de ce temps la grande nouveauté ; elle correspond à « l'invasion mystique » dans la littérature religieuse. C'est par une sorte de fièvre intérieure que l'art du XVIIe siècle diffère de celui du XVe et du commencement du XVIe. Passion, ferveur brûlante, désir éperdu de Dieu, allant jusqu'à l'anéantissement, voilà ce qui remplace l'adorable sérénité, l'amour qui se tait de Fra Angelico. On peut préférer Fra Angelico, mais on ne saurait nier que cet art frémissant n'apporte quelque chose de nouveau et n'exprime ce qui n'avait jamais encore été exprimé : la prise de possession d'une âme par Dieu.

On ne saurait définir cet art avec plus de grandeur. Au moment où le baroque revient à la mode, il est bon qu'un livre de cette valeur en donne le sens profond et permette aux âmes d'amplifier le plaisir des yeux. Nul n'était plus qualifié que M. Mâle pour cette tâche qui satisfait à la fois le goût de l'art et le sentiment religieux.

GERMAINE MAILLET.

Théâtre

New-York, Prague, Moscou...

Voici trois adaptations d'œuvres étrangères. Ici, pas une minute d'ennui et pas le moindre effort. Le plaisir n'est pas toujours d'un raffinement très subtil, mais il suffit d'oublier que l'on assiste à la représentation « en critique » pour devenir « bon public ». C'est une manière comme une autre de retourner à la nature.

145 Wall-Street est une pièce en trois actes et quatre tableaux de MM. Georges S. Brooks et Walter B. Lister — adaptée par Mlle Ève Curie. Le vieux Henderson possède et contrôle de puissantes sociétés; c'est un monsieur qui vous signe un chèque de cent mille dollars comme on détache un ticket de métro; disons d'ailleurs que le rôle est joué par Michel Simon, un acteur dont la seule apparition est un remède radical contre le pessimisme et qui ne saurait donner la moindre gravité au poids des milliards. Ayant besoin de faire monter les actions d'une exploitation mexicaine, M. Henderson commence par subventionner une révolution, puis il expédie dans la zone dangereuse le fils d'un ancien Président des États-Unis; si un « accident » se produisait, l'honneur national serait engagé, une intervention nécessaire et, une fois les troupes américaines installées au Mexique, les affaires américaines... Peu vous importe que M. Henderson obtienne sa guerre et préside le conseil de défense nationale, que le fils de l'illustre homme d'État soit assassiné dans la coulisse et revienne, le bras en écharpe, pour mettre sa main disponible dans celle de Mlle Henderson. Le spectacle est bien monté, le dialogue rapidement conduit; les acteurs sont sans effort à la hauteur de leurs personnages.

Le second acte — la révolution mexicaine — a une véritable force. On y voit même comment les autorités du pays traitent le clergé au nom de la liberté. Le public français

trouve là une occasion inattendue de compléter les informations de sa grande presse.

Les plus hautes notabilités scientifiques entouraient Mlle Ève Curie le soir de la générale au Gymnase. *145 Wall-Street* ou la science s'amuse.

Au Théâtre Antoine, il y avait à côté de moi un jeune garçon d'une dizaine d'années. Je ne recommanderai certes pas aux pères de famille de conduire à *Périphérie* les petits contemporains de mon voisin. Les sœurs tchèques de *Maya* y étalent leur misère sans la moindre discrétion dans une Bohème où l'on parle comme dans les romans de M. Carco. Il reste que le spectacle est remarquable par la qualité de mise en scène et des principaux interprètes. La présentation de *Périphérie* est une belle œuvre d'art. « Créer une atmosphère » est une expression à la mode dont on a abusé; il faut pourtant y recourir pour définir cette réussite.

Pièce en trois actes et dix-sept tableaux de Frantisek Langer, *Périphérie* est adaptée par MM. Benjamin Crémieux et Henri Jeanson. La musique de scène n'a pas été écrite spécialement pour ce drame; des airs empruntés à des œuvres connues donnent le ton de chaque tableau; la partition d'*Opéra de quat'sous* est souvent reprise. Franzi, sans le vouloir, a tué un homme; il camoufle son crime avec un tel sang-froid que l'hypothèse d'un suicide passe sans difficulté; il se trouve, d'ailleurs, que personne ne regrette la victime, un riche ivrogne, joueur et débauché. La veuve joyeuse récompense même largement Franzi qui a découvert le cadavre, et ce garçon constate avec stupéfaction que tout lui réussit depuis qu'il est un criminel. Danseur de son état, il danse...

Tout lui réussit, sauf ce qu'il faut bien appeler sa vie intérieure. Franzi a besoin de crier son crime. Pourquoi? Ce n'est pas le remords qui l'étouffe; il est même étonné de sentir sa conscience si légère. C'est d'abord une espèce de gêne à tenir caché le secret de sa veine : à quoi bon réussir un coup pareil si personne ne le sait? Simple question d'a-

mour-propre. Puis ce besoin de « plastronner » cristallise; peu à peu, l'idée devient fixe; Franzi ne regrette pas davantage le meurtre, mais il veut la lumière pour la lumière. Il ne s'agit pas de scrupules, comme l'ont dit certains critiques; la tragédie se déroule en dehors de la conscience morale : c'est l'impossibilité pour l'homme, même le plus fruste, de vivre en tête-à-tête avec le souvenir du personnage exceptionnel qu'il fut un instant. Au cours d'un de ses monologues, le malheureux s'écrie : Il devrait y avoir des gens à qui l'on puisse confier de pareilles choses... Les auteurs n'ont évidemment pas eu l'intention d'écrire une pièce sur la valeur psychologique de la confession. La logique du cas Franzi n'en est que plus rigoureuse.

Le drame se développe sur deux plans à travers deux séries de tableaux. Franzi cherche à se libérer en confiant son secret à des hommes : tous le repoussent. Ses camarades ne veulent pas le croire : cette croyance les transformerait en complices. Le commissaire de police le prend pour un maniaque de l'auto-accusation : l'enquête a démontré le suicide, les preuves s'opposent à la thèse du crime, les faits n'ont plus, à la lettre, le droit d'être ce qu'ils sont. Ces scènes sont excellentes. Mais la pièce oscille de ce plan réaliste à un plan symbolique. Un juge ivrogne dit le droit sous un pont; une ivresse sainte, bien que d'essence alcoolique, lui permet de contempler la vraie justice, inaccessible aux regards des juges tempérants; remarquablement joué par un acteur russe, le personnage imprime dans l'imagination une silhouette d'une bouffonnerie macabre. Tout serait donc pour le mieux si le développement symbolique n'aboutissait pas à un dénouement d'une étrange simplicité.

Puisque Franzi ne peut faire reconnaître son crime, il n'a d'autre ressource que d'en commettre un second. La femme qu'il aime comprend si bien la situation qu'elle saisit les mains chéries, tend le cou... « L'amour est enfant de Bohême, qui n'a jamais, jamais connu de lois. » Franzi étrangle. Ce deuxième cadavre allège sa conscience. Logique absurde, si l'on prend l'idée fixe du malheureux pour

un remords et un besoin d'expiation morale ; mais c'est un contresens qui fausse tous les rouages de la pièce. L'exigence qui tourmente l'assassin est impersonnelle : c'est celle de la vérité qui ne peut pas rester cachée. Que la lumière soit, et ceci, quels que soient les moyens. Franzi lutte contre une force étrangère, qui est en lui sans être lui, et l'élément tragique de la pièce est dans une fatalité essentielle à la nature de l'intelligence. On comprend que *Périphérie* ait intéressé les adaptateurs français, en dépit de certains accents d'un romantisme un peu usé : c'est la tragédie de la lumière dans les bas-fonds.

Le train blindé vient de Moscou mais son aventure est un épisode de la victoire bolcheviste sur les troupes de l'amiral Koltchak dans la région de Vladivostok. Avant le lever du rideau, quelques mots situent l'action : en entendant rappeler des événements de 1920, j'ai, une fois encore, constaté que j'ignorais totalement une histoire dont je fus le contemporain. Le train blindé appartient aux troupes blanches : malgré ses canons et ses mitrailleuses, malgré la force en apparence irrésistible d'une machine lancée sur le rail, il tombe entre les mains d'une bande de soldats improvisés conduits par un illettré. La foi qui soulève les montagnes est bien capable d'arrêter les locomotives. Il suffit qu'un homme en ait assez pour se laisser broyer.

Le train blindé est une pièce en trois actes et cinq tableaux de Vsevolod Ivanov, adaptée par Vladimir Pozner. Créée en 1925 au théâtre Stanislawski, c'est, dit l'affiche, un des plus grands succès dramatiques de la Russie bolcheviste. A ce titre elle avait sa place indiquée sur la scène du *Théâtre d'action international* installé par M. Le Danois dans la salle des anciennes *Bouffes du Nord* pour faire connaître à Paris les œuvres acclamées par les publics étrangers. Les décors et costumes sont particulièrement réussis et font grand honneur à M. Nathan Altman, décorateur du Théâtre juif d'État de Moscou. C'est une série d'images âpres, cendrées. L'apparition du train blindé est saisissante, La simplicité même

des moyens donne à cet instant une intensité dramatique violente. J'ai assisté à une représentation devant le public ordinaire. Les coups de revolver déchaînent l'enthousiasme autant que les hymnes à un avenir meilleur. Ce même public — ou, si ce n'est toi, c'est donc ton frère — applaudirait avec la même ardeur aux mêmes tueries dans un « mélo » patriotique. Ce que les hommes oublient le plus facilement, c'est encore l'homme.

HENRI GOUHIER.

Musique enregistrée

De Bach à Vincent d'Indy

La critique musicale n'est proprement ni l'histoire du musicien et de son œuvre, ni l'analyse thématique d'un ouvrage. Elle est au juste une transposition. Elle vise à rendre sous un mode d'expression verbale ce que le musicien exprimait par le truchement d'un ordre de sons. Dès là qu'elle traduit, elle risque d'errer. Car nos mots ne sont que des images décolorées, au lieu que le son pur est, par essence, plus loin de la matière, dépouillé. Mais cette traduction n'en est pas moins possible, puisque musicien et critique contemplent une même réalité idéale et que les lois du discours ressortissent de part et d'autre à une même raison.

La difficulté majeure vient de ce fait que le langage musical est plus immédiat, et, partant, bien plus riche, que le langage des mots. Il est à la fois au-dessus et au-dessous du discours. Ce que nul contemplatif ne peut dire, là où les mots s'arrêtent, la musique le chante encore. Seule, elle trouve moyen d'exprimer la prière, le silence de l'âme, l'intuition. Mais elle supplée aussi bien aux défaillances du discours là où il s'agit de traduire l'infra-logique. Car les mots n'ont de sens que liés dans un discours. Cette armature logique emprisonne tout ce qu'ils veulent rendre. Cela explique leur impuissance, quand il ne faut que donner un corps à la sensation pure.

Ces réflexions feront peut-être entendre la qualité très diverse du plaisir que l'on éprouve à deux des productions les plus récentes de GRAMOPHONE.

Si la musique est essentiellement un langage, le *Concerto en ré mineur pour deux violons* de J.-S. Bach (DB 1718-1719) peut être dit le langage de ce qu'il y a dans l'âme de plus haut, la langue même de l'esprit. Ce qu'on nomme aujourd'hui *musique pure* trouve ici son parfait modèle. J'en définirai deux traits.

C'est d'abord une sorte de discours pur, si dégagé de toute matière qu'on dirait le jeu même des nombres, et comme le propre mouvement de ce nombre qu'est notre âme. Ce qu'un temple grec exprime dans l'espace, cette architecture de lignes sans ornement dont la seule beauté vient de l'exact ajustement, de la soumission à un ordre, cet ouvrage le transpose dans l'ordre de la durée, il en est, si l'on peut dire, le parallèle dynamique. La ligne se développe, sans détour, sans ajoute, suivant le seul progrès de sa loi intérieure. Nul charme d'emprunt. Nulle joie que mathématique. Nul faux semblant. Une rigueur, une honnêteté, plus justement encore une loyauté, qui ne vont qu'à l'esprit. Le sensible n'a point place ici. C'est un plaisir du même ordre qu'éprouve le géomètre au terme d'un beau théorème. Et précisément, cette nudité même du pur discours conduit au delà du discours. La perfection du nombre laisse voir, d'un seul regard, l'ensemble de tout l'ouvrage. Tout de même l'eurythmie du Parthénon se reconnaît-elle achevée à ce signe qu'un morceau quelconque, le moindre tronçon de colonne, résume le temple entier. A la dernière mesure de l'*allegro*, l'on prend du *Concerto* une vue synoptique. Platon l'eût accueilli dans sa cité. S'il est une musique platonicienne, une transposition sonore de l'Idée, c'est ici qu'il la faut chercher.

Et cependant cette musique touche, elle émeut. Il y a, non pas seulement dans le *largo*, mais dans l'*allegro* final, une sorte de tristesse, moins sensible que spirituelle, qui semble comme le mouvement même d'une grande âme. Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Nous demeurons, ici encore, au-dessus des passions. Cette tristesse est de l'ordre métaphysique, ou, pour mieux dire, mystique. C'est le sentiment latent, — et qu'il faut, chez les âmes profondes, bien peu de chose pour éveiller, ne fût-ce qu'un peu de joie, — de la misère

essentielle inhérente à tout être limité, qui ne dure qu'un instant, qui jamais n'atteint à la plénitude, à l'absolu, dont le seul désir, non l'acte, est infini. Tristesse de Bach ! D'une âme dont on n'a pas assez dit l'élan religieux. Sans parler même des *Passions*, que de pages bachiennes sont tout inintelligibles, si l'on ne sait comprendre cette nostalgie du divin ! Tristesse pure, elle aussi, et d'un ordre si haut que tout autre, en regard, n'est que peine d'enfant. Tristesse de l'esprit qui voudrait saisir Dieu et se déchire en cette quête.

Une telle œuvre exige des artistes parfaits. La sensibilité n'y suffit point. Il faut le style, cette simplicité nue, ce total dépouillement des fausses grâces, de la grandeur enfin. Des qualités si rares se rencontrent, depuis longtemps déjà, chez M. G. Enesco. On s'étonne davantage de les trouver à l'âge heureux de M. Menuhin. Elles ne sont pas, d'ordinaire, le fait de l'adolescence. Qu'il les possède à ce point est une marque évidente de maîtrise.

Il n'est que de fermer les yeux. L'on n'entend plus que Bach, ou, pour mieux dire, la Musique elle-même. Je ne saurais louer plus dignement l'excellence de l'émission de ce parfait chef-d'œuvre.

*
* *

Il faut féliciter Gramophone de nous donner, avec *Istar*, l'une des premières œuvres, et des moins connues, de Vincent d'Indy (DB 4850-4851). Ce morceau de jeunesse annonçait des dons heureux. Malheureusement, suivant une mode commune il y a quarante ans, il obéit à un genre qui est, à mon sens, un genre faux. Ces variations cherchent à transposer dans le domaine des sons un texte littéraire. C'est une musique *à sujet*. Cela ne fait pas un meilleur ouvrage que n'en produit la peinture lorsqu'on la soumet à la même épreuve. Le plaisir vient donc ici de l'unique variété des thèmes par où l'auteur tente de correspondre aux phases diverses du poème. Plaisir infra-logique, nous le disions au début. Il n'est que pour l'oreille. On le goûtera néanmoins, d'autant que l'orchestre et l'enregistrement sont dignes de tout éloge.

Il y a de la musique dans la *Joyeuse Marche* de Chabrier (verso du disque précédent) et même une admirable phrase.

A.-J. Festugière.

A TRAVERS LES REVUES

Europe, 15 novembre 1932. — M. Henry de Montherlant us donne des *Notes d'un homme qui se croit condamné*. Des airs de sensibilité, comme ceci : « Le médecin qui vous lpe, quand vous êtes au plus bas, et qui vous infeste de n haleine de liqueur et de cigare. » Mais quand M. de ontherlant se met à philosopher, c'est profond ! Voici s échantillons : « La guerre, l'hôpital, le cloître, nous metnt, plus ou moins, à l'abri de l'humanité »; ou encore : *Memento quia pulvis es,* c'est tout juste le contraire. Une s arrêtée notre attitude devant la mort, la seule conduite isonnable est de n'y songer jamais. » Et enfin : « Bénis ent peut-être ceux qui ont mis l'espérance sur les tombes. is honneur à ceux qui l'en ont enlevée. » Et dire qu'il unira en un volume, — intitulé *Mors et Vita* (!), — ces horismes insignifiants.

Dans le même numéro, des *Lettres inédites de Frédéric etzsche*. Le drame passionnant de sa maladie. Tentation suicide : « Choisis le plus facile : meurs... » Mais non, il ut être vainqueur, « il faut même que ma victoire soit mplète, c'est-à-dire que je dois transformer en or et en ofit de premier ordre les expériences que j'ai vécues. Mais ur l'instant je suis encore un champ de bataille vivant... » ce cri : « L'homme au cœur profond a besoin d'amis, à oins... qu'il n'ait son Dieu. Et je n'ai ni Dieu ni amis !... »

Notre temps du 27 novembre. — *Jeunes lettres françai-s*, par Pierre Bost. — Analyse perspicace de l'évolution tellectuelle de la jeunesse depuis la guerre. La « révolution 1919 » (Dada, surréalisme...) échoua, laissant pourtant ne inquiétude intellectuelle et morale, un nouveau mal du ècle, tel que notamment Marcel Arland l'analysa. Aujour-

d'hui on en est au « snobisme de l'économie politique », mais la pure littérature reparaîtra, « entraînant les lecteurs hors du monde, et peut-être dans des choses plus vraies que le monde ». Acceptons-en l'augure.

Sur ce même thème, on peut lire dans le **Correspondant** du 25 novembre une remarquable mise au point de Daniel-Rops, sous le titre *Le procès des maîtres*. Ceux de vingt ans après la guerre ne furent pas soutenus par leurs aînés, c'est Mauriac lui-même qui s'en accuse. Quant à l'influence que purent exercer sur eux Barrès, Maurras ou Gide, elle fut réelle, mais, « tout pesé, il est bien vrai que nous ayons été une « génération sans maîtres », puisque ceux qui ont, dans un certain sens, joué ce rôle ne nous ont pas offert, d'une façon impérieuse, des dogmes et des méthodes de vie ». Après tout, « si nous n'avons pas eu de « maîtres », nous nous en sommes bien passés ». Attendons les résultats, « d'autres, plus tard, apprécieront ».

TABLE

Questions religieuses

HRISTIANUS. . . . . Liquidation du nationalisme . 370
.-J. FESTUGIÈRE. Remarques sur les dieux grecs. 374

NOTES ET RÉFLEXIONS

Un philosophe catholique, par R. G. 399
La pensée de l'Inde, par E.-B. ALLO, O. P. . 402

DOCUMENTS

La tyrannie mexicaine 406
Le concordat badois. 410
A travers les revues. 413

Questions politiques et sociales

IVIS . . . . . Dettes 416
I. JÉGOULINE. . . . L'économie soviétique . . . 419

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale, par J. LAPIERRE. 446
Précisions et controverses à propos du plan constructif. 452

DOCUMENTS

On chôme en Allemagne, par V. DILLARD. . 457
La campagne électorale américaine, par A. VIATTE 468
A travers les revues 480

Les Lettres et les Arts

J. Madaule. Autour de Maurice de Guérin . . 484

NOTES ET RÉFLEXIONS

Lettres étrangères, par Daniel-Rops 507
Révolution et jeunesse, par P. Boisselot, O.P. 519
Deux écrivains grecs de la Gaule, par G. Bardy. 523
L'art religieux après le Concile de Trente, par G. Maillet 529
Théâtre, par H. Gouhier 534
Musique enregistrée, par A.-J. Festugière . . 538
A travers les revues 541

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne).